

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

CONCEPTION PROUDHONNIENNE
DU
CRÉDIT GRATUIT
(Le Mutuellisme)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le lundi 2 juin 1919, à 1 heure 1/2

PAR

Laurent LABRUSSE

Avocat à la Cour

Président : M. DESCHAMPS, professeur

*Suffragants : { MM. GIDE, professeur
PERREAU, professeur*

PARIS

JOUBE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, VI^e

1919

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

CONCEPTION PROUDHONNIENNE
DU
CRÉDIT GRATUIT
(Le Mutuellisme)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le lundi 2 juin 1919, à 1 heure 1/2

PAR

Laurent LABRUSSE

Avocat à la Cour



Président : M. DESCHAMPS, professeur

Suffragants : { *MM. GIDE, professeur*
PERREAU, professeur

PARIS
JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS
15, RUE RACINE, VI^e

1919

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

CONCEPTION PROUDHONNIENNE DU CRÉDIT GRATUIT

INTRODUCTION

Les premières années du xix^e siècle marquent en économie politique le triomphe de la liberté et de l'individualisme.

La force de production augmente, de l'aveu même des plus grands adversaires du régime individualiste comme Karl Marx et Engels (1).

Cependant à la suite du blocus, la « surproduction » fait son apparition dans plusieurs branches de l'industrie ; on parle de la gêne créée par la surabondance. Les économistes, J.-B. Say en tête, font l'analyse des crises (2).

Sous la Restauration la prospérité nationale s'ac-

1. Manifeste du parti communiste, 1847 : « La génération actuelle a créé des forces productives plus variées et plus colossales que tous les siècles passés ensemble. »

2. Les crises étaient alors rendues responsables des malheurs des ouvriers ; on les imputait à la surproduction. J.-B. Say par sa théorie des débouchés les attribue au contraire à l'insuffisance de la production dans certaines branches par rapport aux autres.

croît, la population augmente, le crédit se développe.

L'établissement de la grande industrie amène la formation d'une population nouvelle, agglomérée, entassée autour des usines et manufactures où elle trouve son gagne-pain.

On s'inquiète alors du sort des ouvriers sous le régime de la concurrence. En 1828, Bazar propose une Banque Générale dépositaire de toutes les richesses. Victor Considérant lance la formule du « Droit au Travail ».

La production, encore à sa naissance, subit des heurts dont les conséquences : chômages, enchérissement des denrées, sont lourdes pour le peuple.

On fait l'étude critique de la répartition des richesses. Après le « pessimisme » (1) de Malthus et de Ricardo apparaissent réformateurs ennemis de l'individualisme économique.

Ils supposent aux individus une âme noble, désintéressée, une sorte d'esprit de famille social, ils sont presque mystiques et les communistes s'appuient sur l'Evangile pour réclamer l'égalité.

Ils demandent surtout la modification ou la sup-

1. Malthus par sa théorie de la population, et Ricardo par sa théorie du salaire nécessaire, donnèrent naissance à un courant dit « pessimiste » car ils enseignaient que la Société allait à la ruine et que la classe ouvrière demeurerait fatalement dans la misère. C'est la « Loi d'Airain » de l'Allemand Lassalle.

pression de la propriété et proposent des remèdes aux maux dont souffre la Société :

Associations théocratiques avec Saint-Simon qui réclame « à chacun selon sa capacité » ;

Phalanstère, avec Fourier ;

Ateliers sociaux, avec Louis Blanc ;

Pecqueur prend pour base de ses revendications « A chacun selon son travail ».

L'économie politique devient sociale ; on cherche la conciliation du Capital et du Travail (1), l'harmonie des classes. De tous côtés on parle du crédit gratuit et chaque jour, dit Bastiat (2), voit éclore un plan nouveau pour la réalisation de cette idée.

Vers la fin du règne de Louis-Philippe, le malaise économique s'accroît, les famines de 1846 et 1847 rendent l'étude des problèmes économiques plus urgents, plus passionnants à ces esprits ardents.

Karl Marx et Engels rédigent à Londres en 1847 le manifeste du parti communiste.

En France des cercles ouvriers se fondent malgré l'opposition du gouvernement, des journaux populaires paraissent malgré les règlements restrictifs ou prohibitifs.

« L'extrême ardeur », dit encore Bastiat (3), « avec

1. Robert Owen, 1832, *Banque d'Echange du Travail* « Equitable Labour Exchange ».

2. Bastiat, *Gratuité du Crédit*, 6^e Lettre.

3. Bastiat, *Gratuité du Crédit*.

« laquelle le peuple de France s'est mis à creuser les
« problèmes économiques et l'inconcevable indiffé-
« rence des classes aisées à l'égard de ces problèmes
« forment un des traits les plus caractéristiques de
« notre époque ».

On cherche la solution du problème économique dans l'amélioration du sort matériel de l'ouvrier.

L'Allemand Stein déclare (1) : « Le temps des mouvements politiques en France est passé ; la prochaine révolution ne peut déjà plus être qu'une révolution sociale ».

Telle était aussi l'idée des ouvriers de Paris en 1848 ; ils faisaient la révolution pour eux, pour le peuple ; mais les bourgeois, mieux organisés, après avoir accepté leurs concours se substituèrent (2) à eux et le « Droit au Travail » ne figure même pas dans la Constitution de 1848.

C'est dans cette atmosphère qu'a grandi, pensé, écrit Proudhon.

« La nécessité des circonstances produit nos juge-
« ments et fait toute notre vie ; notre volonté n'est
« bien souvent pour rien dans toutes les choses qui
« passent pour être de nous (3). »

Cette phrase que Proudhon, à trente-neuf ans,

1. Lavissee et Rambaud, *Histoire générale*, t. X, p. 409.

2. Lavissee et Rambaud, *Histoire générale*, t. X, p. 411.

3. *Correspondance de Proudhon*. Librairie Internationale, 1875, t. II, p. 356.

écrivait à un de ses amis pour s'excuser de sa « triste célébrité », s'applique à merveille à sa propre vie et à ses conceptions cérébrales.

De sa naissance (1809) à 1848, il mène une vie mouvementée, diverse, mais toujours âpre, à une époque où la nation est en ébullition, où les barricades surgissent à tout propos dans les rues, où les faillites sont innombrables (1).

Les idées les plus opposées se heurtent dans son cerveau et comme il observe dans la vie contemporaine des contradictions incessantes « l'Antinomie » devient son système ; il voit en tout vérité et erreur à la fois ; tout est vie et mort tout ensemble ; rien ne croît sans se détruire « La contradiction est la loi « fondamentale non seulement de la Société, mais « de l'univers » (2). « Les contraires doivent, non « s'entre-détruire mais se soutenir précisément parce « qu'ils sont contraires » (3). Il cherche d'abord la synthèse puis l'équilibre des forces de la nature.

1. Proudhon, *Correspondance*, t. I, p. 184 : « En 1839, 1014 faillites ; passif en dépasse 60 millions, heureuse propriété ! »

2. *Solution du problème social*, Paris, Flammarion, p. 92. En hiver 1844-1845, Proudhon avait fait la connaissance de Ch. Grün ; c'est cet Allemand qui lui inculqua la dialectique hégélienne des antinomies.

3. *La Justice dans la Révolution*. Œuvres complètes, t. I, p. 265 et 296. Il allait jusqu'à écrire en 1846 : *Correspondance*, I, p. 225) : « Si je pouvais faire battre tout le monde j'aurais obtenu justement le résultat que je me suis proposé : la réconciliation universelle par la contradiction universelle ».

Il déteste la propriété, mais il n'a pas assez de mots pour flétrir le socialisme.

L'intérêt de l'argent est injuste et odieux... mais cependant le Crédit est indispensable : la solution du problème économique-social ne serait-elle pas dans l'organisation de la circulation par le Crédit gratuit ?

La Révolution de 1848 demandant une réponse positive, le contraignit à l'affirmer et jusque vers 1855 il s'appliqua spécialement à édifier de nouvelles bases d'échange.

« J'ai tâché de donner un but, un nom, une cause, une réalité, une essence à la Révolution de Février, en proclamant le principe de la gratuité du crédit et de la réduction progressive de toutes les rentes et intérêts, accomplie sans expropriation et avec bénéfice pour tous » (1).

Proudhon, ancêtre bien français du fédéralisme, est surtout connu par ses ouvrages sur la propriété. Mais celle-ci, quelle que soit son importance, n'existe pas seule, « elle ne constitue pas tout le système » (économique), elle vit dans un milieu organisé, « entouré d'un certain nombre de fonctions analogues et d'institutions spéciales avec lesquelles » par conséquent il faut qu'elle compte » (2).

1. *Corr.*, t. II, p. 345.

2. *Théorie de la Propriété*, 2^e éd., p. 176 et 177.

Ces fonctions, ces institutions, Proudhon les étudie ; son œuvre a ainsi une certaine unité : il pense d'abord faire la synthèse de la propriété et de la communauté (1) ; mais par la suite il préfère créer l'équilibre entre « la possession individuelle, condition de la vie sociale » (2) et la justice qui exige que tous puissent exercer ce droit. Il faut établir une balance, opposer « l'ange des ténèbres à lui-même » en même temps qu'au pouvoir, l'entourer de « garanties et le métamorphoser en ange de lumière » (3).

La première garantie est pour lui le Crédit gratuit pour tous et par tous (4). L'Echange domine la propriété et la tient sous sa dépendance (5) ; la Circulation est un phénomène dont on ne saurait exagérer l'importance.

Ses idées sur la Circulation et le Crédit sont donc en étroite connexion avec ses idées sur la Propriété.

1. *Premier Mémoire*, p. 119.

2. *Premier Mémoire*, p. 222 ; *Révolution sociale*, p. 30 : La Société cherche l'équilibre de ses forces naturelles.

3. *Théorie de la Propriété*, p. 228.

4. Pour rendre la propriété équitable, Proudhon comptait :

A) L'opposer à elle-même selon sa loi de l'équilibre ;

B) L'influencer par les Institutions ;

Séparation des pouvoirs de l'Etat ;

Impôt (sur le capital et sur le revenu) ;

Modification du régime hypothécaire ;

Banques de Circulation et de Crédit.

(*Théorie de la Propriété*, p. 179 et suiv. et p. 239).

5. Préface de Darimon à la « Banque d'Echange ».

Ce sont les premières seulement que nous nous proposons d'étudier brièvement (4).

A une époque où les affaires du monde entier reposent sur le Crédit, levier et soutien de la lutte économique; où il est indispensable de songer à l'organisation financière qui permettra aux individus et aux nations de faire face aux lourdes charges que léguera la guerre, où chacun devrait donc, sans esprit de parti, se faire sur les rapports du travail et du capital une idée claire, propre à écarter les luttes de classe et à dissiper les rancœurs sociales afin de permettre la collaboration loyale de tous en vue d'une production nationale intensive, il nous semble intéressant d'interroger l'histoire.

Nous nous proposons donc d'exposer la conception Proudhonienne du Crédit gratuit : le Mutuellisme, de l'examiner impartialement et d'en tirer peut-être un enseignement pour l'avenir.

Dans l'écheveau confus et enchevêtré des nombreux écrits de Proudhon, si nous prenons l'idée du Mutuellisme comme fil conducteur, nous pouvons suivre les étapes suivantes :

Après avoir étudié les origines et les effets de la propriété et du numéraire, l'auteur conclut qu'ils

4. Nous avions d'abord pensé rechercher les essais d'application qui avaient pu en être faits après Proudhon. La guerre nous a surpris; de graves blessures nous ont livré à l'ennemi; à notre retour en France nous avons trouvé nos plans d'avenir bouleversés et nous n'avons pu réaliser notre projet.

empêchent le travailleur de racheter le fruit de son travail et faussent la circulation et l'échange ; qu'ils sont illégitimes et devraient disparaître. S'il était possible du moins d'en corriger les abus on pourrait établir la circulation sur de nouvelles bases : Echange direct, Crédit gratuit, par exemple. Il construit alors la théorie de Mutuellisme et tente de la mettre en pratique. Son point de départ est ainsi la critique de la circulation des richesses et des produits, son point d'arrivée le Crédit gratuit.

Il nous semble donc logique d'adopter le plan suivant :

- I. — Critique de la Circulation ;
- II. — Théorie du Crédit gratuit : Mutuellisme ;
- III. — Tentatives de réalisation ;
- IV. — Nous nous proposons d'indiquer ensuite dans une quatrième partie pourquoi la réforme rêvée par Proudhon comme solution du problème social n'a pu et ne pouvait aboutir.

PREMIÈRE PARTIE

CRITIQUE DE LA CIRCULATION

- I. — Prélèvements capitalistes.
- II. — Prélèvements du numéraire.
- III. — Le Crédit sous le régime actuel de la circulation.

Proudhon analyse la circulation telle qu'elle fonctionnait, d'après lui, à son époque, vers 1848. Nous rassemblons dans ce chapitre les critiques éparses dans ses écrits afin de les synthétiser et de les rendre plus précises ; les pages suivantes sont donc un résumé des idées de Proudhon.

Il y a longtemps que la Propriété, inscrite encore dans le Code, a disparu du domaine des faits économiques (1).

Sous l'influence de la division du travail et de l'engrenage des industries, un autre fait, l'échange ou la circulation l'a remplacée et la tient sous sa dépendance.

1. Pour cette proposition et les suivantes voir *Solution. Problème social*, p. 141-149-150.

Aujourd'hui la propriété est devenue un titre qui ne tire plus sa valeur que de la circulation générale, un privilège qui a perpétuellement besoin de l'escompte.

Aussi la société vit-elle de la circulation. « Comme la circulation du sang est la fonction mère et motrice du corps humain, ainsi la circulation des produits est la fonction mère et motrice du corps social ».

Elle serait bientôt le fait unique si on parvenait à la débarrasser « de certaines entraves qui mettent l'embargo sur le travail » et faussent ainsi tout l'organisme social.

Ces entraves sont :

I. — Les prélèvements capitalistes ;

II. — Les prélèvements du numéraire, instrument de circulation du capital.

Elles créent pour le crédit un régime illégitime.

I

Prélèvements capitalistes

Nous ne retenons ici les critiques de Proudhon sur la propriété ou le capital qu'en tant qu'elles concernent la Circulation des richesses ; elles se résolvent alors dans la critique des prélèvements capitalistes ; ceux-ci sont au nombre de deux :

A) Droit d'aubaine ou intérêt ;

B) Profit.

A) INTÉRÊT

La propriété c'est le droit d'aubaine. — Ses effets, comptabilisme social. — L'intérêt n'a pas toujours existé. — Il est aisé de le faire disparaître car le capital est improductif. — Théorie de la valeur.

« La propriété (1) est le droit d'aubaine ; l'aubaine
« reçoit différents noms selon les choses qui la pro-
« duisent : fermage pour les terres ; loyer pour les
« maisons et pour les meubles ; rente pour les fonds
« placés à perpétuité ; intérêt pour l'argent ; bénéfice,
« gain, profit (trois choses à distinguer du Salaire,
« prix légitime du travail) pour les échanges » (2).

Ce droit d'aubaine renferme tous les abus qui
donnent à la propriété le caractère du Vol (3) ; il est
la cause du malaise social.

1. Quand il se place au point de vue de l'Echange, Proudhon appelle souvent la Propriété le Capital ; plus loin nous verrons qu'il assimile le Capital au Numéraire ce qui n'ajoute pas beaucoup de clarté à son argumentation. Nous éviterons donc d'employer les mots : Propriété ou Capital sans indiquer entre parenthèses le sens qu'ils ont, d'après nous, dans la discussion.

2. *Premier Mémoire*, p. 89.

3. Sens dans lequel nous comprenons le fameux cri de guerre. « La propriété c'est le Vol ». Comme force de la nature la propriété est identique au Vol « absolutiste, envahissante et abusive », mais elle n'est pas le Vol. « La propriété est la non-réciprocité et la non-réciprocité c'est le Vol ». « Mais la communauté est aussi la non-réciprocité puisqu'elle est la négation des termes adverses : c'est encore le Vol. Entre la propriété et la communauté je construirai un monde » (*Sol. Prob. social*, p. 131).

Au nom de la justice, de l'égalité et de la liberté il faut maintenir la propriété même absolue (1), mais en supprimant les abus qui la rendent inégalité, privilège et oppression.

Anéantir la rétribution du capital mais maintenir le sentiment propriétaire c'est solutionner le problème économique.

Une simple réforme de la circulation complétant le régime injuste de la société actuelle, telle est le remède.

Etudions vers 1848 le jeu de la fonction circulatoire depuis l'instant de la production jusqu'à celui de la consommation (2).

La société comprend d'une part la classe des propriétaires, capitalistes et entrepreneurs ; de l'autre celle des travailleurs salariés ; ces deux classes sont en rapport constant d'échange pour la vente et l'achat des marchandises produites en commun ; toutes les opérations peuvent donc se résumer en un seul compte ; la question sociale n'est plus une question de droit mais de chiffres ; la comptabilité n'est qu'une tenue de livres.

Désignons par A la classe entière des propriétaires, capitalistes et entrepreneurs ;

1. *Révol. Social*, p. 178. La propriété « doit au contraire gagner sans cesse en liberté et en garantie : c'est son équilibre qui doit être transformé ».

2. C'est Proudhon qui raisonne.

Par B C D E F G H I J K L la classe des travailleurs salariés et établissons les comptes.

A commence avec un capital de 10.000 francs ; il l'emploie à payer les produits et services de B C D etc., c'est-à-dire, il convertit son capital en marchandises ; il fait ensuite l'opération inverse et vend les produits à B C D puisque hors d'eux il n'y a personne ; dans le régime actuel, cette conversion suppose un bénéfice (agio, intérêt) puisque la terre, les maisons, les capitaux ne se louent pas pour rien ; fixons-le à 10 o/o selon les règles habituelles du commerce.

A vend ses produits à B C D, etc. pour $10.000 + 10\text{ o/o} = 11.000$.

B C D, etc., qui n'ont reçu que 10.000 francs doivent en dépenser 11.000.

Pour combler le déficit il faudrait qu'ils prissent à côté de la Société, mais à côté de la Société il n'y a rien.

B C D... ne pourront acheter le produit de leur travail sans emprunter à A qu'ils ne pourront logiquement rembourser et qui se ferait payer encore ce service ; donc le capitaliste mange le travailleur (1).

Si par contre B C D... décident de se restreindre,

1. *Solut. Prob. soc.*, p. 165... et la productivité du capital permettant l'accumulation incessante de capitaux dans un petit nombre de mains, la Société est nécessairement divisée en deux castes : une caste de capitalistes exploités et une caste de travailleurs exploités (*Art. Journaux*, t. XIX, p. 241).

les produits ne peuvent s'écouler, le monopoleur est poussé à la baisse ; c'est la banqueroute du capitaliste qui ne peut tirer revenu de son capital.

La situation est sans issue ; la circulation arrêtée, tout meurt (1).

La totalité des salaires en France étant actuellement d'environ 6 milliards, la somme des revenus du capital aussi de 6 milliards, ce qui porte à 12 milliards la valeur marchande de la production annuelle, comment le peuple producteur qui est en même temps le peuple consommateur peut-il acheter avec 6 milliards de salaires qui lui sont alloués les 12 milliards que le commerce lui demande pour prix de ses marchandises et dont le capitaliste a besoin sous le régime de l'aubaine ?

L'intérêt agit comme une épée à deux tranchants ; de quelque côté qu'il frappe, il tue !

La propriété (le capital) simple « droit de circulation comme un péage établi sur une rivière (2) », en se rendant maîtresse de la circulation même, s'est donnée pour formule suprême la banqueroute organisée et périodique.

L'incapacité d'achat de l'ouvrier, seul producteur, par suite des prélèvements capitalistes est la vraie cause des crises : « Le producteur ne consomme pas, « telle est la formule qu'on peut donner au mal

1. *Art. Journaux*, t. XIX, p. 241.

2. *Sol. Prob. soc.*, p. 152.

« inconnu qui ruine et dévore la société » (1); il ne s'agit pas de surproduction (2) ou de sous production (3), mais d'un défaut d'équilibre dans la circulation : le travail engendre la circulation puisque en se divisant il est le moteur de l'échange, mais le capital tue le travail.

Et cependant il n'en a pas toujours été ainsi.

« Ma mère, simple paysanne, nous racontait qu'avant 1789 « elle se louait l'hiver pour filer le chanvre, « recevant pour salaire de six semaines de travail, « avec sa nourriture, une paire de sabots et un pain « de seigle » (4).

« Mon père ne comprit jamais que pour gagner de « l'argent il fallait vendre au-dessus du prix de « revient ; il soutenait toujours que ce serait du « bien mal acquis » (5).

Mais interrogeons l'histoire.

Au commencement chacun vit de ses produits, la

1. *Exposition Perpétuelle*, Flammarion, p. 294.

2. Et cependant dans le projet de l'Exposition Perpétuelle (*ibidem* p. 273) Proudhon écrit : « C'est un fait que le travail général a puissance de produire plus qu'il ne consomme ». mais il veut dire plus qu'il ne peut consommer en payant comptant et comme le travailleur ne peut emprunter c'est bien l'impuissance d'achat qui cause les crises.

3. Opinion de J.-B Say « Théories des débouchés » 1803 et surtout 3^e édition 1817.

4. *Art. Journaux*, t. XIX, p. 233.

5. *Correspondance*, t. II, p. 239. Proudhon tint toute sa vie de son père ; il ne put jamais équilibrer un budget, ni gagner de l'argent ; né pauvre il mourut pauvre.

famille se suffit à elle-même, il n'y a ni commerce, ni propriété. Peu à peu les tribus s'agglomèrent ; la caste apparaît ; la propriété s'établit par le droit du premier occupant et se maintient par la force ; elle devient le principe de l'ordre social, le groupement familial ayant besoin d'elle pour vivre ; du fait de l'esclave, le fermage, n'existe pas ; on ne connaît encore que le troc. Mais quand l'émancipation de l'esclavage fut proclamée, la propriété perdit l'homme et garda la terre.

L'homme auquel on ne donna aucun instrument de travail, bien que de par le droit naturel il fut né pour le travail, sans moyen d'existence, dut se faire fermier et payer tribut... le loyer de la terre était né d'une injustice.

Le prêt à intérêt naquit, lui, du contrat de pacotille (1) : traité par lequel un industriel et un patron de navire conviennent de mettre en commun, pour le commerce étranger, le premier la quantité de marchandises qu'il se charge de procurer, le second son travail de navigation ; le bénéfice résultant de la vente devant être partagé par portions égales ou suivant une proportion convenue, les risques ou avaries mis à la charge de la société.

Le bénéfice « inter-esse » (2) c'est-à-dire participa-

1. *Art. Journaux*, t. XIX, p. 233.

2. *Ibidem*, p. 234.

tion, intérêt, était juste ; il représentait l'aléa, le gain obtenu contre la fortune.

Ainsi l'intérêt du capital (propriété et capital) a pu être légitime dans un temps : quand la circulation n'était pas le fait essentiel de l'économie des nations ; quand les conditions de l'échange se débattaient d'individu à individu, quand enfin le risque couru par chacun était malaisé à déterminer.

Mais maintenant que, par la multiplicité du travail, par la séparation des industries, par la fréquence des échanges, la circulation est la base de la Société, celle-ci a le devoir de l'organiser, la Société doit le crédit et l'escompte sans intérêt ; « l'intérêt je l'appelle Vol » (1). Son abolition est un principe antérieur et supérieur aux lois écrites qui, tôt ou tard, sera mis par le peuple au-dessus du suffrage universel (2).

Nous avons vu déjà, par une simple analyse de la circulation, qu'il tuait le capital ou l'ouvrier, mais il va plus loin.

Il rend la défense de la propriété impossible ; celle-ci ne se justifie que par le travail (3), l'intérêt permet de vivre sans travailler, donc la propriété ne devrait pas exister : or, elle est indispensable.

1. *Art, Journaux, Lettre à Bastiat*, p. 215, t. XIX.

2. *Ibidem*, p. 146.

3. *Propriété vient elle du travail ?* Voir thèse de M. Berthod, Paris 1910, *P.-J. Proudhon et la Propriété*.

En vertu du principe de l'intérêt, du produit net (1), un individu peut réellement et légitimement vivre sans travail ; si le principe est vrai pour l'individu, il doit l'être aussi pour la nation ; le capital total de la France étant évalué à 132 milliards, ce qui donne, à 5 o/o d'intérêt, 6 milliards 600 millions, la moitié au moins du peuple français pourrait, si elle voulait, vivre sans rien faire !

Meurtrier, injuste, absurde, comment l'intérêt peut-il donc se maintenir debout ?

Le capital sur lequel il prétend s'appuyer ; le capital qui lui donne fictivement naissance est de par sa nature improductif (2).

« Travailler c'est produire de rien » (3) ; non qu'on puisse se passer de la matière première : le travail sans le capital est improductif, mais le capital sans le travail est improductif aussi (4).

1. *Art. Journaux*, t. XIX, p. 240.

2. Voir Gide et Rist, *Hist. Doctr. économique*, p. 363 et suiv.

3. *Sol. Prob. soc.*, p. 210.

4. Gide et Rist, *op. cit.*, p. 363, écrivent : « Il (Proudhon) reconnaît bien qu'à son tour le travail sans capitaux et sans terre serait improductif, mais il *oublie* aussitôt cette restriction dans la conclusion : « travailler c'est produire de rien ». Il nous semble que Proudhon n'oublie nullement sa constatation et que, dans sa pensée, la conclusion ne lui est pas contraire dans le fond, bien qu'elle le semble dans l'expression. « Le travail sans le capital est improductif » signifie pour lui : le travail ne peut créer de valeur sans matière première à laquelle elle puisse s'ajouter ; mais cette valeur provient bien uniquement du travail et non de la matière qui, par elle-même, ne « vaut » rien, ne peut « produire » ; c'est cette pensée que nous essayons d'exposer clairement dans la suite du paragraphe.

Comment sortir de là ? Est-ce l'immobilisme ? Non, certes !

L'homme ne crée *substantiellement* rien ; il donne à la matière une forme ou qualité particulière destinée à son usage. « Le cordonnier ne crée pas la substance du cuir ; il crée le soulier, c'est-à-dire une certaine *forme, utilité* ou usage du cuir. Le chapelier ne crée pas la substance de la soie, ni du poil ; il crée le chapeau, la forme », etc. Puisque le travailleur ne produit que des formes, c'est-à-dire une utilité qui n'existait pas on doit dire « qu'il crée tout ce qu'il crée, à savoir l'utilité de rien » ; d'ailleurs « toute matière première est fournie gratuitement par la nature » (1), elle n'a donc pas de « valeur ».

C'est seulement la forme, qualité ou façon donnée à la matière par le travail, qui est la valeur. L'objet sur lequel elle a été ajoutée, qui en est devenu pour ainsi dire le dépositaire inséparable se nomme Produit.

La Valeur du Produit n'est pas représentée uniquement par la quantité ou qualité du travail qu'il a coûté, comme le veut Karl Marx et comme Bourgouin semble le faire dire à Proudhon (2), mais aussi

1. *Sol. Prob. soc.*, p. 261, et pour la terre : *Rév. soc.*, p. 206, « dans la future exploitation du sol, le travail sera tout et le sol rien ».

2. Bourgouin, *Syst. socialistes*, 2^e édit., p. 97 : « La Banque du Peuple imaginée par Proudhon devait aussi permettre à ses

par l'utilité créée en vue de l'Echange (1) et par l'élément « plus-value » fourni par le travail collectif, élément très difficile à déterminer (2).

Sans doute, quand l'Echange sera gratuit, la suppression des frais de circulation diminuera le prix (3) (qui n'est pas la valeur) ; et celui-ci tendra alors à se rapprocher de l'évaluation en travail mais sans jamais cependant y parvenir.

La valeur est constituée en effet par le travail en vue de l'échange, plus tout ce qui n'est pas prélèvement capitaliste et « primes, entraves sur la circulation ».

Ainsi, l'ouvrier crée des valeurs, rien de plus, rien de moins ; l'action par laquelle il le fait s'appelle : service ; c'est ce service seul qui doit être rétribué, qui doit seul donner matière à crédit... etc.

Vente, Achat, Emprunt, Crédit ne désignent donc que des opérations portant sur ce service, sur la

clients d'échanger entre eux, au moyen de bons émis par la Banque, leurs marchandises évaluées suivant le travail qu'elles avaient coûté », et plus loin : « Proudhon... pour fonder la valeur en travail... » Quand il fonda la Banque du Peuple (voir *infra*, p. 101, note), Proudhon ne pensait nullement à l'évaluation en travail. Ce n'est que vers 1855, dans son Projet d'Exposition Perpétuelle, qu'il *assimile* le bon général d'Echange à une unité idéale tendant à exprimer « la journée moyenne » de travail sans pouvoir cependant y arriver complètement (*Suprà*, p. 66 et 86, notes).

1. *Sol. Prob. soc.*, p. 264.

2. Voir *infra*, p. 29.

3. Le prix pour Proudhon contient : Intérêt du capital, amortissement des capitaux, profit, frais de circulation.

valeur donnée aux objets non sur les objets en eux-mêmes, qui ne sont que le substratum ou la matière de la valeur et par eux mêmes ne « valent » rien, c'est-à-dire ne peuvent se travailler eux-mêmes, s'ajouter une valeur, devenir d'eux-mêmes « produits ».

Cette inertie de la matière est en science économique l'Improductivité du Capital (1).

Et quand Bastiat, au début de sa campagne contre le Crédit gratuit, dans les colonnes de *la Voix du Peuple* (2), lui objecte la fécondité du capital et les progrès dont il est la source, Proudhon lui répond :

« Ce progrès a pour cause, non le Capital, mais la circulation du capital » (3).

Car le capital est en quelque sorte le produit, accumulé, destiné à la reproduction, *évalué pour et par l'échange*.

Ainsi (4), le cuir, sortant de la boucherie, est le produit du boucher; mais dès qu'il est échangé, acheté par le tanneur, celui-ci en porte la valeur à son fonds d'exploitation, dans son avance, donc le « réputé » capital. Par le travail du tanneur, ce capital redevient produit; puis capital pour le bottier, puis à nouveau produit; la chaussure entre comme

1. *Sol. Prob. soc.*, p. 253^e et *passim*. Œuvres complètes, *passim*.

2. 12 novembre 1849, t. XIX, p. 187 et suiv.

3. Tome XIX, p. 200.

4. T. XIX, p. 286.

valeur dans l'avance de l'ouvrier, donc dans son capital ; elle redevient produit puisque, grâce à elle en partie, l'ouvrier peut travailler ; ainsi, quoi qu'on en ait dit, la consommation est toujours productive ; il suffit que le consommateur travaille. Donc, par l'échange, le produit devient toujours capital et réciproquement.

La notion de capital et celle de produit indiquent simplement la situation des échangistes l'un vis-à-vis de l'autre ; le capital n'existe pas sans l'échange ; il n'existe pas pour le solitaire (1).

Or, la Société, l'Homme collectif, est en quelque sorte ce Solitaire ; donc pour elle la distinction entre Capital et Produit ne peut avoir lieu ou, si on préfère ; Capital c'est Produit, Produit c'est Capital.

Il est par conséquent juste de dire que le capital tel que le conçoit l'économie politique habituelle n'existant pas, il est improductif.

« Dans l'ordre économique, tout produit vient du travail et réciproquement tout capital est improductif » (2).

Ainsi le droit d'aubaine issu du droit de la force et de l'isolement de l'individu en face du risque est illégitime, meurtrier, absurde en lui-même et ne répond à rien puisqu'il rétribue un capital essen-

1. T. XIX, p. 286.

2. *Sol. Prob soc.*, p. 261.

tiellement improductif, cependant on le maintient et il vicie tout l'organisme social en arrêtant la circulation !

B. — PROFIT.

Non contents de ces effets néfastes... ou peut-être pour tenter d'y parer, les détenteurs du capital augmentent encore, par une erreur de compte, l'impuissance d'achat de l'ouvrier-producteur en ne rétribuant pas complètement les effets de son travail.

A spolie B C D..., etc.

Le patron paie à chaque ouvrier la valeur de son travail individuel mais garde pour lui le produit de la force collective de tous, produit bien supérieur à ce que pourrait fournir la somme de leurs forces individuelles. Ce supplément est le profit (1).

« Le capitaliste, dit-on, a payé les journées des
« ouvriers ; pour être exact, il faut dire que le capi-
« taliste a payé autant de fois une journée qu'il a
« employé d'ouvriers chaque jour, ce qui n'est point
« du tout la même chose. Car cette force immense
« qui résulte de l'union et de l'harmonie des travail-
« leurs, de la convergence et de la simultanéité de
« leurs efforts il ne l'a point payée. 200 grenadiers
« ont, en quelques heures, dressé l'obélisque de
« Louqsor sur sa base ; suppose-t-on qu'un seul
« homme en 200 jours en serait venu à bout ? Cepen-

1. Gide et Rist, ouvrage cité, p. 337 et suiv.

« dant au compte du capitaliste la somme des salaires eut été la même » (1).

L'ouvrier après avoir reçu le salaire conserve donc encore un droit de propriété sur la chose produite et « Tous les maux de l'humanité viennent primitivement d'une simple erreur de compte ; soit de l'inégalité de répartition des biens d'après l'inégalité des facultés, soit surtout de l'appropriation du produit collectif par un seul individu » (2).

Au point de vue de la circularion qui seule nous intéresse ici, ce profit se surajoutant à l'intérêt est une nouvelle entrave à la circulation.

En effet, cette augmentation de prix du produit, pour laquelle B C D..., producteurs, ne reçoivent aucun salaire, restreint encore leurs possibilités de consommation (3).

1. *Théorie Propriété*, 1^{er} Mémoire, p. 94.

2. *Correspondance*, t. I « Lettre à Bergman », p. 238.

3. Proudhon n'émet pas cette théorie à propos de la Banque d'Echange au moyen de laquelle il compte réaliser le Crédit gratuit ; mais faisant une synthèse de ses idées sur les vices de la circulation, nous croyons nécessaire de mettre cette observation à sa place.

Prélèvements du Numéraire.

Fonctionnement du Numéraire, ses frais. — Assimilation du Capital au Numéraire ; leurs frais. — Le Numéraire provoque l'Épargne et la Spéculation. — Il n'a pas toujours existé. — Il est aisé de le faire disparaître.

L'existence du numéraire et l'emploi qu'on s'est accoutumé d'en faire aggravent encore les entraves apportées à la circulation par l'existence de l'aubaine ou intérêt.

Dans l'économie actuelle de la société l'argent est le moteur de la circulation, le roi des échanges (1). Or l'argent (le numéraire) ne fonctionne pas pour rien. Si on le supprimait on abolirait du même coup l'intérêt du capital circulant, on ferait une économie considérable (400 millions sur les escomptes seulement (2).

Autant il est absurde de payer au capitaliste un revenant-bon sur le produit (intérêt du capital fixe, voir plus bas), autant il est ridicule de maintenir à son profit un droit d'escompte sur la circulation sous prétexte que l'échange des produits ne peut se faire sans l'entremise du numéraire (3).

1. *A. J.*, 17, p. 46.

2. *Ibidem*, p. 48.

3. *Sol. Prob. soc.*, p. 255, 256.

A B C D E F G H I K sont dix producteurs ayant besoin d'échanger leurs produits et travaillant uniquement dans ce but.

A, le premier de tous, fabricant de chaises, doit à B, son propriétaire, un terme de loyer ; A, voudrait bien s'acquitter en chaises ; mais B, le propriétaire, n'a pas besoin de chaises ; il accepterait des tapis. B, s'adresse donc à C, tapissier, pour savoir si celui-ci prendrait les chaises ; C, déclare désirer une pendule. La même démarche recommence donc auprès de D, fabricant d'horlogerie, qui, au lieu de chaises, préférerait acquitter la note de son bottier. Bref, le mouvement se continue tour à tour avec F, marchand de calicots, G, fabricant de draps, H, boucher, I, boulanger et K, marchand de vins qui justement accepte les chaises.

Comment, avec le régime du numéraire, va s'opérer cette circulation ?

A, enverra ses chaises à K, et, faisant traite sur lui, avec l'argent qu'il aura reçu sous déduction d'escompte, il paiera B, son propriétaire. Celui-ci paiera de même, en argent et sous déduction d'escompte le tapissier ; C. paiera G. et ainsi de suite, jusqu'à épuisement de la série. A chaque transaction le numéraire figure deux fois : une fois pour la vente, une seconde fois pour l'achat. Il passe de main en main ; il ne s'arrête nulle part, il ne se consomme pas. Pendant tout ce temps, le numé-

raire, dont personne n'a besoin pour sa consommation, porte intérêt à celui qui le premier en fait l'avance, c'est-à-dire au capitaliste.

Ce nouvel impôt n'est-il pas ridicule ? Que fait là le numéraire ; il encombre la circulation comme des syllabes inutiles embarrassent une phrase et ne la rendent compréhensible qu'aux initiés.

« La-Fi-mo-Fi-nnaie-Fi-a-Fi-é-Fi-té-Fi-in-Fi-ven-Fi-tée-Fi-pour-Fi-en-Fi-tra-Fi-ver-Fi-l'é-Fi-chan-Fi-ge-Fi ». Tout cela pour dire : La monnaie a été inventée pour entraver l'Echange » (1) ; et par suite fermer le débouché. « L'or qu'on se figure comme « la clef du commerce n'en est que le verrou... c'est « une sentinelle placée à l'entrée du débouché, et « dont la consigne est « on ne passe pas » (2).

Sa nécessité n'est qu'absence d'organisation (3).

Si les dix négociants avaient envoyé leurs traites à un courtier commun L., celui-ci aurait remis à chacun un papier commun représentatif de la valeur inscrite sur chaque facture et chacun pouvait s'acquitter aisément ; L. de sa part, porteur des lettres de change et factures en encaissait le montant et rentrait dans ses billets ; mécanisme si simple qu'on est surpris de voir qu'il ne fonctionne pas encore !

1. *Sol. Prob. soc.*, p. 257.

2. *Ibidem*, p. 123.

3. *Ibidem. Lettre du Citoyen Madol*, p. 243.

A côté des frais propres du numéraire, dus au fait même de son existence, l'emploi qu'on en fait le rend encore plus onéreux : il est le signe, non seulement de la valeur, mais de tous les abus de la propriété, de toutes les servitudes qu'elle impose à la production, à la circulation, à la consommation.

On prétend que l'argent servant à l'échange des capitaux et des produits, l'intérêt qu'on lui paie s'adresse moins à lui qu'aux capitaux épargnés ; mais, d'où vient que les maisons se louent, que les terres s'afferment, que les marchandises vendues à terme portent intérêt ? de l'argent ! de l'argent qui empêche les maisons et les terres, au lieu de se louer, de s'échanger et les marchandises de se placer au comptant ; c'est donc bien l'argent intervenant comme *Capital supplémentaire* qu'il s'agit de payer ; c'est bien le service qu'il rend qu'il s'agit de rémunérer.

Ainsi, Numéraire devient synonyme de Capital ; la monnaie « parmi toutes les Marchandises la plus importante », devient le plus important des capitaux (1), puisque c'est en définitive sous forme de Monnaie qu'ils s'offrent à tous sur le marché ; en annulant la rétribution de la monnaie on annulerait la rétribution de tous les capitaux.

1. C'est ce qui permet à Gide et Rist d'écrire : « Parmi tous les capitaux le plus important est la monnaie » bien que Proudhon ait dit : « Parmi toutes les Marchandises, etc..., *Sol. Prob. soc.*, p. 179 ».

C'est bien le numéraire qui mérite alors tous les anathèmes !

Voilà « le despote de la circulation, le tyran du « commerce, le chef de la féodalité mercantile, le « pivot du privilège, le symbole matériel de la propriété » (1).

On estime (vers 1848) le total du numéraire en France, sans compter celui que détient la Banque de France, à 1 milliard ; il prélève pour lui-même environ 40 millions mais, comme il est aussi rémunéré pour tout le capital dont il est le signe, il prélève en même temps l'intérêt de tout ce capital ; prélèvement que Proudhon estime tantôt à 1.600 millions (2), tantôt à 5 et même 15 milliards (3) selon les bases qu'il prend assez arbitrairement pour ses calculs. Michel Chevalier l'estime à 5 milliards, « soit « le tiers de la production sociale » (4).

Le numéraire entraîne ainsi une déperdition continue de valeur par sa circulation même. « Le service de la circulation coûte trop cher ; il absorbe

1. *Sol. Prob. soc.*, p. 179.

2. *Lettre à Bastiat. Art. Jour.*, t. XIX, p. 268.

3. *Sol. Prob. Soc.*, p. 224. Il faut réaliser « la négation de la propriété ou plus simplement du capital représenté lui-même par la monnaie... la négation de la monnaie dont l'usage nous coûte plus de 5 milliards par année ; la négation de la propriété dont les droits seigneuriaux et les péages établis partout sur la circulation représentent une somme au moins double (donc $5 + 10 = 15$).

4. *Projet Exp. Perpét. Théorie de la Propriété*. Flammarion, p. 294.

trop de capitaux ; il faut, en organisant la circulation, reporter ces capitaux du système veineux ou lymphatique au système musculaire, et la nation sera rendue à la santé » (1).

En outre la fascination de l'or et la fureur du monopole font que chacun, au lieu de consommer dans la mesure de son travail, produit pour accumuler et s'exempter ensuite de travailler.

L'épargne devient ainsi une entrave à la production puisqu'elle tend à restreindre la consommation, un vice social, un encouragement à la paresse !

« 500 millions placés à la Caisse d'Epargne sont
« 500 millions de commandes enlevés à la classe
« ouvrière, 500 millions de déficit sur les salaires,
« 500 millions à détruire sur le bien-être du peuple ! » (2) « La Caisse d'Epargne... est en réalité
« le fléau du commerce, le mouvement de la misère,
« la désolation de l'abomination de ce corps
« social » (3).

Il y a plus encore ; le numéraire dans le sens large que lui donne Proudhon : capital circulant, engendre la spéculation qui à son tour fausse l'organisme de la circulation (4).

1. *Projet Exp. Perpétuelle*, p. 298.

2. *Révol. Sociale*, p. 269.

3. *Sol. Prob. soc.*, p. 124.

4. *Manuel du spéculateur à la Bourse*, *passim*. Ne pouvant perdre de vue le but de notre étude nous ne faisons que mentionner ici ce phénomène à la place qu'il nous semble devoir occu-

La spéculation est actuellement un ensemble de paris, qui ne peut en rien aider à la production, mais vicie le libre échange des produits et se fait payer pour ce méfait. Elle nécessite l'existence de toute une classe de privilégiés, courtiers, agents de change, qui sucent l'organisme social ; véritables parasites opérant sur plus de « 94 milliards » (1).

Si, là encore, nous (2) interrogeons l'histoire nous verrons combien il est faux et illégitime de donner au numéraire l'importance qu'on lui laisse aujourd'hui (3).

Au début, l'or et l'argent sont des marchandises ordinaires ; elles acquièrent peu à peu la prépondérance par le privilège qu'on leur donne de représenter la richesse et de servir d'étalon des valeurs. Nul n'étant capable de dire quel est le rapport, par exemple, entre la pourpre de Tyr et la peau de zibeline, l'or et l'argent en vertu de leur échangeabilité entrent dans le trafic comme termes de comparaison, comme monnaies ; le bénéfice représente le risque couru par l'incommensurabilité des valeurs, c'est-à-dire la difficulté de les apprécier les unes par rapport aux autres. On estime vite l'or et l'argent

per dans la critique synthétique de la circulation d'après Proudhon.

1. *Manuel du spéculateur à la Bourse*, p. 112.

2. Selon Proudhon et avec lui.

3. *Lettre à Bastiat*, *Art. Journ.*, t. XIX, p. 234.

au-dessus de tous les autres biens ; ils font prime et leur usage est mis à prix ; on arrive à les louer bien qu'ils ne soient qu'un simple instrument d'échange. Pourquoi ?

Parce qu'ils sont devenus le monopole de quelques-uns.

Parce qu'ils sont une Force, représentent un pouvoir pour celui qui les détient.

Le numéraire devient ainsi un abus du droit du plus fort, un appauvrissement et une charge pour la société puisqu'il ne circule pas pour rien.

Et cependant le numéraire comme le capital fixe est improductif en lui-même ; il n'est utile que comme bon d'échange ; « ce n'est pas une richesse « pour la société, mais tout simplement un moyen « de circulation qui pourrait très avantageusement « être remplacé par du papier, par une substance « de nulle valeur » (1).

Heureusement la science confirme cette opinion. « Les produits s'échangent contre les produits », c'est-à-dire : l'Echange doit être libre, direct, immédiat, égal.

Supprimons donc la dictature du numéraire, « ce tyran du travail » (2), « ce talisman qui glace la vie dans la société », par la permutabilité (l'échange continu) des valeurs sans intermédiaire coûteux.

1. *Art. Journ.*, t. XIX, p. 250.

2. *Sol. Prob. soc.*, p. 137.

III

Le Crédit sous le régime de la Circulation telle qu'elle vient d'être exposée

Propriété et Numéraire faussent le Crédit,
par suite, la Circulation

Nous venons de voir quelles étaient les entraves apportées à la circulation par le capital, fixe (propriété), ou circulant (numéraire).

Il nous reste à établir brièvement quelle est la situation faite au crédit sous ce régime et ce qu'en pense Proudhon.

Le crédit est à la base même de l'échange puisqu'il est à la base de la production qui n'existe que pour l'échange.

Le droit le plus sacré de l'homme, le Droit au Travail, n'est autre chose que le Droit aux instruments de travail, c'est-à-dire à ce qu'on appelle le capital (1).

Aujourd'hui où la propriété n'a qu'un caractère « exclusif », aujourd'hui que tout est approprié, le droit au capital... ou au travail ce qui est la même chose... ne peut s'exercer pour ceux qui ne possè-

1. Voir *Art. Journ.*, t. XVII, p. 169.

dent rien que par le crédit (1) ; le crédit là où manque l'hypothèque, c'est l'échange. « Tant que
« vous n'aurez pas trouvé le moyen de créer la
« richesse pour tous par la facilité de la circulation,
« la gratuité de l'échange, le peuple sera miséra-
« ble » (2).

En effet, sous le régime de l'appropriation et du numéraire tel qu'il vient d'être exposé, le crédit est forcément unilatéral ; peut seul prêter celui qui possède ; créditer c'est « prêter », c'est-à-dire se faire payer en numéraire le service rendu ; dès lors, tout crédit devient fatalement impossible, car ce nouveau prélèvement sur le salaire du travailleur augmenterait encore son incapacité d'achat.

Il serait en outre foncièrement immoral ; le travailleur ne pouvant jamais se libérer finirait par payer en annuités une somme supérieure à celle avancée ; c'est pourquoi Moïse « voulut que toute
« dette fut périmée et cessât d'être exigible à chaque
« cinquantième année », ce qui voulait dire que cinquante années d'intérêt ou cinquante annuités à 2 pour 100, en supposant que le prêt eut été fait la première année après le Jubilé, rembourseraient le capital (3).

1. *Révol. Soc.*, p. 206 : « Le travail engendre le crédit qui sans cesse trompe et dévalise la propriété ».

2. *Art. Journ.*, t. XVII, p. 169.

3. Voir *Art. Journ.*, t. XVII, p. 169. Proudhon fut un certain temps correcteur typographe à Lyon, 1831 ; il fit alors une étude

Actuellement le Crédit ne peut s'exercer ; il n'existe pas ; il n'y a qu'une forme de prélèvement qui s'ajoute à celles du capital par l'intérêt, à celles du numéraire par les frais de circulation.

Le mal vient simplement de ce qu'on n'a pas suffisamment poussé l'analyse du crédit.

Créditer c'est échanger ; tout ce qui a une valeur d'échange peut être un objet d'échange, peut par conséquent donner *matière à crédit* puisque le crédit n'est qu'un échange de services : c'est un acte bi-latéral ou même universel tout le monde devant se faire crédit.

Nous avons vu que l'homme en effet avait droit au crédit ; mais tout droit a comme contre-partie un devoir ; ainsi le droit au crédit a comme contre-partie le devoir du crédit ; « la qualité de créditeur « est inséparable de celle de débiteur » (1). En vertu du grand principe de réciprocité : « Ne fais pas à « autrui ce que tu ne veux pas qu'on te fasse », il est clair que personne n'a dès lors avantage à se faire « payer » ; il suffit d'organiser la circulation par la mutualité du crédit.

« *Mutuum date*, prescrit l'Évangile. »

Pas besoin de capital ; pas besoin de numéraire ;

approfondie de la Bible et apprit même l'hébreu, et il déclare quelque part que ses grands maîtres furent : La Bible d'abord, Adam Smith, enfin Hegel.

1. *Art. Journ.*, t. XVIII, p. 39.

le service seul donne matière à crédit (1) ; tout le monde peut échanger des services, peut donc se faire réciproquement crédit.

« Le crédit pour s'exercer n'a pas plus besoin de
« la garantie des pièces de cent sous que la liberté
« n'a besoin pour faire route du laisser-passer d'un
« citoyen monarque ou d'un citoyen président » (2).

Le problème économique n'est autre que le problème de la centralisation et de la gratuité du crédit d'après le principe de l'échange direct et mutuel (3).

Conclusion

La critique de Proudhon le conduit en résumé aux constatations suivantes :

L'Echange est le fait principal de l'Economie politique ;

L'Aubaine et le Numéraire, c'est-à-dire le régime capitaliste tel qu'il fonctionne actuellement (4) par prélèvements ou spoliations, vicie l'Echange, par suite fausse le Crédit.

Une réforme de la circulation est indispensable.
« La proposition d'organiser l'Echange est l'ancre de
« la miséricorde de la propriété, la dernière de nos
« garanties contre le communisme » (5).

1. *Sol. Prob. soc.*, p. 181. Voir *Suprà*, p. 26 bis.

2. *Sol. Prob. soc.* p. 181.

3. *Art. Journ.*, t. XVII, p. 157.

4. A l'époque où vit Proudhon.

5. *Art. Journ.* t. XVII, p. 238.

DEUXIÈME PARTIE

LE CRÉDIT GRATUIT. — MUTUELLISME

LA THÉORIE

I. — Principe de réciprocité. — II. — Généralisation de la lettre de Change. — III. Modification de l'Escompte. — IV. Effet du Mutuellisme.

INTRODUCTION. — Le papier-monnaie vers 1848. — Plan de notre exposé de la théorie du Mutuellisme.

La Révolution de 1848 est économique (1) ; tout le monde l'a senti ; beaucoup ont cherché le remède aux maux de la Société. Le droit au travail, l'organisation du travail, les associations ouvrières ont lamentablement sombré. Les « pauvres amis » se sont laissé égarer ; ils ont « voulu prendre le mal « soit à la tête, soit aux pieds, ne guérir qu'une partie alors que c'est le milieu du corps qu'il faut « assainir » (2).

Production ? Consommation ? Non ! mais Circulation !

1. Ce sont les idées de Proudhon que nous continuons d'exposer.

2. Darimon., Préface à la « Banque d'Echange », nov. 1848.

Comment ne l'a-t-on pas compris ?

La révolution consiste dans la reconnaissance et la réalisation du droit au travail ; mais le droit au travail, avons-nous vu, c'est le droit au Crédit ; et « comme en matière de révolution le législateur doit « agir toujours par la méthode intégrale et éviter les « procédés de détail, c'est par la circulation générale « non par l'organisation de tel ou tel atelier, de telle « ou telle commune ; c'est par les institutions de « crédit, non par l'organisation de telle ou telle catégorie de producteurs que nous devons commencer notre œuvre de socialistes et de révolutionnaires » (1).

On l'a pressenti en vérité mais on prétendait réformer « sans résoudre la question sociale et on ne « faisait que des projets monstrueux » (2).

Les entraves apportées par la propriété et par extension le numéraire, doivent disparaître. Cette réforme « fiscale » doit avoir lieu sans violence, sans spoliation, sans dépossession (3).

1. Proudhon, *le Peuple*, n° 2.

2. *Œuvres Complètes*, t. II, p. 39 ; t. XVIII, p. 5. « C'est par l'atelier que vous (Louis Blanc) prétendez attaquer le problème, c'est-à-dire par l'individualisme tandis que c'est le côté social qui seul peut vous donner la solution, c'est-à-dire le Crédit.

3. *Sol. Prob. soc.*, p. 172. Nous faisons remarquer combien Proudhon se sépare de Kar Marx ; il croyait à une évolution lente. « La vie sociale est un progrès perpétuel » (*Philos. du Progrès*, t. XX, p. 19) : « Fidèle à la loi du progrès qui n'admet pas plus de solution de continuité dans la civilisation que dans la nature... etc... » (t. 19, p. 67. *Correspondances*, t. II, etc...)

Plusieurs fois Proudhon avait songé à l'impôt sur le capital et à l'impôt sur le revenu (1) ; il avait espéré qu'ils déprécieraient tellement le capital que personne n'en voudrait plus.

Mais vers 1848 on tourne les regards vers le Crédit ; on croit généralement que le billet de banque coûtant fort peu, il est aisé de multiplier l'argent dans la mesure du besoin ; comme ce capital a été produit au moyen d'un travail insignifiant il est possible de prêter sans intérêt ou à un intérêt minime (2).

Proudhon se laisse fasciner lui aussi, il ne voit plus dans l'impôt pendant la brève durée de son fonctionnement — brève car le nouveau moyen tuerait vite la propriété exclusive — qu'un auxiliaire provisoire pour fournir, au besoin, les premiers fonds à une Banque Mutuelle (3) devant par la solidarité des capitaux amener rapidement le Crédit gratuit universel.

Son horreur de l'intervention de l'Etat auquel il ne recourt que comme pis-aller (4) ; le « souffle

1. *Sol. Prob. soc.*, p. 275 ; t. 19, p. 86 à 99 ; t. XVIII, p. 291, etc...

2. Ott, *Traité d'Economie sociale* 1851, p. 19.

3. *Révolution sociale*, p. 289.

4. *Théorie Propriété*, p. 257 : « Puisque... l'Etat ne peut ni ne doit substituer son action à celle du pays (*Rév. Soc.*, p. 230-234. — *Théorie de la propriété*. — *Projet de l'Exposition Perp*). « En principe l'Etat ne doit pas plus commanditer le travail que se faire industriel ou commerçant ; son rôle est d'avertir, d'exciter, et puis de s'abstenir » ; p. 302 ; t. VI, p. 335... « La liberté est ma loi suprême » etc...

d'indépendance et de liberté » qui l'agite, l'incitent à créer une Banque à l'aide des forces individuelles ; créer librement une concurrence au crédit usuraire.

Sur quelle base ?

Naturellement, pas d'intérêt, pas de numéraire ! leurs méfaits ont été suffisamment établis.

Detruam... la destruction est faite !

et Edificabo... passons à la construction.

Partant du principe de réciprocité, généraliser la lettre de change et modifier l'escompte en conséquence.

I. — Principe de réciprocité

« Mutuellisme du Crédit » (1).

La réciprocité dans la création est le principe de la réalité sociale, la formule de la justice... Elle est la condition de l'amour même. Elle est exprimée dans le précepte : « Fais à autrui ce que tu veux qu'on te fasse » ; précepte que l'Economie politique traduit dans sa formule célèbre :

« Les produits s'échangent contre les produits » ;
« L'organisation de rapports mutuels et réciproques
« voilà toute la science sociale » (2).

La théorie de la Mutualité ou du *Mutuum*, c'est-à-dire l'échange en nature dont la forme la plus simple

1. *Expression de Proudhon*, t. II, p. 39.

2. *Sol. Prob. soc.*, p. 93.

est le prêt en vue de la consommation, est au point de vue de l'Etre collectif la synthèse des deux idées de propriété et de la communauté ; elle est le résultat d'une méditation de six mille ans sur cette proposition fondamentale : $A \text{ égale } A$ (1). « Le signe de « la société nouvelle est le niveau figuré par deux « lignes parallèles. C'est l'emblème de l'égalité, de « la solidarité, de l'équivalence des fonctions et de « l'échange $A = a$ » (2).

Le remède aux maux de l'humanité provenant des inégalités sociales est un système de garanties fondées sur la mutualité des services et la réciprocité du crédit. Cette panacée nouvelle ne doit son efficacité ni à l'individualité ni à l'autorité, mais simplement à la réciprocité d'action ; « au lieu de faire « appel tantôt à l'égoïsme, tantôt au dévouement, « ce qui est une autre espèce d'égoïsme, notre théorie s'appuie sur la justice commutative et l'égalité « des fonctions » (3).

Partant de ce principe on pourrait à juste titre par exemple, réduire tous les revenus et salaires (4) si on réduisait dans la même proportion le prix des produits et des services ; on obtiendrait alors la

1. *Philos. de la Misère*, t. II, p. 527.

2. « *Le Peuple* », 19 févr. 1849. (*Œuvres compl.*, t. 18, p. 4).

3. *Sol. Prob. soc.*, p. 173.

4. *Sol. Prob. soc.*, p. 99. « L'ouvrier ne sait pas que l'élévation des salaires est la cause même de la misère. »

réciprocité du bon marché source de la richesse générale ; la tendance de la société serait « Faire « travailler tout le monde pour rien afin que cha- « cun jouisse de tout pour rien. »

Ce mouvement mènerait directement et tout d'abord à l'organisation du Crédit gratuit, chacun ayant besoin de jouir du crédit : Prêtez-vous les uns aux autres au meilleur marché possible puisque étant tous à la fois prêteurs et emprunteurs, vous avez l'obligation morale et intéressée de ne pas faire payer au voisin une redevance qu'il vous réclamerait ensuite sous une autre forme.

Expliquons-nous en faisant l'analyse du droit au travail, droit qu'on est d'accord à reconnaître à tous, droit engendré par la formule de Louis Blanc « Organisation du travail » et par la Révolution elle-même.

Si l'homme a le droit au travail, il est clair qu'on doit lui reconnaître les moyens de l'exercer ; ce droit engendre donc :

Le droit à l'instrument ;

- à la matière première ;
- au produit ;
- au service ;
- à l'échange.

Mais l'idée de réciprocité donne à tout droit, comme contre-partie, un devoir. Tout citoyen doit donc le travail et par conséquent :

Doit l'instrument de travail ;

- la matière première ;
- le produit ;
- le service ;
- l'échange.

Le crédit est ainsi bilatéral, mutuel, réciproque (1) ; il en découle qu'il est nécessairement gratuit car il y a contradiction absolue entre l'idée de réciprocité et celle de loyer ou intérêt du crédit. A fait crédit d'un service quelconque à B ; s'il se faisait pour cela payer un intérêt, B, à son tour ferait payer à A, un intérêt pour le prochain service dont il lui ferait crédit ; le fait arriverait certainement, car nul ne peut se passer de crédit.

Mais pourrait-on objecter, si le service dont l'un crédite l'autre est plus grand que celui dont il est débité, le premier aura malgré tout avantage, car au règlement de comptes définitif il n'y aura pas compensation mais différence à son profit.

L'objection n'est vraie qu'en apparence et dans le particulier, car : « Ce qui est vrai économiquement « du simple particulier est faux dès qu'on veut « l'étendre à la Société ; cette proposition résume « toutes mes critiques. C'est ainsi par exemple que « le produit Net et le produit Brut, distincts pour « l'industrie privée sont identiques pour la nation ;

1. Lettre à Michel Chevalier. *Œuvres compl.*, t. II, p. 323.

« que la baisse du salaire, laquelle est appauvrisse-
« ment pour le travailleur qui la subit, devient
« augmentation de richesse quand elle s'applique à
« tout le monde. »

Dans la société, Homme collectif, toutes les valeurs se totalisent, tous les intérêts des uns sont obligatoirement compensés par les intérêts des autres, donc, en fait, l'intérêt s'annule (1) ; le particulier croit peut-être avoir un avantage à réclamer un loyer de son service ; mais c'est une simple fiction car sous une forme quelconque il est obligé de le restituer à l'ensemble ; il est en conséquence beaucoup plus simple pour lui d'abandonner immédiatement ce semblant de profit puisque tous agiront de même.

D'ailleurs puisque le travail crée la valeur de rien (2) il doit se commanditer lui-même par la réciprocité du crédit, c'est-à-dire par le crédit pour rien (3).

Ainsi deux ou plusieurs travailleurs peuvent « se faire crédit » de leurs produits respectifs et organiser entre eux le Crédit.

Il suffit pour cela d'organiser l'échange des Valeurs

1. *Œuvres complètes*, t. 19, p. 219. Lettre à Bastiat.

2. *Supra*, p. 24 et suiv.

3. Tome VI, p. 181. Tome 17, p. 184. « Le travail peut donner crédit de lui-même ; il peut être créancier ». Pour Proudhon c'est évident puisque le travail est l'occasion du service qui, lui, peut toujours donner matière à crédit.

individuelles sans tenir compte des Objets matériels sur lesquels elles ont été créées « substituer au commerce matérieliste, anarchique et insolidaire des choses la circulation pour ainsi dire idéalisée des Valeurs. »

Par exemple, le cultivateur ne fera crédit pour son grain que de la portion représentant l'utilité créée par lui, le travail effectué pour le produire ; le meunier, sa farine, que pour le coût de la transformation ; le boulanger en fera autant pour son pain... etc. ; remise sera donc faite successivement du prix de la denrée, de la matière en elle-même ; chacun ne se créditera que d'après la valeur créée par lui, abandon étant fait du reste ; simple mécanisme de remises ou bonifications réciproques ; c'est la déduction logique de la théorie de la valeur exposée plus haut (1).

La circulation est de ce fait solidarisée ; le crédit et par suite la responsabilité pour chaque producteur n'est jamais ni au-dessus ni au-dessous de la production ; le salarié ou prolétaire, l'homme qui, la paye touchée, ne répond plus de rien, n'existe plus (2).

Toute l'idée du Mutuellisme, c'est-à-dire de l'échange mutuel, est là ; « il s'agit de la construire ; un

1. *Supra*, p. 25.

2. Tome 18, p. 46.

axiome n'est pas une réalité pas plus que l'équerre et le niveau ne sont une maison » (1). Une hypothèse nous montrera la vérité du point de départ et la possibilité de son développement éventuel ; nous aurons ainsi posé une première pierre autour de laquelle les autres viendront tout naturellement se grouper et l'édifice mutualiste sera construit.

L'association des chemisiers et l'association des chapeliers s'engagent à se livrer en compte courant toutes marchandises fabriquées dont elles pourraient avoir besoin avec remise sur le prix de fabrique de 10 0/0 ; le prix des fournitures peut être acquitté au choix du débiteur en argent ou en produits de son industrie.

C'est bien une opération de crédit mutuel ; les valeurs échangées étant égales et la remise accordée de part et d'autre proportionnelle, aucune des parties ne bénéficie de l'autre. Elles auraient pu tout aussi bien convenir que la remise au lieu d'être de 10 0/0 serait de 80, 90 ou même de la totalité du prix sans qu'il y eut rien de changé dans leur situation respective.

L'effet de la réciprocité à ce premier degré est financièrement nul ; mais voyons les conséquences qu'on peut tirer d'un tel contrat :

1° Chacun s'est assuré directement les produits de

1. Tome 18, p. 48.

l'autre au meilleur marché ce qui pour une partie de leur consommation les affranchit de l'agio ou trafic fait par les intermédiaires sur les marchandises au moment de leur échange ;

2° Chacun s'est assuré le placement d'une quantité de marchandises au moins égale à celle qu'elle pourra elle-même demander, chacun s'est donc automatiquement créé un débouché.

Si 100 ou 1000 sociétés ouvrières prenaient entre elles toutes et solidairement le même engagement, le travail, le salaire et le bon marché leur seraient simultanément garantis ; toutes seraient obligatoirement fidèles à leurs engagements puisqu'ils seraient conformes à leur intérêt ; d'ailleurs, les industries se servant réciproquement de débouchés, la garantie donnée à l'une se trouve annulée par la garantie donnée à l'autre et « sans bourse délier ce serait encourager tout le monde à produire » (1).

Si tous les travailleurs par un accord universel, généralisaient cette pratique, la gratuité réciproque absolue serait possible ; il est clair en effet que si une ou plusieurs catégories de producteurs se tiennent à l'écart, continuent à exiger une rémunération pour la matière en elle-même, en plus de la valeur créée, sur des marchandises dont les associés ont besoin, ceux-ci ne pourront arriver à réaliser com-

1. *Rev. Sociale*, p. 283.

plètement la circulation « idéaliste » des valeurs ; il faut arriver à la Réciprocité universelle librement consentie ; « entrer dans cette voie où le crédit ne « coûte rien parce qu'il est donné par tous ; où il se « crée à volonté parce que le gage est partout ».

Cette généralisation est-elle possible ? Comment ramener toute la circulation à l'échange réciproque direct ? Comment la rendre possible entre cent mille, deux cent mille échangistes, entre tous les producteurs et consommateurs de l'univers... ou tout au moins de la nation, groupement déjà suffisamment étendu pour que la multiplicité des industries et des services permette au système de fonctionner ?

Il suffit de leur donner un intermédiaire circulant gratuitement entre eux tous, fourni par un établissement centralisateur des offres et demandes ; il suffit de généraliser les opérations d'escompte modifiées selon le principe de réciprocité établi.

II

Généralisation de la lettre de change.

Le défaut d'un commun lien de crédit rend seul impossible l'échange réciproque direct. S'il était donné à tous les échangistes d'un même pays de se connaître, il est clair que l'échange se pourrait faire

sans aucune intervention de l'argent ainsi que nous l'avons vu plus bas (1).

On peut y parvenir par la combinaison suivante :

Centraliser les opérations de commerce au moyen d'une banque dans laquelle seront reçus toutes les lettres de change, mandats et billets à ordre représentant les factures des négociants, puis généraliser ou convertir moyennant une commission minime pour les frais d'administration ces obligations en un papier qui en serait l'équivalent, qui par conséquent aurait lui-même pour gage les produits ou valeurs réelles que ces obligations représentent (2).

Or, qu'est-ce que la lettre de change ? « Invitation faite par le créancier au débiteur de payer, à lui ou à son ordre, à tel domicile, à tel lieu, à telle date, « telle somme » (3).

Le billet à ordre est l'inverse ; c'est la promesse faite par le débiteur au créancier de payer, etc.

On peut les assimiler l'une à l'autre, les confondre pour aider à la clarté du raisonnement.

La lettre de change suppose donc charge, provision et acceptation ; c'est-à-dire valeur créée et livrée par le tireur, existence chez le tiré des fonds destinés à l'acquitter et promesse d'acquittement.

Si elle remplit ces conditions, si elle est revêtue

1. *Suprà*, p. 33.

2. *Sol. Prob. soc.*, p. 184.

3. *Ibidem*, p. 113.

des formalités prescrites par l'article 110 du Code de commerce (1) elle circule dans le commerce comme papier de banque, comme numéraire, bien que ce ne soit qu'un morceau de papier.

Le Billet de banque n'a pas la même valeur ; ce n'est qu'une simple reconnaissance « la Banque de France doit 100 francs » ; il n'a en somme ni acceptation ni gage ; l'émission en effet dépasse de beaucoup l'encaisse métallique ; quant au portefeuille, à la couverture en effets de commerce, elle est au public ; c'est lui qui se fait crédit et non la Banque qui lui fait crédit (2).

Que dire alors des papiers-monnaie qu'on voudrait créer : assignats... etc., qu'il est impossible de « réaliser » par ce qu'en fait leur gage n'est pas mobilisable, donc ne vaut rien... à moins qu'il ne porte sur les biens aliénables de l'Etat... et encore !

Pourquoi donc ne pas créer un signe de crédit, en même temps instrument de circulation gagé et accepté ? Pourquoi même, au lieu de créer, ne pas se

1. Art. 110 : « La lettre de change est tirée soit d'un lieu sur un autre, soit d'un lieu sur le même lieu ». Elle est datée. Elle énonce : la somme à payer, le nom de celui qui doit payer, l'époque et le lieu où le paiement doit s'effectuer, la valeur fournie en espèces, en marchandises, en compte ou de toute autre manière. Elle est à l'ordre d'un tiers ou à l'ordre du tireur lui-même. Si elle est par première, deuxième, troisième, quatrième, etc., elle l'exprime.

2. Organisation du Crédit et de la Circulation (*Sol. Prob. soc.*, p. 117).

servir de ce qui existe déjà en le modifiant suivant les exigences nouvelles?

Il suffit de dépouiller la lettre de change des qualités *circonstanciell*es de lieu, de date, de personne, d'échéance et d'objet et de ne garder que les qualités *essentiell*es : change, provision, acceptation ; de décider que ce papier serait payable à vue et à perpétuité.

Il serait par exemple « tiré de chaque lieu de France, formé par 100.000 tireurs, garanti par 100.000 endosseurs, accepté par 100.000 souscripteurs ayant provision dans les comptoirs, fabriques, manufactures..., etc., de 100.000 négociants, fabricants, manufacturiers, entrepreneurs..., etc. » (1).

Cette lettre de change universelle réunit toutes les conditions de sécurité et de solidité puisque, outre le gage, elle est garantie par contrat synallagmatique de 100.000 échangistes, est donc pour ainsi dire revêtue de 100.000 signatures, alors que trois ou quatre endossements donnent à la lettre de change habituelle une solidité suffisante.

« L'or lui-même présente mille fois moins de solidité » (2).

Evidemment, une convention mutuelliste, une promesse d'acceptation réciproque n'est qu'une valeur abstraite ; mais elle a effectivement plus de réa-

1. *Sol. Prob. soc.*, p. 116.

2. *Sol. Prob. soc.*, p. 116.

lité que l'or ; celui-ci diminue de valeur par l'abondance, celle-là croit au contraire en progression géométrique avec le nombre des adhérents.

Toutes chances de dépréciation sont en outre écartées car l'émission du nouveau papier ne peut jamais être exagérée ; elle n'a lieu que contre « bonnes valeurs de commerce et au fur et à mesure des demandes d'escompte » ; celles-ci ne sont satisfaites que dans la mesure connue des facultés du requérant, des affaires qu'il traite, des garanties positives qu'il présente, du crédit réel dont il aurait pu raisonnablement jouir sous l'ancien système ; ainsi « le papier ne représente que des produits livrés et non des marchandises invendues » (1) ; l'émission du papier est égale, à chaque instant, à la totalité des valeurs circulantes.

Comme instrument de circulation la nouvelle lettre de change est donc absolument sûre ; une comparaison le prouve clairement :

« Vingt personnes se réunissent dans une maison pour jouer. Au lieu de déposer argent sur table, elles se servent de jetons qui leur sont délivrés par le chef de l'établissement, soit contre espèces, soit contre signature, si le joueur est d'une solvabilité reconnue. La partie finie, les jetons sont remboursés aux porteurs par le banquier, de manière que les

1. Organisation Crédit et Circulation (*Sol. Prob. soc.*, p. 119).

« joueurs n'ont point entre eux à régler de compte.
« Dans ce petit cercle, les jetons, garantis par le
« banquier lequel est lui-même garanti par les
« sommes qu'il reçoit ou par des signatures solides,
« sont une vraie monnaie ».

« La Banque d'échange remplit le même office que
« le chef d'établissement dont je parle... les billets
« ne sont délivrés à chaque négociant que propor-
« tionnellement à la somme d'affaires régulières qu'il
« peut notoirement effectuer, c'est-à-dire comme pro-
« duits livrés, ou au moins acceptés, ce qui exclut
« l'idée d'une production anormale, disproportion-
« née, intempestive » (1).

Voici donc la circulation gratuite obtenue et conséquemment le Crédit gratuit ; en effet si chacun peut se procurer gratuitement l'instrument de circulation il se procure du même coup gratuitement l'instrument de crédit, donc le crédit.

Nous avons d'ailleurs déjà vu que « le crédit c'est l'échange » (2).

Ainsi tout entrepreneur ayant besoin de crédit s'adressera immédiatement à la consommation et à la production.

Il obtiendra des commandes de la consommation ; sur la foi de ces commandes il ira trouver la produc-

1. *Sol. Prob. soc.*, p. 119.

2. *Suprà*, p. 41.

tion qui lui remettra ce dont il aura besoin ; il couvrira cette production en lettres de commerce qui seront converties par la Banque, sous les précautions ordinaires, en papier de change. Le véritable commanditaire est le consommateur ; des produits dont les uns sont réalisés et les autres réalisables s'échangent *immédiatement* sans usure grâce au papier de change immédiatement remis ; celui-ci donne donc les moyens nécessaires à la fondation permanente de nouvelles entreprises (1).

La surproduction n'est cependant pas à craindre ; elle suppose en effet la sous-consommation ; or la consommation, avons-nous vu, règle la production en la commanditant ; en outre l'arrêt du commerce, des ventes ou transactions, ne peut plus entraîner le chômage ; s'il survenait par impossible, le travailleur continuerait malgré tout à produire (2) car il augmenterait de ce fait les facilités de la consommation. Les besoins de l'homme, en effet, peuvent être multipliés à l'infini et les échanges sont donc susceptibles de croître aussi à l'infini ; or le capital se formant désormais par l'échange, les moyens d'achat croissent proportionnellement aux achats eux-mêmes ; acheter c'est produire et produire c'est pouvoir acheter ; l'arrêt du commerce devient ainsi rapidement un mythe ; chacun s'empresse de con-

1. Voir *Sol. Prob. soc.*, p. 123.

2. *Révol. Sociale*, p. 233.

sommer et la production toujours stimulée a tendance à être toujours plutôt insuffisante.

« Creusez le débouché ; faites le vide dans le vaseau circulatoire ; et comme l'eau se précipite sous le piston, la production affluera à l'appel de la demande » (1).

L'équilibre entre la production et la consommation ne peut être rompu ; la crise économique n'est plus à redouter.

On est en droit cependant de se demander ce qu'il adviendrait si un des billets de commerce contre lequel la Banque a délivré un bon d'échange venait à être protesté et que à l'échéance déterminée un travailleur ne puisse effectuer le remboursement.

Logiquement on devrait détruire « une valeur nominale en billets correspondante à celle de l'effet protesté. » Cela équivaldrait à répartir sur l'ensemble des adhérents la perte subie par l'un d'eux ; mais cette solidarité dans les pertes n'étant contre balancée par aucune solidarité dans les bénéfices il faut nécessairement la repousser (2).

La remarque est exacte, mais la réponse est aisée ; elle est triple :

1° La solidarité existe aussi dans les bénéfices car il est clair que l'économie formidable que représente la suppression de l'intérêt grâce à l'acceptation mu-

1. *Sol. Prob. soc.*, p. 124.

2. Critiques du « *National* », 1^{er} juin 1849.

tuelle d'un papier commun constitue pour les échangistes associés un bénéfice réel et permanent.

2° La commission minime, de 1 o/o par exemple, perçue lors de la conversion des papiers particuliers en papier général, « suffirait largement à couvrir
« les pertes si tant est qu'il y en eût ; quelle maison
« de banque perd en non remboursements 1 pour 100
« sur le montant de ses escomptes ? » (1).

3° Enfin il faut distinguer dans le papier de crédit, l'acceptation, le gage, la garantie ;

La seule qualité d'adhérent à la Société impliquerait évidemment l'acceptation.

Le gage : produit, promesse d'achat de produits, est la valeur représentée en billet ; c'est après avoir constaté son existence qu'on livrerait des bons généraux en échange, donc aucun danger ni aucune difficulté de côté ;

Reste la garantie, c'est-à-dire la sanction donnée au papier de crédit, en sus du gage, par la responsabilité d'intérêts qui s'y attache ; c'est cette garantie qui parfois ferait peut-être défaut ; c'est par là seulement que l'objection est sérieuse.

Mais justement le principe de réciprocité, d'assurance mutuelle pour ainsi dire, nous donne la réponse ; le débiteur sera poursuivi sur ses biens meubles et immeubles et exproprié s'il le faut (2) ;

1. *Sol. Prob. soc.*, p. 234.

2. Voir *Sol. Prob. soc.*, p. 234 et 235.

s'il a droit au crédit, il en a le devoir et il répond de ce devoir par tout ce qu'il possède ou par la valeur de tous les services qu'il est susceptible de fournir.

Ainsi, quoique simple papier, la nouvelle Lettre de Change est plus sûre que tous les instruments de crédit ou d'échange connus.

Mais, dira-t-on, à quoi bon ce nouveau papier ? Il n'est autre que le billet de banque ou la lettre de change actuelle ! « Le billet de banque affranchi de la condition du remboursement en espèces est parfaitement analogue à votre billet de crédit » (1).

Affranchi de la condition du remboursement en espèces ; justement tout est là !

Actuellement la monnaie est non seulement signe de la valeur et agent de la circulation mais encore marchandise et valeur réelle ; ainsi le chapelier recevant un billet de 10 francs ne se croit sûr d'être payé qu'autant qu'il est persuadé que la somme de 10 francs en argent représentée par le billet existe à la Banque ; ce billet joue à son tour le rôle de marchandise ; « c'est donc toujours l'argent qui en fait la valeur ; « conséquemment l'axiome : point d'argent, point de crédit ; point de crédit, point de circulation ; « point de circulation, point de travail, est vrai d'une « vérité absolue » (2) ; le portefeuille de la Banque

1. Lettre de G. Madol, négociant exportateur (*Sol. Prob. soc.*, . 245).

2. *Sol. Prob. soc.*, p. 182.

devrait cependant être son seul gage, mais il n'est pas reconnu comme tel ; c'est cette reconnaissance que le Crédit Mutuel prétend « produire avec toute « la solennité possible. »

Les frais de la circulation disparus avec la monnaie l'échange est gratuit, c'est-à-dire, se fait sans espèces, sans droits payés au numéraire et au capital. En réalité il ne se fait pas « pour rien » mais « service contre service » c'est le talion. Le profit de l'échangeur ou prêteur est représenté non par un revenu en argent mais par l'avantage qu'il trouve à ce que les autres agissent de même envers lui. Le mot « gratuit » n'est donc pas rigoureusement exact, ne répond pas strictement aux idées que ce terme évoque habituellement, mais il est nécessaire à la clarté du raisonnement (1), l'expression de « mutuellisme » étant trop nouvelle et trop lâche.

L'absence de gage métallique, l'absence d'espèces, la suppression du remboursement en espèces est en effet une nécessité primordiale ; elle est la base de la nouvelle lettre de change généralisée, elle engendre la saine compréhension de l'Escompte, opération principale de la circulation mutuelliste.

1. Voir Deschamps. *Cours Hist. Doctr. E.* Doctorat. Cours 1912-1913.

III

Escompte

« En fin de compte la lettre de change ordinaire « doit, au terme de sa circulation, s'échanger contre « du numéraire » ; de ce fait « avant d'être détruite « elle paye à ce numéraire une sorte de droit seigneurial qu'on appelle Escompte. »

Bien que la date d'échéance ne touche point à l'essence du titre constituée uniquement nous l'avons dit par le gage, la garantie, l'acceptation « l'idée de « monnaie, comme une royauté corruptrice, vient « encore infecter la lettre de change et lui ôter sa « certitude » (1).

Si l'escompte n'est qu'un droit de péage « un droit « du seigneur au nom de ce suzerain appelé numéraire » (2) on conçoit combien la disparition de la monnaie est exigée par la nouvelle organisation.

Pour elle « l'Escompte consiste seulement à échanger le papier particulier des sociétaires, qui n'a « qu'un caractère individuel, contre le papier de la « Société revêtu d'un caractère général » (3).

1. *Sol. Prob. soc.*, p. 114.

2. *Ibidem*, p. 189.

3. *Ibidem*, p. 189.]

Cette opération est à la base du mutuellisme, du crédit gratuit.

Pour la comprendre, voyons comment fonctionne la Banque de France.

Afin d'éviter les ports d'espèces et la manipulation encombrante des écus, la Banque fait usage de bons représentatifs de l'argent qu'elle a dans ses caves⁽¹⁾; ce sont ces bons qu'elle remet contre les lettres de change et billets à ordre des clients; si ses clients s'engageaient à ne jamais vouloir convertir ses billets en écus elle pourrait fort bien se passer de numéraire; ce qui tient lieu de capital à la Banque c'est la confiance du commerce, le crédit du public.

Mais elle a été fondée avec un capital qu'il faut rémunérer; elle prélève pour cela un droit nommé escompte; l'habitude prise, elle continue à effectuer ce prélèvement même pour les billets émis sans la garantie de son capital. Ainsi, avec 90 millions de capital, elle émet 112 millions de billets et opère comme si son capital s'était lui-même accru de 90 à 112 millions; elle perçoit un loyer pour un capital qui n'est pas le sien; n'est-il pas évident, au contraire, que l'escompte primitivement à 4 o/o aurait dû diminuer dans la proportion de l'augmentation

1. Nous répétons encore que nous ne faisons pour l'instant que d'exposer le plus clairement possible les idées de Proudhon et nullement les nôtres.

d'émission due au seul crédit que lui fait le public, que, en somme, le public se fait à lui-même ?

Conformément à la justice, supprimons cette taxe arbitraire ; conformément à la raison supprimons le capital puisqu'il n'est pas indispensable, et conformément au principe de réciprocité nous aurons l'escompte gratuit... sauf retenue de simples taxes pour frais de bureau, d'administration.

Sous le régime du Mutuellisme, le producteur-consommateur apporte à la banque son effet de commerce et on lui remet aussitôt, dans les conditions énoncées ci-dessus, un bon représentatif de sa valeur. Entre le producteur et la banque il n'y a ni prêt, ni vente à terme ; la banque se substitue pour ainsi dire à l'acheteur et paye immédiatement au vendeur le prix promis ; comme son billet ne lui coûte rien elle fait cette opération pour rien ; chacun remet à l'autre au comptant une valeur réalisée ; c'est bien l'échange direct, mutuel et réciproque, car la banque, simple agent centralisateur agit de même avec tous les travailleurs ce qui revient à dire que tous les travailleurs traitent entre eux toujours au comptant, comme si la banque effectuait de simples virements de compte ; l'escompte n'est donc plus un droit du numéraire ; il n'est pas davantage la rémunération d'un soi-disant service rendu par l'échange d'un bien réel, présent, contre un bien futur, mais simplement l'échange d'un papier particulier contre

un papier universellement accepté sans garantie du remboursement en espèces.

C'est cette garantie seule qui en effet rend explicable l'idée d'un échange à terme : un banquier remet de l'argent (1) contre un papier qui ne vaudra de l'argent que dans trois mois par exemple ; pour ce service il prétend être payé. Mais l'argent supprimé, l'idée de terme de futur, est supprimé, le droit à l'escompte est mort. Chacun pouvant se procurer immédiatement, sans intérêt, un instrument d'échange acquiert immédiatement les capitaux au lieu de les louer ; l'emprunt gratuit, l'achat au comptant sont toujours possibles, donc sont les seuls pratiqués.

Sous ce système d'échange réciproque et par suite gratuit, la comptabilité sociale se trouve réformée.

Pensons toujours à la Banque de France à laquelle on aurait enlevé capital et numéraire ; cela nous permettra de concrétiser la pensée proudhonnienne, s'il est permis de s'exprimer ainsi.

L'escompte est réduit à 1 pour cent ; ce taux ne représentant que les frais d'administration l'intérêt est conséquemment égal à zéro (2), n'existe pas.

Tous les travailleurs associés B. G. D... etc., entrent

1. Ou des billets de banque ce qui dans la pratique habituelle de la circulation a les mêmes inconvénients ainsi que nous l'avons expliqué plus bas, p. 63.

2. Tome VI, p. 297.

directement en compte avec la banque par laquelle s'effectue désormais toutes les transactions.

B..., se présente au guichet et simultanément :

1° reçoit de la banque une avance sur tous les produits de son travail de l'année à lui rembourser au fur et à mesure de ses ventes, soit 1.000 francs, escompte 10/o déduit, ci 990 francs.

2° achète au comptant à A... toute sa consommation de l'année, ci 990 francs ;

Puis il procède à la fabrication ; il est admis par tous que « le travail doit laisser un excédent puisque « le produit est l'utilité ajoutée par le travail aux « objets que fournit la nature ; si l'objet auquel « s'ajoute l'utilité nouvelle est déjà lui-même un « produit, la valeur reproduite est nécessairement « plus grande que la valeur consommée » (1).

Fixons cet excédent à 10 pour 100 de la valeur consommée, les produits de B, valent $990 + 10\ 0/0$, soit $99 + 990 = 1.089$. Il rembourse 1.000 francs et gagne 89 francs.

Il en est de même pour C, D, E, etc., chacun touche le produit de son travail sans partager avec autrui ; c'est la justice économique réalisée.

Pour la banque l'opération est blanche ; le taux de 10/o prélevé couvre les frais d'administration, les risques de perte ; s'il restait un excédent

1, Tome VI, p. 298-99.

elle réduirait proportionnellement son escompte.

Reste à établir la comptabilité de A.

A, sous le régime de réciprocité n'est pas le A, que nous avons connu sous le régime de l'usure (1); il est exactement semblable à B, C, D, etc., car il n'y a plus qu'une seule classe : producteur-consommateur ou créiteur-débiteur ; mais, par suite de ses opérations avec B, C, D, etc., il prend *fictivement* le titre de propriétaire-capitaliste-entrepreneur, dans les opérations de vente ou échange, de même que B, C, D, etc., le prennent vis-à-vis de lui pour les mêmes opérations ; c'est le compte de A, *fictivement et à un moment donné seulement* ; capitaliste-entrepreneur qu'il faut établir pour tirer les conséquences du crédit réciproque.

A, ne prête plus les matières premières, le capital ; il ne les donne pas non plus pour rien ; il les vend au comptant ; dès qu'il en a reçu le prix, il est déchu de tous droits sur le capital ; comme il est toujours payé immédiatement l'intérêt disparaît !

Par hypothèse, A, commence ses opérations avec un capital marchandises (2) de 10.000 francs, ci..... Frs. 10.000

Il le vend à B, C, D, E, F, G, H, I, K, L, selon leurs possibilités d'achat, soit avons-nous vu 990 fr. ;

1. *Supra*, p. 18 et suiv.

2. Puisque les autres variétés de capital ont disparu.

il reçoit donc $990\frac{1}{2} \times 10 = 9.900$ francs ; et garde en magasin pour 100 francs de marchandises ; il consomme à son tour les produits de B, C, D, etc., augmentés de la plus-value donnée, soit dix fois 1.089, ci..... Frs. 10.890
d'où en fin d'année le bilan suivant :

Résumé des opérations de A, propriétaire-capitaliste, entrepreneur, pour son inventaire au 31 décembre

Marchandise générale

<i>Doit</i>		<i>Avoir</i>	
Débit de ce		Crédit de ce	
compte au 31		compte au 31	
décembre.....	Fr. 10.890	décembre.....	Fr. 9.900
		Restant en	
		magasin des	
		marchandises	
		inventoriées au	
		1 ^{er} janvier der-	
		nier.....	» 100
		Perte sur ce	
		compte.....	» 890
	Fr. 10.890		Fr. 10.890

Ainsi, sous le régime de l'usure (2), chaque travailleur perdait 10 francs, soit pour les 10. Frs. 1.000

Sous le régime de l'escompte gratuit, au contraire, il gagne 89 francs, soit pour les 10... Frs. 890

1. *Supra*, p 19.

A, capitaliste garde pour 100 francs de marchandises invendues, et perd dix fois 89 frs. soit..... Frs. 890
dont la fortune des dix travailleurs s'est augmentée.

« Dans le régime mutuelliste la fortune de l'ouvrier augmente en raison directe de son travail, « tandis que celle du propriétaire-capitaliste diminue « en raison directe de sa consommation improductive » (1).

Mais comme sous ce même régime de réciprocité (ou de gratuité), les deux qualités de « travailleur-salarié » et de « propriétaire-capitaliste-entrepreneur » sont égales et inséparables, donc s'annulent pour ainsi dire dans leurs effets, dans la personne de chaque individu, A, couvre immédiatement le déficit de A, capitaliste par le bénéfice de A, travailleur ; par l'organisation du crédit tout citoyen a la main sur la circulation, se trouve à la fois commanditaire et commandité, escompteur et banquier devant le public (2), et « tandis que d'un côté par « l'annulation de l'intérêt (ou de l'escompte), la « somme des produits du travail s'accroît indéfiniment, de l'autre par les facilités de la circulation,

1. T. VI, p. 304. Conformément à ce que nous avons dit, p. 20, la consommation du capitaliste est improductive puisqu'il ne travaille pas d'après Proudhon, donc ne produit pas.

2. *Théorie de la Papauté*, p. 241.

« ces produits se convertissent incessamment en valeurs et les valeurs en capitaux » (1).

Pour nous résumer nous pouvons définir en quelques mots la théorie du Mutuellisme : Suppression du numéraire et par suite de l'intérêt grâce à un instrument d'échange de nulle valeur, inconvertible en espèces, circulant gratuitement, garanti par l'acceptation mutuelle et réciproque de l'universalité des producteurs ; crédit gratuit grâce à la circulation gratuite.

IV

Effets du Mutuellisme

Les effets d'une circulation établie sur cette base dépassent l'imagination ; ils se font sentir jusque dans les moindres ramifications de l'arbre social ; ils fournissent à l'arbre lui-même toute sa sève et le préservent de tout trouble dans l'avenir.

Essayons d'en broser à grands traits une image suggestive.

La circulation étant gratuite, le capital est gratuit, le débouché est créé à l'infini, les crises sont rendues impossibles. Puisque le capital ne se forme plus par l'épargne mais par l'échange « accumuler des billets « de crédit semblera une aussi grande duperie que

1. T. VI, p. 305.

« d'avoir du pain et de ne pas manger ; du vin et de
« n'en pas boire ; des vêtements et d'aller tout nu ;
« un logement superbe et de coucher à l'écurie » (1).
La spéculation est morte avec les intermédiaires.

La propriété est, quant à ses effets, transformée en possession ; son caractère exclusif disparaît, elle n'est plus un vol ; les droits de l'individu sont sauvegardés en même temps que les dangers du communisme sont écartés. La morale est satisfaite, car l'oisiveté a disparu et tout le monde travaille. « La
« gratuité du crédit fut pour Solon la seule solution
« du problème révolutionnaire posé de son temps,
« la condition *sine quâ non* d'une république démocratique et sociale » (2).

Tous les intérêts et dividendes, du fait de la solidarité des capitaux et de la réciprocité, sont réduits à 10/0 ; le prix des loyers de même. Ainsi la conversion de la rente d'Etat, des prêts hypothécaires et en général de tous les prêts, est réalisée. « Frais
« d'administration, etc. de bureau réservés... nous
« aurons... l'escompte pour rien, le crédit pour rien,

1. *Sol. Prob. soc.*, p. 124.

2. T. XIX, p. 237. Nota : Solon fit mettre en liberté les esclaves pour dettes et interdit qu'à l'avenir un créancier pût s'emparer de la personne de son débiteur ; il procéda à un partage des terres mais établit sa Constitution en prenant comme base la richesse des individus (au lieu de considérer la naissance seulement). Voir Albert Malet. *Histoire de l'Antiquité*, Hachette, 1917, p. 180.

« et finalement l'usage des terres et des maisons
« pour rien » (1). Il en résulte la réduction des traitements, appointements, tarifs de chemin de fer et autres.

La production nationale peut se faire alors à un prix qui défie toute concurrence étrangère ; la supériorité financière de la France est telle qu'elle annule la supériorité que l'Angleterre (2) et d'autres pays tire de ses masses capitalisées ; la balance du commerce nous est toujours favorable, les tarifs douaniers sont superflus, l'indépendance économique de la France et par suite l'indépendance politique est à l'abri de tous les assauts. D'ailleurs quels sont les moyens de la guerre et de la paix ? la richesse et les capitaux. Or, le mutuellisme les donne tous deux au plus haut degré ; la France possédera donc plus que tout autre pays les instruments de la guerre et de la paix (3).

Le système de réciprocité aboutit à une centralisation analogue à celle de l'Etat mais dans laquelle personne n'obéit ni ne dépend et où tout le monde

1. *Rév. Soc.*, p. 269. Discours à l'Assemblée où il provoqua l'hilarité générale.

2. Proudhon dit quelque part dans ses considérations sur les traités de 1815 : « Le moyen de combattre l'Angleterre féodale capitaliste n'est pas le blocus continental ; à une guerre de capitaux, il faut répondre par un système de crédit qui annule la supériorité que l'Angleterre tire des masses capitalisées ».

3. T. XVII, p. 36.

est libre et souverain ; cela servirait de modèle à la forme de gouvernement ; celui-ci au lieu d'être l'Autorité représenterait le rapport de tous les intérêts qu'engendrent la propriété libre, le travail libre, le commerce libre (1).

Mais, à quoi bon même un gouvernement désormais ? L'assurance mutuelle et réciproque générale c'est la liberté et la justice satisfaites ; « l'égalité matérielle, ombre de l'égalité sociale » (2) réalisée ; c'est alors la fusion des classes, la fraternité universelle, le gouvernement rendu superflu puisqu'il n'y a plus ni oppresseurs ni opprimés, ni faibles ni forts ; c'est « l'an-archie », la non nécessité du gouvernement, le non gouvernement !

Comment rester indifférent devant de telles perspectives ? Comment ne pas essayer de hâter la réalisation d'un tel avenir ? Comment les volontés libres refuseraient-elles de s'associer à une reconstruction aussi bienfaisante pour la société ?

TROISIÈME PARTIE

ESSAIS DE RÉALISATION

1^o Banque d'échange (mai 1848).

2^o Propositions de loi (11 juillet et 30 août 1848).

3^o Banque du Peuple (31 janvier 1849).

4^o Dernières tentatives :

A) Projet de décret.

B) Projet d'Exposition Perpétuelle.

1^o Banque d'échange

Proudhon avait harcelé toutes les classes de ses critiques, avait démoli tout ce qui existait ou ce qu'on préconisait ; en 1846 (1) il avait promis la « résolution synthétique » des phénomènes ou lois contradictoires.

Après la révolution de 1848 le peuple désire connaître enfin le remède dont il se prétend l'unique détenteur ; on exige de lui qu'il indique la voie à suivre pour la reconstruction de la nouvelle société.

Le 26 février Proudhon écrit à un de ses amis :

1. A la fin des « Contradictions économiques ».

« Je n'eusse pas fait la révolution du 24 février ;
« l'instinct populaire en a décidé autrement ; je me
« retrouve le même après comme avant et je suis
« avec tout le monde » (1)... Au même instant, on
frappe à la porte de sa chambre. Quatre citoyens
armés de fusils lui demandent quand il compte
publier le volume promis ; l'un d'eux Georges Du-
chêne, lui offre la direction d'un journal à fonder :
Le Représentant du Peuple.

Il se fait un peu prier , mais cette démarche l'em-
plit d'orgueil ; la révolution est venue trente ans
trop tôt, soit ! mais puisqu'elle manque d'idées, il
en donnera ; il ne peut se dérober ; il est même
plein d'ardeur et ne doute pas de lui-même. « Si
« j'écrivais comme M. de Lamartine, je serais dans
« un mois le premier homme de France ! »

Il se met au travail tout en posant sa candidature
à l'Assemblée Nationale, à Paris et à Besançon. .

Le 22 mars il publie *la Solution du problème so-*
cial... qui ne solutionne rien du tout... le 26 *la Dé-*
mocratie, le 31 *Organisation du Crédit et de la Cir-*
culation... sans impôt... sans numéraire... sans pa-

1. *Correspondance*, t. II, lettre à Huguenet. Proudhon, voulant
être avec le peuple avait cependant pris part à la révolution, il
avait composé un placard dans une imprimerie : « Louis-Philippe
vous fait assassiner comme Charles X, qu'il aille rejoindre
Charles X », déraciné un arbre, brisé un garde-fou, porté des
pavés pour les barricades. Mais comme Stuart Mill, il ne croyait
pas encore les classes ouvrières prêtes au socialisme.

pier-monnaie... sans atteinte à la propriété... etc.

Mais le prolétariat est encore ignorant et la bourgeoisie puissante ; il craint que ses idées ne soient pas comprises, et lui, l'adversaire-né de l'autorité, il sent la nécessité d'une intervention de l'Etat « pour passer du rêve à la réalité » (1) ; il souffre dans son orgueil mais se résigne. Le 8 avril il adresse avec ses brochures une lettre « Au citoyen Louis Blanc, secrétaire du Gouvernement provisoire : « Voulant « donner une idée de ce que doit être dans mon opinion la solution du Problème Social... je viens de « publier un projet d'organisation de la Circulation « et du Crédit que je prends la liberté de vous adresser » etc. (2).

Il adoucit l'âpreté habituelle de son style, invoque même une certaine communauté d'idées avec celui qu'il a toujours critiqué et avec lequel il ne veut pas être confondu ; fait stupéfiant, il ose lui proposer, s'il fait examiner et accepter son projet par le Gouvernement provisoire, de l'aider à l'organisation de ses ateliers, lui, l'ennemi perpétuel du communisme !

Union sacrée d'une heure pour le triomphe d'une idée qui lui est chère !

C'est en vain ; le Gouvernement ne daigne pas lui répondre ; la presse, sauf quelques feuilles, se désin-

1. Desjardins. *P.-J. Proudhon*, t. I.

2. Il demande l'insertion de sa lettre dans les *Débats*.

téresse de la chose (1) ; ses candidatures échouent.

Il explose alors contre un Gouvernement qui ose se passer de lui, contre le suffrage universel, contre tous. Son activité formidable redouble. Le 3 mai il demande dans un article du *Représentant du Peuple* :
« qu'un comité provisoire soit institué pour l'organisa-
« tion de l'échange, du crédit et de la circulation entre
« les travailleurs ; que ce comité se mette en rapport
« avec des comités analogues établis dans les prin-
« cipales villes, et que, par les soins de ces groupes
« une représentation du prolétariat soit formée à
« Paris, *imperium in imperio* en face de la représen-
« tation bourgeoise ».

Il prêche le calme mais organise la pression et songe à l'intervention armée. Les suspensions et les saisies ne peuvent l'arrêter.

Il sent cependant que ses idées n'ont pas encore été assez précisées pour former un signe de ralliement et les 2, 8, 10, 20 et 23 mai il publie une série d'articles sur le Mutuellisme et la Banque d'Echange ; il se décide enfin à y élaborer un projet...

1. *Lettre à M. Pilhes. Corr.*, t. II, p. 318 : Les têtes sont tellement emportées qu'on n'est pas touché de l'immensité des résultats ; Fauvety, Viard comprennent parfaitement que le rôle du numéraire est fini ; qu'il en résulterait pour la France en deux années, en économies, bénéfice, accroissement de la production, 5 à 6 milliards de plus-value ; que le principe de ma Banque est le principe d'égalité, rien n'y fait ! Cela est trop algébrique, trop financier, on attendait un idéal plus poétique... on se moque de cela ! des gens à la veille de mourir de faim !

théorique il est vrai... mais tout de même un projet d'organisation en 80 articles :

PROJET DE CONSTITUTION DE LA BANQUE D'ÉCHANGE
Société Nationale de la Banque d'Échange

La société n'a pas de capital et ne fait pas de bénéfices ; elle a pour but l'échange de tous services sans le secours de numéraire ; elle est universelle, il suffit pour en faire partie d'adhérer aux statuts et de s'engager à accepter en tout paiement le papier de la Banque ; elle est basée sur la mutualité de l'échange et fait disparaître tout privilège ; elle est par conséquent le gage de la liberté absolue, d'une richesse indéfinie, d'une paix générale et perpétuelle.

Ses principes sont :

Travailler c'est produire de rien,

Créditer c'est échanger,

Echanger c'est capitaliser.

Sa formule est « réciprocité ».

L'instrument d'échange est un papier nommé « Bon d'Échange » ; il est toujours gagé sur le produit qui y a donné lieu ; son émission ne peut donc être exagérée ; il existe en coupures de 20, 100, 500 et 1.000 francs ; il est perpétuellement échangeable à la Banque et chez les sociétaires contre marchandises et réciproquement ; les appoints seuls seront acquittés en numéraire ; celui-ci servira de simples jetons.

La Banque émet les bons en échange de tout papier de commerce représentant des produits acceptés ou vendus ; livrés ou prochainement livrables.

Il faut évidemment pour cela que la valeur d'échange de ces produits soit nettement établie sans quoi le billet de commerce n'aurait pas valeur ; la vente et l'échange ne peuvent en effet exister en droit que « lorsqu'on est convenu de la chose et du « prix » (C. c., art. 1583).

Pour obtenir cette constitution de la valeur la banque aurait pour complément une société mutuelle pour les ventes et les achats : Chaque adhérent s'engagerait à faire connaître le prix de revient des produits ainsi décomposé :

Matières premières ;

Main-d'œuvre (salaires, appointements) ;

Frais généraux ;

Retenue ou prime d'assurance.

Les économies obtenues par l'habileté personnelle (découvertes, etc.) resteraient en dehors ;

Tous les associés seraient garants mutuels des prix ainsi fixés et s'engageraient à se livrer leurs produits à ces prix ; la valeur ainsi constituée serait l'expression la plus haute de la Mutualité (1).

1. Proudhon, dans *l'Organisation du Crédit et de la Circulation*, avait songé au système suivant pour fixer la valeur : Pour commencer s'en remettre aux déclarations individuelles des producteurs puis, dès que l'Etat aurait des bases d'estimation suffisante il « arrêterait » la valeur aux prix moyens lors de la pro-

La Banque escompte le papier de commerce à deux signatures et de toute échéance ainsi que les commandes et factures acceptées ; le crédit est illimité pour les affaires réelles ; en échange de ces services les bureaux ne retiennent qu'une commission fixée provisoirement à 1 0/0, pour couvrir les frais.

Afin de venir au secours du commerce et de l'industrie regorgeant de produits sans débouchés, elle achète les marchandises jusqu'à quatre cinquièmes du prix de revient ; elle délivre un acte de dépôt, puis revend elle-même aux enchères (car organe centralisateur elle connaît tous les consommateurs et leurs besoins) ; elle remet le prix au propriétaire de l'acte de consignation sous déduction d'une commission de 5 0/0.

Elle ouvre des crédits à découvert sur présentation de deux ou plusieurs cautions solidaires, chacune répondant pour le tout.

Elle fait des avances aux propriétaires et cultivateurs (1) sur promesses à longs termes et annuités ; le propriétaire exproprié en cas de non-paiement

mulgation de son décret ; Proudhon estimait que le prix de production allait toujours en diminuant, que par conséquent l'« arrêt » de la valeur ne pouvait être une injustice. Son Projet de « Banque d'Echange » n'envisage pas la question qu'il traite seulement dans ses circulaires électorales et solutionne ainsi que nous l'exposons. On voit combien le bon d'échange est loin de représenter la valeur en travail et d'équivaloir le « bon de travail ». Voir *Supra*, p. 35 et *Infra*, p. 108.

1. Voir les conceptions de Proudhon sur la propriété paysanne et le crédit agricole dans la thèse de M. Berthod, 1910, *op. cit.*

garde toujours la gérance dans des conditions à débattre.

Elle fait gratuitement tous recouvrements... etc., un simple virement suffit la plupart du temps puisqu'elle centralise toutes les affaires.

Le siège social et le principal établissement sont à Paris ; la Banque a dans chaque arrondissement un comptoir et dans chaque percepteur un correspondant.

Elle est indépendante de l'Etat qui est sociétaire au même titre que tous les citoyens ; comme tout établissement d'intérêt public elle est cependant sous sa surveillance ; celui-ci s'engage à recevoir et faire recevoir les « Bons d'Echange » dans toutes les caisses publiques ; par compensation la Banque lui fait sans intérêt, comme à tout citoyen, les avances en bons dont il aura besoin jusqu'à concurrence de 500 millions provisoirement.

La gérance est confiée à un Conseil d'administration inspecté par un Comité de surveillance.

Les membres du Conseil d'administration seront au début les quatre principaux fondateurs, ils seront ensuite élus en Assemblée générale pour cinq ans et rééligibles ; ils ne toucheront pas de traitement mais une prime fixée par le Comité de constitution définitive.

Le Comité de surveillance est élu lui aussi par l'Assemblée Générale : toutes les branches de pro-

duction et de services publics y sont représentés sans cependant que le nombre des représentants dépasse trente ; chaque membre a individuellement droit d'inspection permanent ; le Comité est chargé de donner la plus grande publicité à la situation de la Banque.

L'Assemblée Générale comprend tous les sociétaires ; quand tous les producteurs, c'est-à-dire quand toute la nation aura adhéré à la société, des délégués de la production seront nommés par chaque industrie proportionnellement à son importance ; l'assemblée sera ainsi la « représentation vraie de la société » ; elle se réunit une fois par an, le 1^{er} mai, sauf convocation extraordinaire du Conseil d'administration et du Comité de surveillance ; elle nomme les membres du Conseil et du Comité, règle le taux de la commission perçue pour l'Escompte, modifie les Statuts s'il y a lieu, etc.

Il est intéressant de relever dans ce projet :

a) L'absence de petites coupures ;

b) La commission de 5 o/o touchant les ventes et achats sur consignations, sans doute pour parer aux chances de dépréciation ;

c) Le rôle laissé à l'élection malgré l'antipathie de l'auteur pour le suffrage universel (1) ; il espère que

1. Il écrira en 1851 dans *Idée générale de la Révolution au XIX^e siècle* : « Le grand nombre est nécessairement le moins éclairé par conséquent le moins capable de concevoir et de réaliser des réformes ».

le principe de majorité sera corrigé par le principe des compétences ou représentation professionnelle.

La publicité du bilan, les avances aux cultivateurs sur promesse de remboursements par annuités (1), la représentation professionnelle, étaient faites pour plaire au public et répondaient en partie à ses vœux ; l'ensemble du projet avec son aspect d'assistance mutuelle était séduisant. Proudhon voulait du Gouvernement un essai d'application. Il lui proposa dans *le Représentant du Peuple* du 28 mai de transformer la Banque de France : « Attendu que l'échange direct, sans numéraire, sans intérêts, est de droit naturel et d'utilité publique, la Banque de France joint à ses attributions celle de *Banque d'Echange* : le taux d'escompte est réduit à 1 o/o ; la commission reste provisoirement fixée à 5 o/o (2). »

Le 6 juin 1848 il se glorifie d'avoir rencontré quelques sympathies dans les journaux :

Emile de Girardin, rédacteur en chef de *la Presse*.

Victor Considérant, rédacteur en chef de *la Démocratie*.

Frédéric Bastiat, rédacteur du *Libre-Echange*.

Le National, *la France libre*, *l'Organisation du Travail*, *la Commune de Paris*, *la Tribune Nationale*, *le Représentant du Peuple* (son journal).

1. Le Crédit Foncier n'existait pas encore.

2. T. XVII, p. 48.

Mais, l'exagération de ses doctrines devait créer rapidement le vide autour de lui, son projet n'eut aucun succès ; le gouvernement parut l'ignorer, la presse s'en désintéressa et... le peuple ne put ou ne voulut comprendre.

Le projet découlait naturellement de la théorie du mutuellisme tel que nous l'avons exposé ; les lacunes sont les mêmes aussi et nous n'en parlerons donc que dans l'essai de critique que nous faisons plus loin.

2^o Propositions de lois présentées à l'Assemblée nationale le 11 juillet (1) et le 22 août 1848.

Le 30 mai, sans se décourager, Proudhon complète ses propositions dans une circulaire électorale en vue des élections complémentaires du 4 juin.

Il est élu à Paris par une masse assez imposante de suffrages (77.000) en même temps que Thiers et le prince Louis Napoléon ; ses explications sur la Banque d'Echange n'avaient donc pas été tout à fait inutiles.

Lors de son entrée à la Chambre il fut l'objet de la curiosité générale. « On s'étonne presque », écri-

1. Voir à ce sujet *Révolution sociale*, p. 241 à 313.

vait-il à Desjardins, « que je n'aie ni cornes ni griffes ».

On le nomme, ainsi que Thiers, membre du Comité des Finances ; il partage avec assiduité les travaux de la commission ; mais cela ne peut suffire à son activité débordante. Pendant la journée du 23 juin il parcourt le théâtre du combat grâce à ses insignes de représentant ; il est fier de voir « plus
« d'une fois les gardes nationaux, quand il se fait
« connaître à eux, pâlir et reculer de quatre pas ».

Le 8 juillet, à l'occasion du terme à échoir le 15, il fait paraître un article véhément « Le Terme ! Voici le Terme ! » (1) et il propose au peuple de signer en masse une pétition demandant à l'Assemblée nationale de décréter qu'il sera fait remise du tiers de toutes les dettes « attendu que... le seul moyen
« d'échapper au péril de la situation, de ranimer le
« travail, de sauver la famille et la propriété est dans
« une vaste opération de crédit réciproque ».

« Gardes nationaux, concluait-il, portez pour voir
« ces vœux à l'Assemblée et vous verrez bientôt
« quels sont vos amis et ennemis ! »

Cet article parut être un appel aux armes ; le journal fut saisi. Mais Proudhon « ne transige sur rien, ne
« renonce à rien ». « Malgré l'exécration générale » (2)

1. *Le Représentant du peuple*, 8 juillet 1848.

2. *Corresp.*, t. II. Lettre du 6 juillet.

dont il se sent l'objet, il dépose le 11 juillet, à l'Assemblée, la pétition transformée en projet de loi ; celui-ci est renvoyé au Comité des Finances.

Nommé rapporteur, Thiers, conformément à l'unanimité de la Commission, conclut au rejet dans un rapport clair et lucide... mais qualifié « chef-d'œuvre d'ineptie » par l'auteur du projet.

Le 31 juillet Proudhon monte alors à la tribune et pendant trois longues heures expose ses théories, défend le Crédit Gratuit et la Banque d'Echange.

Analyser son discours (1) serait revenir sur l'exposé que nous avons fait du Mutuellisme et de ses conséquences.

Il ne réussit qu'à provoquer tantôt l'hilarité générale, tantôt les cris et les insultes ; il est continuellement interrompu et, malgré toute l'énergie qu'il tente de déployer, son projet est repoussé par un ordre du jour pur et simple voté par 681 suffrages contre 2... le sien et celui de son ami Greppo (2).

Tout autre eut été abattu pour longtemps ; mais Proudhon peut-il s'avouer vaincu ? Il crie presque

1. Voir *Rev. sociale*, p. 268 et suiv.

2. Après cette séance du 31 juillet les caricatures de l'époque représentèrent Thiers sous l'aspect d'un minuscule et souple compteur en face de l'homme des bois musculeux et velu (large face embroussaillée où luisaient d'inquiétantes lunettes) qui symbolisait notre auteur. Dans l'*Histoire de la Révolution de 1848* de Georges Renard, un Thiers en saint Michel terrasse le diable Proudhon, d'après une estampe de la Bibliothèque nationale.

victoire : « le 31 juillet la république démocratique
« et sociale a reçu son sacrement de confirma-
« tion » (1).

Le 22 août 1848 il saisit l'Assemblée d'une nouvelle proposition de loi ; il revient sur la Banque de France et sa transformation en... Banque d'Echange mais sans obtenir plus de résultat (2).

3 Banque du peuple

Après ces tentatives d'appel au gouvernement, Proudhon résolut de se passer du pouvoir. « Aban-
« donné, trahi, exécré par tout le monde je tiens
« tête à tout le monde et je mets en échec la réaction
« et tous les ennemis de la république ». La tempête
le grise et lui insuffle des forces toujours nouvelles.

Il continue à tenir avec ses amis au Bureau du *Représentant du Peuple* des conférences relatives « à
« la Banque du Peuple improprement appelée Banque
« d'Echange(3) » ; commencées en avril elles se pour-
suivront jusqu'en août. Le 24 septembre il fonde
même un Comité d'organisation de la « Banque du
Peuple » qu'il projette ; des délégués de la commis-
sion permanente du Luxembourg consentent à en

1. *Œuvr. compl.*, t. XVII, p. 95.

2. *Œuvr. compl.*, t. XVII, p. 133.

3. T. XVII, p. 86.

faire partie. Il croit pouvoir démontrer à Thiers la possibilité d'une telle banque et il espère que le bon sens du peuple donnera bientôt au monde l'exemple de cette institution (1).

Il fait de la propagande dans la Presse ; il rassemble différents articles sous ce titre : « Démonstration « du socialisme, théorique et pratique, ou Révolution par le Crédit pour servir d'instruction aux « souscripteurs et actionnaires de la Banque du « Peuple ».

Il éclairera le prolétariat, il vaincra la méfiance des classes moyennes, la haine des privilégiés ; pour « contraindre le siècle il a fait un pacte avec la « nécessité (2) ; pour dompter le capital il a traité avec la misère ». Son point d'appui est le Néant, son levier une Idée ; il est assuré d'avoir raison contre tous « mon germe planté dans la conscience populaire fleurira » (3).

Il ne se doute pas un seul instant de lui-même... Il faut faire en un an le chemin d'un siècle sous peine d'avoir fait, par la révolution une sottise (4). Il suffit d'ouvrir la voie par une première démonstration, par

1. *Droit au travail et Droit à la propriété*, 5 oct. 1848.

2. Voir aussi *Corr.*, t. II, p. 364. « Comme s'il s'agissait de la volonté de la France ! Comme si en ce moment nous n'étions pas sous l'empire de la nécessité ; je crois que le but que je me suis proposé sera atteint..., etc.

3. T. XVII, p. 3 et 4.

4. *Corr.*, t. II, p. 364.

la production d'un premier fait pour que la raison publique s'ébranle et que la chaîne entière des déductions soit parcourue.

Il s'assure donc le concours de trois de ses concitoyens de Besançon : Guillemain, Mathey, Prevel ; et pour déclancher le mouvement irrésistible, poser l'aimant qui attirera toutes les volontés, il constitue, le 31 janvier 1849, par acte devant M^e Dessaignes et son collègue, notaires à Paris, un acte de Société en nom collectif et en commandite sous la raison sociale « P.-J. Proudhon et Cie. »

La mise en pratique de ses théories, la limitation de la Société à un groupe d'associés en lieu de l'universalité rêvée et nécessaire, lui font apporter de sérieuses modifications au projet théorique de la Banque d'Echange de 1848.

Nous nous proposons d'exposer quelle devait être la Banque du Peuple d'après l'acte de constitution (88 articles) passé devant notaires ; un rapport détaillé de la Commission des Délégués du Luxembourg et des Corporations ouvrières ; enfin les Instructions imprimées pour les souscripteurs et adhérents.

La société est formée entre le citoyen Proudhon et :

1^o Les actionnaires, responsables seulement jusqu'à concurrence du capital de leurs actions, et non obligés d'être adhérents ;

2^o Les adhérents, actionnaires ou non, c'est-à-dire

toute personne s'engageant à accepter en paiement à titre de simple coopérateur, le papier de la Banque.

Sa durée est provisoirement fixée à 99 ans.

Elle a son siège à Paris, rue du Faubourg St-Denis, 25 ; elle vise à établir dans chaque arrondissement de France un comptoir, dans chaque commune un correspondant.

Son but est d'organiser démocratiquement le crédit en procurant aux meilleures conditions possibles tous produits et services de toute nature et en facilitant l'écoulement de tous produits ou services aux conditions les plus avantageuses.

Sa base est la gratuité essentielle du crédit et de l'échange ; son objet, la circulation des valeurs et non leur production ; son moyen, le consentement réciproque des adhérents. Elle doit donc opérer sans capital mais pour cela l'adhésion de la masse entière des producteurs et consommateurs est indispensable ; afin de la solliciter plus efficacement et pour se conformer à la loi, la Banque du Peuple aura un capital de 5 millions de francs divisé en 1 million d'actions de 5 francs versables par dixième (0,50 pendant dix mois) ; les actions sont nominatives et ne portent point intérêt.

L'instrument d'échange de la Société est le « Bon de circulation » ; il existe en coupures de 5, 10, 20, 50 et 100 francs (1) ; il est livrable contre tous produits

1. Voir Annexes, p. 208.

ou services[des adhérents, la Banque n'est pas tenue de le rembourser en espèces ou en marchandises ; il circule, seul, entre eux ; les sociétaires s'engagent à se fournir de préférence entre eux de tous objets de consommation et à se réserver leurs commandes, la liste des adhérents est affichée au bureau et chacun met à sa porte une plaque indiquant sa qualité de sociétaire. Les bons sont remis, soit en remboursement, soit à titre d'avance, contre : espèces qui deviennent alors improductives d'intérêts ; effets de commerce à 2 signatures ; commandes et factures acceptées ; consignations de marchandises ; obligation collective des corporations et associations ouvrières ; cautions ; annuités et hypothèques ; garanties personnelles.

Ces opérations qui engendrent et règlent l'émission des bons en sont en même temps la garantie ; seule la garantie des espèces ou du numéraire disparaîtra ; elle sera remplacée au fur et à mesure de la généralisation de la Banque par la garantie de l'acceptation réciproque et préalable de son papier par les adhérents.

Les actes auxquels se livre la Société ne sont ainsi que des variétés de l'Escompte, base de son existence ; celui-ci se fait moyennant un intérêt fixé provisoirement, commission comprise à 2 0/0 ; ce taux a pour but l'augmentation du capital qui permettra l'extension des affaires ; celle-ci engendrera la sup-

pression du capital grâce à la croissance du caractère d'universalité (1), donc le crédit gratuit.

Pour faciliter l'usage des bons de circulation, pour faciliter aussi les avances sur crédit personnel, opérations rendues délicates par la non-adhésion immédiate de l'universalité des travailleurs (2), il est créé une division spéciale de la Banque sous le titre de « Syndicat général de la production et de la consommation » sous la direction du citoyen Jules Lechevalier, ex-secrétaire à la Compagnie des Indes Orientales ; il pourra se subdiviser en branches spéciales selon les besoins et l'accroissement des corps de métier représentés.

Le but en est d'assurer aux travailleurs adhérents de la Banque tous objets et services nécessaires contre les bons de circulation.

Les diverses opérations de détail passeront par ce syndicat avant d'arriver à la Banque ; il offre ainsi à celle-ci :

Les garanties inhérentes aux affaires en elles-mêmes ;

La garantie provenant de la collectivité de ces mêmes affaires.

Il se porte lui-même garant vis-à-vis de la Banque, dont il est indépendant cependant, de toutes les

1. Voir *Supra*, p. 53.

2. Voir *Supra*, p. 53.

opérations envisagées , d'où pour celle-ci surcroît d'efficacité et de solidité.

La Banque ne se livre elle-même à aucune entreprise.

Elle reçoit en dépôt tous capitaux selon conditions à fixer par contrats particuliers.

Elle publie son bilan tous les six mois ; les bénéfices serviront avons-nous déjà vu à augmenter le capital jusqu'au jour où l'Assemblée générale jugera utile de réduire le taux de l'Escompte aux seuls frais d'administration ($1/4$ 0/0) et d'opérer ainsi dans toute la vérité de son principe.

En attendant la transformation possible de la Société en Société anonyme, le directeur-gérant, citoyen Proudhon, seul responsable, exerce, soit par lui-même, soit par fondés de pouvoirs co-gérants, tous droits et actions de la Société ; il devra cependant recueillir le consentement du Comité de surveillance pour les actes d'aliénation, vente et hypothèque. Il est d'ailleurs assisté :

1° Par un Comité d'escompte nommé par les délégués des commerces et industries adhérents à la Banque avec charge d'examiner les effets présentés à l'Escompte ; de déterminer la valeur des biens sur lesquels la Banque est appelée à faire des avances ; enfin d'apprécier les titres de chaque demandeur au crédit qu'il sollicite ; son rôle est purement consultatif, le gérant étant seul responsable.

2° Par un Conseil du Contentieux et des Arbitrages formé de membres choisis par le gérant parmi les jurisconsultes et les travailleurs ; ce Comité est chargé de donner son avis en matière de droit et législation et de régler si possible tous différends éventuels. Si ceux-ci ne pouvaient être solutionnés par son intervention les contestations seraient jugées, sans appel ni recours d'aucune sorte, par trois arbitres nommés par le Tribunal de commerce de la Seine ou choisis à l'amiable par les parties ; les arbitres seraient affranchis de tous délais et formalités judiciaires.

Il est en outre créé un Conseil de surveillance formé de trente délégués choisis en Assemblée générale parmi les actionnaires ou adhérents des différentes branches de production ou services publics ; il peut à tout moment vérifier les livres ; il se renouvelle par tiers d'année en année.

L'Assemblée générale se compose de 1000 délégués nommés par l'universalité des sociétaires proportionnellement au nombre des sociétaires de chaque catégorie industrielle. Elle se réunit tous les ans en janvier sauf convocation extraordinaire. Elle fixe les honoraires du gérant et des co gérants ; elle peut remplacer le gérant sur proposition du Conseil de surveillance ; elle règle le taux de l'escompte, modifie les statuts, indique les besoins de la Société et les moyens d'y satisfaire, etc... mais ne peut s'immiscer dans la gestion.

La transformation de la Banque en Société anonyme, but du fondateur, peut se faire par le gérant et trois membres du Conseil de surveillance élus dans son sein à cet effet.

La Banque sera constituée et commencera à fonctionner du jour où 10.000 actions auront été placées, formant un capital de 50.000 francs.

La Banque du Peuple est donc bien différente, en apparence, de la Banque d'Echange. Dès qu'il veut réaliser sa théorie, Proudhon s'aperçoit qu'elle exige impérieusement le consentement universel ; pour le conquérir, il veut lancer le mouvement et se voit obligé de recourir au capital et à tout un système de magasins, de coopératisme (1) ; il renonce au remboursement des Bons en marchandises puisque celles-ci sont entre les mains des syndicats.

Pour lui, ces décisions n'infirmenr en rien sa théorie car elles ne sont que provisoires ; elles prouveront même au contraire le bien fondé du système car elles favoriseront la naissance d'un mouvement

1. On entend par coopératisme, le système de socialisme socialiste où les associations libres de producteurs sont destinées à s'emparer de toutes les fonctions économiques de la société en évinçant les entrepreneurs capitalistes, par le jeu de la concurrence, par l'action des pouvoirs publics ; la tendance est à une sorte de fédéralisme économique dans lequel les services de production et de circulation convenant à des besoins locaux seraient gérés par de libres associations de consommateurs, tandis que les services destinés à satisfaire des besoins plus étendus seraient entre les mains des fédérations coopératives.

qui, en raison de la solidarité des capitaux, entraînera fatalement la baisse de l'intérêt jusqu'au taux provisoire de l'escompte de la Banque ; les opérations de celle-ci se multiplieront alors jusqu'à englober la totalité des échanges des travailleurs-producteurs devenus tous sociétaires.

Afin d'assurer la souscription du capital de sa Société, Proudhon eut le mérite de penser à faire appel aux petites bourses, non au franc mais au sou ; cette idée, mise depuis si fructueusement en pratique, était alors nouvelle.

Pour rallier l'ensemble de la nation le fondateur avait fait une déclaration solennelle ; il jurait entre autres sous la foi du serment, que dans les principes de la Banque et dans la doctrine à laquelle ils servent de base il ne se rencontrait « rien, absolument « rien de contraire à la famille, à la liberté, à l'ordre « public » (1).

Dans le Comité de constitution il a accepté des représentants des diverses nuances socialistes ; il est vrai que les réunions ne vont pas toujours très bien : « quand je parlais relation on me parlait organisation » (2). Il tenta même, sans résultat d'ailleurs, d'attirer le grand publiciste, Emile de Girardin, afin de profiter de sa vogue et de son crédit.

Il organise des comités d'arrondissements ayant à

1. T. 17, p. 108.

2. Lettre à M. Muguet. *Corr.*, t. II, 26 déc. 1848.

leur tête des délégués ; il bat « la grosse caisse » pour attirer les clients ; des bons de circulation sont frappés et les souscriptions sont recueillies dans les bureaux de la Banque du Peuple (1), rue du faubourg St-Denis 25, tous les jours, dimanche compris, depuis 6 heures du matin jusqu'à 11 heures du soir.

Malgré un « transport au cerveau », dont il est atteint dès le 2 février, Proudhon se démène avec son obstination habituelle.

Mais le 8 février, il publie son « Pamphlet sur la Présidence » ; c'est peut être son chef-d'œuvre littéraire ; il est cependant fort peu goûté du Gouvernement et le 14 février l'Assemblée nationale autorise les poursuites pour délit de presse. Le pamphlétaire passe en assises le 28 mars et s'entend condamner à 3 ans de prison et 3.000 francs d'amende ; il s'enfuit en Belgique... il ne peut plus être question de la Banque du Peuple que lui seul pouvait diriger !

Du 1^{er} février au 28 mars 1849, soit 57 jours, celle-ci avait groupé 37.000 souscriptions ou adhésions et recueilli 17.933 francs dont la plus grosse partie fournie par « *le Peuple* » père nourricier de la Banque à ses débuts. Le succès était maigre ! Les frais s'élevaient à 8 147 fr. 15 (2).

Le capital de 50.000 francs exigé pour l'entrée en fonction de la Société n'ayant pas été réuni, Prou-

1. Dans les locaux du Journal de Proudhon *Le Peuple*.

2. T. 17, p. 104.

dhon, en exil, décide la dissolution et, en fait, la Banque ne fonctionna jamais.

Les souscripteurs furent remboursés en commençant par les plus faibles ; Proudhon se déclara personnellement responsable vis-à-vis des plus gros en cas de non remboursement et donna en garantie la somme de 9.000 francs à lui revenir dans le cautionnement de son journal.

Le 11 avril il prend congé de ses souscripteurs par un article du *Peuple* et leur rend ses comptes.

Il était loin de considérer cette liquidation forcée comme un échec. « Je ne succombe pas certes dans « mon entreprise ; je cède à un obstacle de force « majeure ; on ne peut dire que l'expérience a prononcé contre moi » (1). Il dirait facilement que la banque aurait pu fonctionner puisqu'elle s'est si bien dissoute. « Le Capital était saisi à la gorge et, je puis « le dire, avant que personne s'en doutât j'ai failli « l'étouffer ». « J'ai le premier jeté dans le monde « l'idée du Crédit mutuel ou gratuit, j'ai cru, je crois « plus fermement que jamais, possible d'organiser, « par l'adhésion et le concert des travailleurs, cette « forme de crédit » (2).

Proudhon s'exagérait facilement son importance ; la réalité était toute différente ; la presse l'accablait et certains journaux l'accusaient presque, bien à

1. Lettre à M. Guillemin, 8 mars 1849. *Corr.*, t. II.

2. T. XVII, pages 83 et 94.

tort, de banqueroute frauduleuse (1). Beaucoup de socialistes (2) avaient vu dans la Banque du Peuple le moyen de se constituer un centre ; c'est avec cette idée qu'ils s'y étaient associés et ils protestaient contre la manière de voir du fondateur de la considérer comme la synthèse de tout le socialisme (3).

En Belgique cependant, Proudhon ne se décourage pas ; il est tenace par tempérament ; il pense à reprendre son œuvre en révisant l'acte de Société et en supprimant à nouveau les actionnaires ; il compte sur son journal pour entretenir l'idée et en favoriser la réalisation « Avec le Peuple restera le « principe du Crédit gratuit, c'est-à-dire, dans un « avenir peu éloigné la création de la Banque du « Peuple ». En attendant il s'institue « Commis voyageur de la Banque du Peuple à l'étranger ».

1. Proudhon ne retint pas sur le montant des souscriptions un centime des frais déjà faits par lui ; s'il était utopiste il était foncièrement intègre ; il en donna plusieurs fois la preuve. En 1853 entre autres, une Société financière ayant sollicité la concession d'un chemin de fer, Proudhon, spécialiste dans les questions de transport, fut chargé par elle de rédiger *les Mémoires* à l'appui de sa demande. La concession ne fut pas accordée ; on lui fit offrir une indemnité comme compensation de ses *Mémoires*. Il refusa... et cependant l'argent était rare à son foyer !

2. En particulier : Chipron, Chertier, E. Debue, L. Lavoye, A. Lefaure, Jules Lechevalier, Ramon de la Sagra.

3. T. XIX, p. 46. « Le socialisme est tout entier dans l'abolition de l'intérêt, dans la Banque du Peuple, comme le chêne est dans « le gland » ; le 31 juillet 1848 Proudhon avait dit à la tribune... le principe de la Révolution elle-même, c'est-à-dire de la mutualité des services et de la gratuité du crédit ».

4^e Dernières tentatives

A) Projet de Décret,

B) Projet d'Exposition perpétuelle.

A) PROJET DE DÉCRET

Rentré clandestinement à Paris, Proudhon est arrêté le 6 juin malgré la grande blouse blanche qui le travestit. Emprisonné à la Conciergerie il garde un moral excellent « Mon esprit est libre, aussi gai, aussi alerte que jamais ». Il se marie ; il écrit avec ardeur. Du 12 novembre 1849 au 10 février 1850 il discute avec Bastiat dans la *Voix du Peuple* sur le Crédit gratuit ; il est serré de trop près et il cesse la discussion.

Le 9 janvier il avait élaboré à nouveau un projet de décret en 13 articles (1) transformant la Banque de France en « Banque nationale » établissement de crédit appartenant au peuple et indépendant de l'Etat ; le capital est supprimé ; le taux de l'escompte est fixé à 10/0, mais pourra descendre jusqu'à 1/40/0 ; les Chambres de commerce l'administrent par des délégués et nomment un conseil de surveillance ; diverses mesures sont prises pour la liquidation des intérêts actuellement engagés dans la Banque de

1. T. XIX, p. 67 à 73.

France ; les articles 1905 à 1914 du Code civil sur le prêt à intérêt et la constitution de la rente, la loi du 3 septembre 1807 sur le taux légal de l'intérêt sont abrogés ; la « Banque nationale » est ainsi établie sur le principe du Crédit gratuit accepté « par la démocratie toute entière ».

Ce projet supposait l'acceptation préalable de la théorie mutuelliste : personne ne s'en soucia.

B) PROJET D'EXPOSITION PERPÉTUELLE

Proudhon avait toujours espéré quelque secours du prince Louis Napoléon ; il en avait fait la connaissance le 27 septembre 1848 et ils s'étaient entretenus de l'organisation future de la Société. En décembre 1849 il combine à Sainte-Pélagie un plan pour solliciter du président, qu'il commandite la Banque du Peuple rêvée ; il lui écrit encore à ce sujet en novembre 1850, mais ses tentatives demeurent stériles. Il persiste cependant, malgré les critiques véhémentes qu'il lui adresse, à voir dans Louis Napoléon « le mandataire de la Révolution » (1) qui ne doit pas « clôre mais continuer la série révolutionnaire » (2) et en 1855 il tente un nouvel... et dernier

1. Lettre à Louis Napoléon, 29 juillet 1852. Les rapports de Proudhon avec les Napoléons sont excessivement intéressants.

2. Entrevue avec M. de Morny, ministre de l'Intérieur, qui l'avait à cet effet autorisé à sortir de prison le 2 décembre 1851.

effort pour ramener les hommes à l'échange direct en réduisant autant que possible la monnaie.

Pendant la première Exposition universelle, l'Empereur eut le dessein de faire servir le Palais de l'Industrie à une fondation d'utilité publique qui témoignât de l'intérêt qu'il portait au bien-être des classes laborieuses.

Il chargea son cousin, Jérôme Bonaparte, président de la Commission de l'Exposition de lui présenter, une proposition à cet effet. L'Altesse Impériale connaissait Proudhon avec lequel il avait plusieurs points de contact (1) et qu'il recevait de temps à autre au Palais Royal. Il lui demanda son opinion.

Proudhon se garde bien de la refuser. Après quatre ou cinq années d'abstention il veut voir où en sont les idées (2), il a des conférences avec des experts, des praticiens, des « routiniers », il travaille pendant quatre ou cinq mois à construire son édifice ; il veut à nouveau faire passer l'idée de l'échange direct et du Crédit gratuit mais cette fois sans « manquer son coup ». Aussi fait-il corriger son projet par ses amis ; il faut qu'il tienne en quelques articles point effrayants « d'une discrétion suffisante » afin que les

1. Desjardins, *P.-J. Proudhon*, t. II. « Même haine de l'ancien régime, mêmes appétits, mêmes rancunes, même fausseté des conceptions, même violence des procédés ». Jérôme Bonaparte était le fils du roi Jérôme.

2. *Corresp.*, t. VI, p. 187.

adeptes et les « roués » soient les seuls à voir la portée de la nouvelle création.

Enfin il met sur pied la proposition suivante :

Il est certaines parties du domaine national, de l'ordre économique, qui ne peuvent être confiées à une exploitation égoïste équivalant à l'appropriation.

La concession du Palais de l'Industrie est de celle-là ; il sera donc mis, gratuitement d'abord, pour un loyer raisonnable ensuite, à la disposition d'une Société universelle et perpétuelle qui le transformera en local destiné à une exposition permanente des produits des travailleurs.

La Société a pour commanditaires tous ceux qui veulent en devenir clients ; tous ceux qui par leur travail, leurs échanges y sont intéressés : elle est un établissement de commission, d'échange, de crédit.

Le capital est fixé à 100 millions mais la Société commencera ses opérations dès que les souscriptions auront atteint un million ; celles-ci seront reçues en produits dont la vente donnera droit à des actions au porteur de 100 francs rapportant 4 o/o d'intérêt ; cet intérêt étant garanti par les produits, l'action devient une véritable monnaie préférable à tout autre instrument d'échange ; le capital exigé sera donc vite atteint.

La Société entre alors en action. Elle émet des *Bons généraux* d'échange garantis par les valeurs

emmagasinées, réalisées, en portefeuille ou en caisse; ils existent en coupures de 10, 20, 50 et 100 francs et servent de monnaie aux adhérents.

L'Escompte se fait sur promesse de remboursement en produits, en Bons, en espèces; si l'escompté accepte des Bons ou des produits il paye simplement une commission de $1/2$ 0/0; s'il exige des espèces on lui retient au contraire 4 0/0; l'escompte des effets de commerce se fait dans les mêmes conditions.

La Société fait sans intérêt les avances et prêts de produits contre produits ou services contre services; elle prête à l'agriculture les produits sur hypothèque dans les mêmes conditions; par exemple, charrues, bestiaux, etc., sur hypothèque du sol et surtout des récoltes. .

Au début les ventes et échanges se feront au prix fixé par les producteurs; mais petit à petit, la Société, centralisant toute la circulation, deviendra fatalement la régulatrice du marché; elle obtiendra aisément la stabilité des prix car elle réglera le change en balançant la hausse de certains produits par la baisse de certains autres; elle rétablit ainsi immédiatement l'équilibre, par suite la fixité de tous les prix; l'écart entre les prix maxima et minima tend à égaler zéro sans cependant pouvoir y arriver tout à fait.

Tous les produits sont alors « monétisés » et ramenés vers la valeur de la quantité ou qualité de

travail (1) qu'ils contiennent et le « Bon général » de la Société devient l'unité idéale : le franc de la nature et de l'humanité qui supprime forcément le numéraire tel qu'on le conçoit habituellement.

Il est clair que pour obtenir ce résultat il faut centraliser l'universalité de la circulation commerciale ; des succursales seront donc créées dans les départements et les communes.

La Société est dirigée par un Conseil d'administration nommé par tous les commanditaires-clients et renouvelable d'année en année par 1/5.

Elle est indépendante de l'Etat qui cependant garantit 4 o/o d'intérêt aux actionnaires.

Tout employé, après trente ans de service, a droit à une retraite égale à la moitié de son traitement « moyen ».

Les Bénéfices sont divisés en deux parts :

1° l'une ajoutée au capital ;

2° l'autre distribuée aux actionnaires qui auront à décider s'il n'y a pas lieu de réduire le taux des commissions, escomptes et intérêts de la Société.

Proudhon masque sa pensée ; il prend garde d'effrayer personne ; le ton, l'attitude vis-à-vis de

1. Voir *supra*, p. 25 et 83 (notes). Nous faisons encore remarquer que « l'écart entre les prix maxima et minima ne peut arriver tout à fait à zéro » et que les produits monétisés sont « ramenés vers la valeur de la quantité ou qualité de travail ». Le Bon d'Echange n'est donc pas l'équivalent du Bon de Travail de Rodbertus.

l'Etat, tout est fait pour endormir les adversaires ; il chante les bienfaits de sa Société et ne parle plus de l'anarchie ; le tigre rentre ses griffes et fait pattes de velours.

Mais ses idées n'ont pas changé ; il veut toujours la circulation gratuite grâce à la suppression du numéraire et le crédit gratuit grâce à l'échange des produits contre les produits ; la retraite aux employés, l'hypothèque sur récoltes sont les seules nouveautés.

Sa correspondance est édifiante à cet égard.

Que pense-t-il du capital de 100 millions et de l'intérêt de 4 o/o fait pour rassurer les bourgeois ?

D'après la théorie (Mutuellisme) le capital devrait être zéro ; mais « l'idée est pour le vulgaire, pour la Montre et aussi pour la Transition ». Quant au chiffre il n'y a pas de quoi vous étonner (1), il suffit de l'émettre par dixièmes ; chaque exposant ou « déposant » sera souscripteur pour au moins une action mais n'en versera que 1/10 ; les 9/10 restant demeureront à la souche du carnet et ne seront probablement jamais appelés par la Compagnie puisqu'il suffit qu'ils soient garantis. La Société pourra émettre sans frais un papier qui primera tous les autres ; on renoncera au remboursement en espèces afin de ne pas payer d'escompte et il est clair qu'une telle concurrence anéantira toutes les autres banques et « les puissances de Mammon ».

1. Lettre à Charles Edmond, 28 juin 1855. *Corr.*, t. VI.

Et il écrit plus nettement encore : « Avec l'Exposition perpétuelle nous aurons la circulation gratuite... l'aristocratie féodale par terre... la classe moyenne sauvée..., etc. (1). Il recommandait au Gouvernement de choisir avec soin le concessionnaire et espérait bien qu'on penserait à lui. Seulement, Napoléon III fut aussi « roué » que lui ! il reconnut l'utopie et n'accorda pas la concession.

Le projet de l'Exposition perpétuelle est la dernière tentative faite par Proudhon pour réaliser sa théorie du Mutuellisme ; jusqu'à sa mort (1862) il garde en elle la même confiance obstinée ; mais il a lancé le mouvement, l'idée a germé, elle triomphera sans lui, il peut s'adonner à d'autres travaux.

Le 24 janvier 1856 il écrit à M. Villiaumé (2) au sujet de ses œuvres qui concernent « la Banque du Peuple ou le Crédit gratuit » :

« L'idée d'une institution de crédit organisée sous
« la surveillance de l'État et fonctionnant, non plus au
« profit d'une Compagnie privilégiée de commandi-
« taires, mais au compte de la nation et au plus bas
« escompte possible est désormais une idée vulgaire
« que le public s'est assimilée, qui chaque jour sug-
« gère de nouveaux modes d'application et sur
« laquelle il ne m'appartient plus d'avoir, à moi, un
« système. Tant que l'idée mère a été contestée, com-

1. *Corr.*, t. VI, p. 192.

2. *Corr.*, t. VII, p. 16.

« battue, calomniée, je pouvais, je devais affirmer et
« soutenir ce que l'on appelait alors le système de
« la Banque du Peuple. Maintenant que l'opinion a
« marché... que l'hésitation... va se trouver rompue
« et dispersée, je n'ai plus à m'inquiéter de ce que
« deviendra l'idée, bien moins encore dois-je lui
« chercher une formule spéciale. »

Jolie révérence et très adroite ! Nous sommes loin de la violence, de l'emphase, de l'exagération de 1849 ! La Banque du Peuple ne devait-elle pas être la Solution du Problème social, la suppression des abus du capital, la disparition du numéraire, la mort du Gouvernement, etc. ? En n'y voyant plus sept ans après qu'une « institution de crédit au compte de la nation et au plus bas escompte possible » Proudhon ne revient-il pas subitement à une juste notion des réalités ? Ne condamne-t-il pas l'utopie pour sauver l'idée du crédit mutuel, du coopératisme ? Ne prévoit-il pas la part de vérité que contient son œuvre et dont la mise en relief restera son mérite dans l'avenir ?

C'est ce que nous allons essayer de démêler.

QUATRIÈME PARTIE

POURQUOI LE MUTUELLISME NE POUVAIT ÊTRE LA SOLUTION DU PROBLÈME SOCIAL

INTRODUCTION

La condamnation de l'intérêt et du numéraire inspire à Proudhon la conception du Crédit gratuit ou Mutuellisme ; les tentatives de réalisation de son système avortent ; malgré ses espérances, le novateur ne trouve pas la Solution du Problème social ; après avoir détruit — ou cru détruire — il ne peut construire ; quelles sont les causes de son échec ?

Proudhon n'aurait-il pas commis des erreurs théoriques et pratiques ? Ces erreurs ne l'auraient-elles pas conduit à concevoir une utopie ? Architecte rêvé d'un édifice social n'aurait-il même pas jeté les bases d'une modeste demeure ? son œuvre économique ne contiendrait-elle pas une parcelle de vérité ? C'est ce que nous allons essayer de rechercher.

Nous ne nous arrêterons pas au système de raisonnement de l'auteur ; une seule phrase le caractérise.

« J'ai montré que toute négation supposait aussi
« un système d'affirmation et qu'ainsi, la démolition
« méthodique de la Société était adéquate à la
« reconstitution méthodique de la même Société ».

On peut, sans en changer le fond, donner à l'argument la forme dialoguée suivante :

— Ce mur n'est pas noir, donc il est blanc ; je démolis cette maison, donc je la construis.

— Où se trouve alors la vérité ? Que prétendez-vous dire ?

— Je dis que blanc et noir donnent gris ; qu'une chose est vraie parce qu'elle est fausse ; que le monde ne comprends pas cela parce qu'il est ignorant et aveugle.

Nous ne relèverons pas non plus les fantaisies historiques sur l'origine de la propriété, du fermage, du prêt à intérêt, ni les interprétations inattendues de quelques phrases choisies dans la Bible ou les Evangiles. L'histoire et le sentiment sont d'ailleurs peu de chose en Economie politique. Ils ne sont rien près de l'intérêt qui pousse chacun à produire en vue de l'échange ou de la satisfaction de ses besoins personnels.

Nous n'avons nullement l'ambition, dans une étude aussi restreinte, de vouloir relever et réfuter toutes les erreurs économiques commises par Proudhon. L'Economie politique forme un édifice compact dont les parties s'étaient les unes sur les autres ;

la ramener au seul phénomène de la circulation c'est prétendre qu'un coursier peut galoper même s'il n'existe pas ; pour qu'une richesse circule il faut qu'elle ait été produite et que sa consommation soit possible. Aussi vouloir réfuter toutes les idées conçues par Proudhon serait vouloir faire une synthèse de la science économique toute entière.

Parmi les critiques de l'auteur sur la Propriété nous n'avons retenu (1) que celles relatives à la Circulation des richesses ; nous ne discuterons donc pas la légitimité de la propriété ; celle-ci est-elle justifiable par l'occupation ? une sorte de droit naturel ? le consentement universel ? la ratification de la loi ? la « sainteté » de la personne humaine ? le travail ? la liberté tempérée par la justice dans la réciprocité ? peu nous importe ici (2). Nous constatons simplement d'abord, que la propriété existe et que Proudhon prétend la maintenir avec l'hérédité qu'elle comporte ; ensuite que l'existence de la propriété entraîne inéluctablement l'existence du capital.

Nos observations commenceront seulement avec le fait de la circulation de ce capital ; nous demeurerons ainsi dans les limites que nous nous sommes assignées.

La synthèse impartiale que nous nous sommes

1. *Supra*, p. 12.

2. Voir à ce sujet les pages intéressantes de M. Aimé Berthod, *P. J. Proudhon et la propriété*. Thèse. Paris, 1910, p. 25 et suiv.

efforcé de faire des idées de Proudhon sur la Circulation en les isolant le plus possible des contradictions et du verbiage habituels à l'auteur, a déjà rendu apparents les vices fondamentaux du système.

Nous ne pouvons, sans nous exposer à de fastidieuses répétitions, reprendre et réfuter une à une les idées énoncées ; nous préférons aller droit au but et examiner la fragile architecture en prenant comme critère de vérité la notion de la Valeur, base de l'économie politique ; tout système qui prétend fausser cette notion ou n'en pas tenir compte est d'après nous voué à un échec certain.

De cette brève étude de la valeur découleront logiquement les observations suivantes :

Le numéraire n'est pas la cause de l'intérêt ;

L'instrument d'échange ne peut être une « Monnaie signe » ;

La monnaie est actuellement la garantie la plus simple et la meilleure de la circulation fiduciaire ;

La loi de réciprocité est impuissante à établir l'échange gratuit donc le Crédit gratuit ; à modifier la nature de l'escompte ; à tuer l'intérêt ;

Le « Comptabilisme » de Proudhon est erroné ; l'intérêt ne rend pas impossible l'achat des produits du travail ;

L'intérêt est non seulement légitime mais utile et bienfaisant, surtout pour les masses.

Nous aurons peut-être alors réfuté les principales

erreurs de Proudhon, et vu pourquoi le Mutuellisme n'a pu être la Solution du Problème social.

I

Notion de la Valeur

La Valeur est le jugement né de la comparaison entre deux biens quelconques ; elle est le rapport établi par notre esprit entre ces deux biens ; elle provient donc simultanément des individus et des objets eux-mêmes ; elle est tout ensemble psychologique et physique ; elle est composée d'éléments abstraits et concrets.

Elle peut se concevoir hors de l'échange ; l'homme isolé se fait une idée comparative des biens qu'il possède : eau, feu, fusil, hutte, etc., mais il est hors de doute que l'échange seul donne une cote à cette valeur et oblige les hommes à la concrétiser ; la valeur d'une chose se mesure ainsi par son pouvoir d'acquisition, par sa capacité d'échange.

Faite d'éléments complexes dont la qualité, l'intensité et le nombre varient avec les individus, dans le temps et dans l'espace, elle est toujours relative ; elle ne peut donc être déterminée par une cause unique.

Notre esprit, avide de clarté et d'unité, n'a pu, au cours des siècles, résister à la tentation de recher-

cher, à l'espoir de découvrir « la Cause » ; si cependant nous examinons attentivement les divers éléments constitutifs de la valeur, nous constatons l'impossibilité où nous sommes d'en détacher « la Cause » ; de même que nous sommes composés de chair et d'un élément qui échappe au scalpel, de même la valeur tient à la fois de la matière et de l'esprit ; c'est pour nous l'explication de bien des erreurs économiques.

Les éléments « physiques » de la valeur sont : la matière première ou substratum de l'objet ; l'éloignement : le coût de Production (rétribution du travail et du capital, frais généraux) qui donne à l'objet une valeur en lui permettant d'acquérir ~~un~~ pouvoir d'échange, d'être pour l'homme un objet de comparaison.

Les éléments « psychologiques » sont : l'utilité de l'objet ; le désir de l'acquérir ; sa rareté ou son abondance sur le marché ; l'effort ou la privation que représente son acquisition.

L'utilité est source de valeur, un homme altéré donnera davantage pour un verre d'eau que pour un diamant ; c'est la valeur d'usage ou valeur individuelle variant selon le besoin de chacun et l'intensité de son désir ; elle est complétée et rectifiée par la rareté : l'eau est généralement abondante et le diamant rare ; celui-ci vaut plus que celui-là ; c'est la valeur d'échange ou valeur sociale ; la rareté ne peut

être la cause unique de la valeur... si ce n'est pour le collectionneur. M. Philippe la Renotière von Ferrary (1) donnait 87 500 francs pour deux timbres de l'île Maurice. On peut seulement dire, d'une manière générale, que la valeur d'un bien tend à baisser quand la quantité de ce bien offerte est supérieure aux besoins, et à monter quand elle est inférieure ; c'est une constatation mais ce ne peut être une cause.

La théorie de l'Utilité finale distingue entre l'utilité d'une chose considérée en bloc *in genere* et l'utilité de chaque unité de cette chose ; elle établit que seule cette dernière nous importe ; ainsi la valeur de 6 seaux d'eau sera établie par la valeur du dernier seau tiré qui est celui auquel je renoncerais le plus aisément. La théorie est trop connue pour que nous insistions, elle montre l'idée psychologique contenue dans la valeur mais ne parvient pas à embrasser les éléments multiples de la valeur et à nous en révéler les causes. La satisfaction procurée ne peut être séparée de l'effort effectué pour l'obtenir ; l'utilité, même finale, la rareté sont plutôt des conditions de la valeur que des causes.

C'est pourquoi, Adam Smith le premier, et après lui, sous une similitude purement apparente d'ailleurs, les économistes des écoles les plus diverses et les

1. Possesseur de la plus grande collection de timbres-postes du monde entier ; décédé en été 1917.

plus opposées : Ricardo, Bastiat, Karl Marx, Fontenay, Paul Leroy-Beaulieu, ont voulu trouver dans l'effort, c'est-à-dire, dans le travail la cause de la valeur ; celle-ci serait constituée par la quantité de travail incorporée dans le produit. Au premier aspect l'hypothèse séduit ; elle permet de mesurer aisément la valeur et elle lui donne pour base un fondement moral, une idée de justice. Si le travail cependant était la seule cause de la valeur il devrait logiquement en résulter que celle-ci est immuable et que là où le travail est nul la valeur est nulle. Or la réalité est toute différente ; des objets ayant coûté la même somme de travail se vendent à des prix différents ; les sources minérales, le diamant, même brut et non encore découvert ont « une valeur. »

Ce serait en outre admettre que la valeur est un produit, or comme l'utilité et la rareté, l'effort, condition de la valeur, n'est pas dans la chose mais en dehors d'elle.

Il faudrait au demeurant expliquer d'où vient la « valeur » du travail ; on tourne ainsi sur soi-même sans pouvoir avancer.

Les grands protagonistes de la « valeur en travail » se sont d'ailleurs inconsciemment appliqués à détruire dans leur théorie l'idée de justice qui la rendait séduisante. Bastiat entend en effet, par travail, le travail épargné... donc pas toujours la peine personnellement prise ! Karl Marx voit la source

de la valeur dans le travail social, donc indépendant de l'effort individuel.

Ainsi l'étude rapide des causes éventuelles de la valeur nous donne d'excellentes indications mais nous interdit de conclure à une cause unique ou de donner à l'une d'elles un coefficient immuable.

Le coût de production, l'utilité, la rareté, le travail contribuent conjointement à provoquer le jugement comparatif que nous portons, souvent inconsciemment, quand nous évaluons un objet ; à déterminer les conditions de la valeur. N'admettre qu'une seule de ces conditions ; établir sur cette seule base tout un système d'économie politique, c'est ignorer totalement notre nature et faire abstraction de la contingence des faits.

Telle est cependant l'erreur initiale commise par Proudhon. Sans aller, comme Karl Marx, jusqu'à croire à la possibilité de la valeur absolue en travail, il admet que l'intérêt — frais de rétribution du capital — étant appelé à disparaître, l'estimation de la valeur, c'est-à-dire le prix, doit tendre à se rapprocher de l'estimation en travail. Dans sa pensée, le travail devient alors l'élément constitutif, la seule cause de la valeur. « L'ouvrier crée des valeurs, rien de plus rien de moins » (1). « La matière ne vaut rien » c'est-à-dire la matière, le capital ne

1. Voir *supra*, p. 26 et suiv.

peuvent travailler, donc ne peuvent constituer partie intégrale de la valeur puisque celle-ci vient du travail.

C'est pousser la logique jusqu'à l'absurde. Proudhon admet la propriété, donc la matière première fait au moins l'objet d'un droit de possession ; le détenteur peut la garder et même la détruire ; en outre elle doit être extraite, ou préparée, ou amenée à tel endroit avant d'être travaillée ; le bref exposé des causes de la valeur nous montre qu'elle « vaut » quelque chose du seul fait de son existence.

Nous ne nous attarderons pas davantage. Faire abstraction de l'élément psychologique de la valeur, nier l'existence de la loi de l'Offre et de la Demande, c'est ignorer le cœur humain et les conditions de la vie économique et sociale (1).

Pour soutenir sérieusement la thèse de l'improductivité du Capital et conséquemment donner comme base unique de la valeur le travail effectué sur le produit, Proudhon aurait dû renoncer à maintenir la propriété ; ses raisonnements sur ce point ne sont qu'un piteux essai de mystification par verbiage.

1. Nombre de socialistes et collectivistes ne veulent cependant pas encore l'admettre.

II

Le numéraire n'est pas la cause de l'intérêt

C'est cependant sur cette base fuyante et fictive, sur cette fausse compréhension de la valeur, qu'il s'appuie pour condamner le numéraire, devenu pour lui, nous l'avons vu, seule cause de l'intérêt.

Il est peut-être nécessaire de dire ici quelques mots sur le prix.

La valeur, composée d'éléments complexes, abstraits pour la plupart, est rendue réelle par le prix ; celui-ci est l'estimation de la valeur en vue de l'échange ; il en est la concrétisation, la représentation ; cette représentation se fait à l'aide d'un instrument d'échange universellement admis ; la monnaie ou ses substituts : le numéraire, représentation acceptée par tous de toutes les valeurs. Le numéraire rend donc réellement l'échange « direct, égal pour tous » (1) ; c'est lui qui épargne à la société les inconvénients du « troc » en usage chez les peuplades primitives.

Grâce à la civilisation qui régularise dans une certaine mesure les besoins et les désirs ; grâce à la facilité toujours plus grande des moyens de commu-

1. Voir *supra*, p. 38.

nication, au perfectionnement de l'outillage, aux inventions techniques, à la libre concurrence, le prix, en temps normal, tend à s'uniformiser dans l'espace, à se « démocratiser », à se rapprocher du coût de production, à représenter, par conséquent la valeur de sa production.

Celle-ci comprend :

1^o Prix des matières premières, les frais de transport, de vente, les frais généraux ; l'intérêt du capital engagé ; l'amortissement du matériel et du capital ;

2^o Salaire du personnel engagé.

Le premier groupe renferme les frais du capital, le second les frais du travail. Or, sa conception de la valeur ayant amené Proudhon à accepter comme un dogme « l'improductivité du capital » les frais relatifs à ce dernier n'ont plus de raison d'être ; un seul fait assure leur maintien ; l'existence du numéraire, ainsi que le confirme le fonctionnement de la Banque de France (1).

En effet, puisque ce qu'on appelait jusqu'alors le capital est improductif, c'est donc le numéraire qui porte intérêt, c'est lui qui est le vrai « capital » et il déclare, « le capital c'est le numéraire » ; aucun de ses contradicteurs ne peut le contraindre à distinguer ou à précier ; il jongle avec les mots et se dérobe.

1. Voir *supra*, p. 66.

De cette confusion en découle une autre : l'intérêt est la rétribution qu'exige le numéraire pour servir d'intermédiaire ; il représente les frais de circulation du numéraire ; si on supprimait ces frais, l'intérêt disparaîtrait.

L'assimilation du numéraire au Capital est un escamotage que nous ne nous attarderons pas à réfuter, le bon sens s'en charge ; le numéraire n'est qu'un simple instrument de circulation ; l'or et l'argent ne sont que des marchandises improductives en elles-mêmes ; entassées dans une armoire, ils ne peuvent porter intérêt et l'homme le plus riche est celui qui n'a pas d'argent chez lui, mais fait fructifier sa monnaie en en louant l'usage, ne gardant sur lui qu'un carnet de chèques.

L'argument tiré du fonctionnement de la Banque de France ne nous semble pas davantage devoir être retenu. Proudhon ne s'est pas trompé en constatant que les billets émis par cet établissement étaient effectivement garantis par la nation toute entière ; mais il a tort d'en conclure que l'encaisse de la Banque est la seule source de l'intérêt et que l'escompte doit disparaître en même temps que cette encaisse dérisoire.

En réalité, l'escompte rétribue le capital que représentent les billets émis : un capital rendu liquide et mis en circulation ; immobilisé, ce capital appartient à la collectivité des individus, à la nation ; mais

pour sa commodité, la collectivité a cru devoir confier à un établissement particulier le « privilège » de le « mobiliser » dans certaines conditions (1).

L'encaisse métallique n'est donc pas la source des bénéfices de la Banque de France ; ces bénéfices sont dus à la mobilisation privilégiée du capital collectif.

Peut-être y a-t-il lieu de regretter les conditions d'octroi de ce privilège ; mais précisément parce que celui-ci porte une grave atteinte à la libre disposition du Capital, il ne peut être invoqué contre l'intérêt. « Quand, disait Bastiat (2), pour atteindre « la légitime rémunération du capital, vous frappez « les illégitimes extorsions du privilège, cet artifice « ne renferme-t-il pas l'aveu que vous êtes impuis- « sant contre les droits du Capital exercés sous l'em- « pire de la liberté. »

« L'émission d'une chose que le public recherche « —à savoir les Bons au porteur—est interdite à tous « les Français, hors un. Ce privilège met celui qui en « est investi en situation de faire de gros profits. Quel « rapport cela a-t-il avec la question de savoir si le « capital a droit de recevoir une récompense *libre-* « *ment* (3) consentie ? »

1. Il y a lieu de remarquer que la loi ne prévoit aucun rapport obligatoire entre l'encaisse métallique et l'émission des billets, s'en remettant sur ce point à la prudente sagesse de la Banque.

2. *Art. de J. t.* III, p. 276. Lettre de Bastiat.

3. C'est Bastiat qui souligne.

L'intérêt ne rétribue nullement le numéraire, il apparaît aussi bien dans la vente que dans le prêt.

Dans la vente, les principaux éléments qui concourent à former ce qu'on désigne généralement sous le nom « d'intérêt » peuvent se décomposer comme suit :

1° *Rétribution du capital.* — a) Pour le service rendu en facilitant la production (1) et la vie économique sociale ; le capital étant un des trois agents (2) de la production possède par lui-même une certaine productivité.

b) En compensation du travail accumulé et de l'intelligence qui a contribué à la formation du capital.

Le taux de cette rétribution varie selon la plus ou moins grande rareté des capitaux.

2° *Amortissement du capital engagé*, sans lequel la société, incapable de reconstituer la richesse acquise, irait en s'appauvrissant.

3° *Rétribution spéciale*, sorte de prime contre les crises ou le risque couru du fait de l'initiative prise : assembler les matériaux utiles et la main-d'œuvre individuelle de façon à en tirer une force collective plus grande, etc. ; puisque cette rétribution qu'on pourrait appeler « profit » correspond à un risque réel, elle est légitime et ne dépouille nullement le travail-

1. Voir *infra*, p. 157 et suiv.

2. Les trois agents de la production sont la Nature, le Travail humain, le Capital.

leur d'une part du fruit de son travail individuel (1).

4° Pour une part infime seulement, *les frais de circulation* du capital, toujours supportés en définitive par le consommateur ou le bénéficiaire du service (impôts, timbres, frais d'actes, d'assurances, etc...) part qui, en temps normal, devrait tendre à s'approcher de zéro.

Dans le prêt, les éléments sont sensiblement les mêmes, mais leur coefficient particulier varie; nous y reviendrons en étudiant le régime de l'escompte sous la Loi de la réciprocité.

Les frais de circulation du numéraire, s'ils contribuent pour une faible part à former ce qu'on appelle communément « intérêt » ne peuvent en rien lui être assimilés. Si d'ailleurs on arrivait à les supprimer, à rendre la circulation gratuite, il n'en résulterait pas que le prêt serait gratuit. « C'est comme si l'on « disait que lorsque les frais de transport de Bordeaux « à Paris seront anéantis, les vins de Bordeaux se « donneront pour rien à Paris. Vous n'êtes pas le « premier qui se soit fait cette illusion. Law disait : « La Loi de circulation est la seule qui puisse sau- « ver les empires. Il agit sur ce principe, et au lieu de « sauver la France, il la perdit (2) ».

Nous pouvons d'ailleurs remarquer que les différentes sources de l'intérêt sont aussi pour une part

1. Voir *supra*, p. 29.

2. *Art. de J.*, 3^e vol., p. 223. Lettre de Bastiat.

source de valeur, base du prix, donc de la vente ; il en est ainsi particulièrement de la rémunération du Capital, toujours compris dans le prix de vente ; pour la supprimer Proudhon aurait dû, ou renoncer au Capital dont il reconnaissait le maintien indispensable, ou préconiser la « Vente gratuite », c'est-à-dire la suppression de la vente et son remplacement par le Don !

III

L'instrument d'Echange ne peut être une « Monnaie Signe »

Pour supprimer le numéraire, Proudhon prétend le remplacer par un instrument d'échange de nulle valeur intrinsèque, par du papier ; il ne croit pas au « Papier-Monnaie » (1) simple feuille émise par l'Etat sur la seule garantie de sa signature ; il n'aime pas l'Etat, et se méfie de la tentation que serait pour lui le droit d'émettre les billets ; les Socialistes éstatistes (2) reprennent actuellement ses critiques violentes et parfois judicieuses contre la Banque de France, mais se séparent nettement de lui en voulant faire de notre institut d'émission une banque d'Etat.

Proudhon voulait créer, avons-nous vu, un « Bon d'Echange » représentatif de valeur créée, escomp-

1. Assignat de la Révolution.

2. Jean Bon-Barthe, *Officiel*, mai 1918.

table près d'une Banque libre devenue réellement la « dispensatrice du crédit par l'escompte (1) ».

Il désirait la mobilisation de toutes les valeurs imaginables au moyen d'un bon de papier universellement admis pour l'échange ; l'émission n'eût été que le signe des valeurs existantes et eût provoqué la création de nouvelles valeurs par le seul jeu de sa circulation. Le capital circulant augmentant à l'infini sans entraîner aucun frais, la richesse augmentait, elle aussi, à l'infini !

Hypothèse séduisante contenant une part de vérité, mais échafaudée sur une base croulante, à savoir : l'Instrument d'Echange peut n'être qu'un « signe » n'ayant aucune valeur substantielle intrinsèque, mais seulement une valeur extrinsèque, morale, pour ainsi dire.

Peut-il en être ainsi ? Ce serait une révolution complète de l'idée des masses sur les « instruments d'échange ».

Les préjugés, la routine, la mentalité du moment ne peuvent certes nous porter à condamner un changement qui serait un progrès ; mais le remplacement de la monnaie actuelle, ayant une valeur intrinsèque, par une monnaie sans valeur intrinsèque, ne nous paraît pas un progrès.

1. Nous employons ici en l'adaptant l'heureuse définition de la Banque de France par M. Labroue, lors de la discussion à la Chambre des députés sur le renouvellement du Privilège (Séance du 28 mai. *J. off.* du 29 mai 1918).

La Monnaie-type, en effet, est une marchandise servant d'instrument d'échange, instrument portant son gage avec lui-même, parce que sa valeur n'est autre que celle de sa matière.

On ne peut dire d'une pièce de 1 franc qu'elle « vaut » un franc ; elle vaut ce que valent 5 grammes d'argent. Et c'est bien pour cela qu'elle est acceptée par chacun ; on est sûr que sa valeur n'est pas arbitraire.

De nos jours, la base du système monétaire des nations civilisées est la Monnaie métallique, constituée par une ou deux marchandises dont la valeur est universellement reconnue (étalon or ou argent) : le billet de Banque, en temps normal, n'existe que par elle et avec elle ; il est admis dans la circulation pour la valeur « promise » sur ses faces parce que chacun « a confiance » de pouvoir se le faire rembourser en métal (or ou argent) à tout moment et partout.

Cette confiance a mis de longues années à se développer, à chasser les soupçons de nos masses paysannes ; plus près de la nature, elles restent plus près de la réalité ; sachant que l'échange suppose la cession d'un service contre un service, d'une marchandise contre marchandise, elles avaient peine à croire que le papier puisse être par lui-même un service, une marchandise, en un mot, une valeur ; c'est seulement quand elles surent que ce papier étant garanti

par une marchandise pouvait être, en sorte, assimilé à une marchandise, qu'elles eurent confiance en lui ; aussi quand cette confiance est ébranlée le papier perd de sa valeur ; ce qui nécessite, en cas de crise, la substitution du cours légal ou du cours forcé au cours libre.

Cette constatation prouve que, dans l'état actuel de la société, si le papier peut servir de substitut à la monnaie, il ne peut la chasser (1).

L'or, et en général l'argent, quoiqu'à un plus faible degré, en un mot la monnaie métallique, est par essence, d'une part, à la fois et d'une manière indissoluble, une marchandise et un instrument d'échange ; d'autre part, « une certitude » par opposition au papier qui n'est qu'une promesse : c'est là hors de tout préjugé une constatation matérielle et psychologique tout ensemble, qui sera vraie tant que la nature humaine ne sera pas complètement modifiée. L'erreur de Proudhon est de ne pas s'en être rendu compte ou d'avoir cru pouvoir passer outre.

Il semble par ailleurs s'être laissé fasciner par un mirage ; l'instrument d'échange se multipliant à l'infini augmente la richesse. Illusion dangereuse !

La richesse d'une nation comme d'un individu, dépend de son capital ; or la multiplication des moyens d'échange, à un moment donné, n'entraîne pas forcément la multiplication du capital. La circu-

1. Même abstraction faite des paiements internationaux.

lation fiduciaire de la France a, depuis la guerre, augmenté d'environ 23 milliards, qui oserait prétendre que la France est plus riche d'autant ?

D'ailleurs, sans parler des échanges internationaux, ni du change, l'augmentation des moyens de paiement par simple émission de papier est forcément limitée par le nombre, l'importance et la fréquence des échanges à l'intérieur du pays ; elle doit être proportionnelle à l'activité économique, mais ne la crée pas ; elle est mesurée dès l'instant où les marchandises augmentent de valeur sans s'être raréfiées. Si on peut dire avec Yves Guyot que les crises sont dues en grande partie « à un excès de consommation des capitaux circulants », il n'est pas moins juste d'affirmer que l'excès des capitaux circulants les rendent inévitables.

La monnaie de papier accroît la richesse d'un pays seulement dans la mesure où elle permet de diminuer, sans ébranler la confiance des nationaux, son stock monétaire (1) qui peut être destiné alors à favoriser les conditions de l'échange international.

La guerre actuelle semble apporter à cette assertion un sérieux démenti : nous assistons au retrait presque absolu de l'or et à une émission de papier hors de proportion avec l'encaisse métallique des grandes institutions de crédit (2) ; beaucoup con-

1. Gide et Rist, *Opusc. cité.*

2. D'après un tableau de la Situation économique et financière,

cluent, en conséquence, que la garantie du billet, ainsi que l'avait fait observer Proudhon, est donnée uniquement par le Crédit du pays lui-même et que l'or n'est plus d'aucune utilité.

Nous ne pouvons aller aussi loin ; il est certain que la confiance faite au billet vient de la confiance du public en la richesse de son pays, donc en sa propre richesse ; dans des périodes de foi patriotique, cette confiance peut être psychologiquement immense, mais elle reste, en fait limitée ; qu'un cataclysme soit en vue, le public, plus ou moins vite, selon sa résistance morale et l'intensité de sa foi, transforme ses titres de crédit les moins sûrs en titres plus sûrs ; puis, si possible, en monnaie saine, ce qui prouve qu'en dernière analyse, la base du crédit populaire est encore la monnaie métallique, l'or. Nous remarquons d'ailleurs que l'Angleterre, le pays qui a le moins restreint la circulation de l'or, est le pays où le crédit s'est le mieux soutenu (3).

le rapport entre les encaisses métalliques et la circulation fiduciaire en France et en Allemagne, s'établissait comme suit :

(En millions de francs)		Or	Argent	Circulation
Banque de France...	5-12-18	5.468	320	28.733
Banque d'Allemagne..	15-11-18	3.188	27	34.088

3. Le 27 novembre 1918, la Banque d'Angleterre possédait une encaisse or de 1 milliard 896 millions pour une circulation de 1 milliard 650 millions seulement ; les Currency Notes en circulation s'élevaient à 7 milliards 409 millions gagés par 713 millions d'or et 6 milliards 895 millions d'effets du Trésor ; dans les deux cas le montant de la garantie matérielle était supérieur à celui de la circulation fiduciaire.

Il y a lieu, en outre, de remarquer que la guerre entraîne à l'intérieur des pays belligérants la mise en tutelle et souvent la suppression de la liberté économique ; nous nous trouvons là en face d'une anomalie qui ne peut servir d'argument à un système qu'on voudrait voir appliqué d'une façon permanente ; ce phénomène est l'exception qui confirme la règle.

IV

La garantie proposée par Proudhon est une utopie ; la monnaie est la garantie la plus simple et la meilleure de la circulation fiduciaire.

D'après Proudhon, le numéraire serait inutile si tout le monde consentait à s'en passer ! Le consentement mutuel, universel et libre, telle doit être la garantie du nouvel instrument d'échange.

On conçoit aisément que Proudhon soit arrivé à cette conclusion. Si le nouveau billet n'était pas accepté par tous, deux prix des objets ou des services s'établiraient vite ; l'un destiné à être acquitté en billets, l'autre en monnaie métallique, et l'intérêt réapparaîtrait sous une forme encore plus arbitraire.

En théorie, la garantie de l'instrument de l'échange mutuelliste est purement psychologico-morale ; elle suppose une confiance universelle illimitée dans

l'établissement émetteur, de tous les membres de la société entre eux, de la Banque dans tous les membres.

Les individus seront, dit Proudhon (1), comme des joueurs auxquels le chef d'un établissement de jeu consent à remettre, contre signature, des jetons qui circulent entre eux.

Là encore l'image n'est pas un argument, car dans ce cas les individus sont connus du chef d'établissement et le règlement se fait sans délai, après le jeu ou le lendemain ; en outre, pour les joueurs, c'est la solvabilité du tenancier qui garantit les jetons et non la signature de quelques-uns d'entre eux.

Comment des millions d'individus ayant des intérêts différents souvent opposés, pourraient-ils avoir une confiance illimitée sur la simple parole, la simple promesse de leurs semblables ?

On ne peut répondre à cette question sans entrer en pleine utopie.

Aussi, Proudhon, dans ses essais d'application, a fait du consentement universel la condition indispensable pour la circulation de son bon d'échange, mais a cherché ailleurs une garantie à la valeur de ce bon.

Dans la Banque d'échange, il a cru la trouver dans les produits acceptés ou vendus, livrés ou prochain-

1. Voir *supra*, p. 58.

nement livrables (1) ; l'article 17 (2) est même contradictoire ; il est ainsi conçu :

« Les bons d'échange sont perpétuellement échangeables à vue à la Banque et chez tous les sociétés contre des marchandises ou services de toute nature.

« Réciproquement, les marchandises ou services de toute nature sont perpétuellement échangeables à vue à la Banque contre des Bons d'échange. »

Le deuxième alinéa est conforme à l'esprit du projet ; la Banque aura des magasins, elle pourra délivrer des marchandises contre des Bons d'échange ; mais le premier, lui, est absolument contraire ; il laisse supposer, en effet, que la Banque délivrerait des bons contre des marchandises qui, quoique non vendues, deviendraient la garantie des bons.

Or l'article 22 (3) sur l'escompte, opération primordiale de la Société spécifie que le bon ne doit être représentatif que de produits livrés, facturés ou acceptés, c'est-à-dire vendus (quoique non payés). La Banque ne peut donc les délivrer contre des marchandises non vendues ; la valeur du billet serait en effet incertaine, dépendrait d'une vente future, subirait les fluctuations de la valeur des marchandises, ce qui est formellement contraire à la théorie de Proudhon, particulièrement à l'article 22 précité, aux

1. Voir *supra*, p. 82.

2. Voir Annexes, p. 170.

3. Voir Annexes, p. 171.

articles 30 à 36 sur les ventes et achats de consignations, à l'article 51 : « La Banque ne se livre elle-même à aucune entreprise » ; or l'achat des marchandises impliquerait la nécessité de revente, donc de négoce, d'entreprise ; aux explications complémentaires de l'auteur « Consignez-moi vos marchandises (1), etc. », le terme change : consignez et non « donnez » et toute une procédure spéciale est fixée pour la consignation ; à la création prévue d'une Société mutuelle pour les achats et les ventes, aux protestations énergiques de Proudhon contre l'assimilation de sa Banque avec celle de Mazel « Je la répupie entièrement pour le fond et pour la forme (2), or la Banque Mazel achetait les marchandises qu'elle payait en bons d'échange, puis les revendait aux consommateurs contre ces mêmes bons ». Si Proudhon répudie cette façon d'agir, il ne peut vouloir que sa Banque s'y livre.

Cette disposition ne se trouve pas d'ailleurs dans l'acte de constitution de la Banque du Peuple.

Le deuxième alinéa de l'article 17 semblerait donc être un lapsus, une inadvertance ; c'est l'opinion de Gide et Rist (3), malgré les interprétations de Courcelle, Senenol (4), Ott (5) et Diehl (6).

1. *Sol. Prob. soc.*, p. 199.

2. *Art. du Peuple*, 7, XII, 1848.

3. *Hist. Doct. économiste*, p. 363, note.

4. *Traité des opérations de banque*, 9^e édition.

5. P.-J. Proudhon, *Seine Lehre und sein Leben*.

6. *Traité d'Economie sociale*, 1851.

En ce qui concerne la Banque d'échange, l'habitude exagérée de Proudhon de vouloir, au nom de la réciprocité, que la contre-partie d'une loi soit aussi vraie que la loi, explique cette inadvertance. Mais si dans son œuvre entière et contradictoire nous cherchons quel peut être le fonds de sa pensée sur ce point, nous trouvons que, malgré ses dénégations, cette idée d'échange d'un bon contre une marchandise non vendue lui est familière.

Il la reproduit particulièrement tout au long dans son projet d'Exposition perpétuelle (1).

Nous estimons donc que si l'article 17 est une inadvertance dans le projet de la Banque d'échange, il est bien l'expression de la pensée de Proudhon sur cette matière en général, et alors la garantie qu'il propose est bien précaire (2).

En se rapprochant de la réalité, il se condamne encore davantage.

Dans la Banque du Peuple (3), il cherche la garan-

1. Paragraphe 2 : Emission du Papier de la Société.

» 3 : Escompte des marchandises.

» 4 : Avances et prêts de produits contre produits.

2. Nous nous trouvons encore en face d'un défaut de logique de l'auteur. Sa passion pour l'Antinomie lui en a fait commettre beaucoup; en ce qui concerne la circulation des richesses nous citons particulièrement :

Assimilation du numéraire au capital ;

Confusion entre capital au produit ;

Assimilation de la vente à terme à la vente au comptant ;

Contradiction au sujet de l'impôt, etc...

3. Voir *suprà*, p. 94.

tie de son papier dans les effets de commerce à deux signatures, les commandes et factures acceptées, la consignation des marchandises, les cautions, les hypothèques, enfin les garanties personnelles ; il suppose aux adhérents des biens meubles et immeubles ; il accepte qu'on poursuive dans leurs biens les endosseurs des effets protestés (1) ; on ne voit pas où est le crédit gratuit, précieux justement pour ceux qui n'ont rien ! La Banque du Peuple devient une Banque ordinaire, ce qui faisait dire à Karl Marx : « c'est du socialisme de petit bourgeois ».

En outre, il admet la responsabilité solidaire ; il la repoussait au début (2), et il avait raison, car comment des gens qui ne se connaissent pas pourraient-ils se porter garants les uns des autres ? La seule garantie de l'instrument d'Echange ne devait-elle pas être l'acceptation universelle et libre du billet ; s'il reconnaît qu'autre chose est nécessaire, où se trouve la réforme ?

En un mot, il substitue à une garantie morale des garanties réelles : ce fait se retourne contre lui ; il est la preuve que l'instrument de circulation des richesses doit être garanti, non par un élément psycho-

1. *Sol. Prob. soc.*, p. 233.

2. Particulièrement *Sol. Prob. soc.*, p. 215 à 241. « Toute la question pour la Banque d'Echange se réduit donc à établir une prime de commission suffisante pour parer aux éventualités des non-valeurs ; ce qui supprimerait la solidarité entre les Membres, car cela créerait une sorte de régime d'assurances. »

logico-moral, mais par une richesse positive ; dès lors le numéraire accepté librement par tous, parce que à la fois marchandise et certitude, est une garantie bien supérieure à toutes celles qu'il propose ; en effet, la promesse d'un inconnu n'inspire pas confiance : les produits non livrés, restant entre les mains des tirés, sont un gage précaire ; leur stockage dans des entrepôts, même s'il était possible pour l'universalité des échangistes, ferait suivre au billet les multiples variations du cours des marchandises et ne permettrait pas l'émission des billets pour une valeur égale à celle des marchandises (1).

Depuis Proudhon, les événements ont marché, élargissant le cercle des idées, et nous avons souvent songé à la forte garantie que donnerait à la circulation fiduciaire nationale et internationale, un billet de banque international ; mais la création de ce billet se heurte à des obstacles quasi-insurmontables ; il exigerait des nations à circulation saine, des sacrifices considérables consentis pour les autres, sacrifices qui seraient à renouveler incessamment, les nations ne pouvant suivre une marche ascendante relativement égale et simultanée vers la richesse ; il nécessiterait un contentement universel entre des hommes ayant des intérêts différents, souvent nette-

1. Voir ce qui se passe actuellement dans les docks, entrepôts warrants, etc.

ment opposés, même à l'intérieur d'une Société des Nations si parfaitement organisée fût-elle.

Nous croyons certes que du seul point de vue financier la création provisoire d'un tel billet serait possible pour la liquidation ou la compensation de comptes nés d'intérêts nationaux communs ; le prêteur peut, en effet, avoir intérêt à ne pas surcharger la situation du débiteur ami, au point de ralentir ou d'entraver sa production et de retarder ainsi la prospérité dont dépend le recouvrement de sa propre créance. Mais ceci même prouve que le billet ne serait pas complètement international ; qu'il ne circulerait qu'entre un groupe de nations, cessant dès lors d'être sûr puisqu'il ne serait pas universel, et surtout qu'il ne pourrait avoir qu'une existence provisoire, la base sur laquelle il repose : un intérêt commun, étant essentiellement précaire (1).

Nous en avons conclu que le billet de banque international, lui-même, n'offrait pas une garantie satisfaisante ; un système monétaire doit avoir une

1. D'après certains journaux, la France aurait, après l'armistice tenté sans succès de créer une Banque Internationale. Le *Daily Mail* d'après *l'Intransigeant* du 7 janvier 1919 écrit : « Une proposition officieuse de la France tendant à la création d'une Banque de la Ligue des Nations, banque qui émettrait des valeurs et aiderait à la réorganisation des finances européennes, semble rencontrer peu de faveur ». M. Stern a déposé en décembre devant la Chambre des députés une proposition de loi dans ce sens (*J. off.*, 3 déc. 1918). Consulter aussi à ce sujet le livre de A.-E. Stilwell. *The Great Plan, how to pay for the war*. Hodder and Stoughton. London, 1918.

base stable, universellement acceptée, non par fraternité, par un vague sentiment de solidarité dont les manifestations ne pourraient d'ailleurs subsister sans une force supérieure d'autant plus haïssable qu'elle serait plus supérieure, c'est-à-dire plus éloignée des intérêts de chacun, mais une base universellement acceptée par l'intérêt individuel (1).

Dans tous les cas, la disparition du numéraire n'affecterait en rien l'existence de l'intérêt.

En admettant même que le « Bon d'Echange » ait pu se substituer totalement à la monnaie, que l'humanité, subitement transformée, n'eût pas attaché plus de prix à un lingot d'or qu'à une liasse de papiers garantie par des valeurs créées ou commandées, sujettes à dépréciations, en eût-il résulté la disparition de l'intérêt ?

Proudhon n'a pu l'espérer qu'en confondant les notions de capital et de numéraire après avoir méconnu la notion de la valeur ; pourquoi d'ailleurs l'usage du Bon d'Echange ne porterait-il pas intérêt dans la même mesure que l'argent ?

1. Trois commissions d'experts, choisis en Angleterre par le Chancelier de l'Echiquier, et dont la plus récente fut présidée par Sir R. Vassar Smit, président de la Lloyd's Bank, ont repoussé les suggestions utopistes relatives à la création d'un système monétaire uniquement fiduciaire, et ont déclaré qu'il fallait maintenir l'étalon d'or et provoquer la diminution de la monnaie fiduciaire pour obtenir la consolidation du crédit et le dégonflement des prix (Voir la *Situation Economique et Financière*, du 18 jan. 1919).

C'est, répond l'auteur, en vertu de l'application de la loi de réciprocité qui transformerait toutes les opérations d'échange en vente au comptant, et rendrait à l'escompte sa véritable nature.

V

La loi de réciprocité est impuissante à établir et à justifier le crédit gratuit, à modifier la nature de l'escompte, à tuer l'intérêt.

Un bien présent n'a pas plus de valeur qu'un bien futur et aléatoire, pense Proudhon. En effet, dit-il, tout échange, s'il est équitable, suppose l'équivalence des deux valeurs échangées et n'implique, par conséquent, ni gain, ni perte d'aucun côté.

Il peut, à un moment, y avoir une dupe, mais en ce cas le profit de l'un a pour compensation exacte le dommage de l'autre, en sorte que dans tout les cas, le résultat final, au point de vue social, est zéro. Le prêt n'est qu'un échange réciproque au comptant, et doit donc n'occasionner ni gain, ni perte; le mécanisme actuel de l'escompte est uniquement dû à l'existence du numéraire (1).

Argument spécieux, en vérité. Qui acceptera, de gaieté de cœur de jouer le rôle de dupe ? Pour qui

1. Voir *supra*, p. 65 et suiv.

sera-ce une compensation de penser que l'ensemble des richesses sociales n'est pas pour cela modifié ? Qui se consolera de n'avoir pas de pain à manger parce qu'il verra son voisin manger pour deux ? L'humanité ne peut être assimilée à un homme seul n'ayant qu'un seul livre de compte et qu'une seule bouche.

L'échange nécessite *a priori* la présence de deux ou plusieurs parties ; l'homme seul ne peut échanger ; en voulant frapper l'imagination par une discussion d'allure rigoureusement mathématique, Proudhon sort de la réalité pour entrer dans le conventionnel.

L'argumentation est d'ailleurs viciée dès l'origine, car elle laisse de côté l'élément psychologique de la valeur et refuse toute part à l'élément « temps ».

En réalité dans l'échange chacun agit comme s'il faisait le raisonnement suivant : « Ce que je cède vaut moins pour moi, au moment où je le cède, que ce que j'acquiers, sans quoi je ne le céderais pas » ; et son coéchangiste tient le même raisonnement ; ainsi chaque partie estime recevoir plus qu'elle ne donne et elle a raison puisque l'utilité varie selon les besoins et les désirs de chacun. Les valeurs échangées sont donc inversement inégales, mais grâce au « prix », on peut dire cependant que mesurée à une commune mesure elles sont de même grandeur.

Le mécanisme actuel de l'échange n'est une dupe-

rie pour personne, même dans le prêt, cet échange particulier qui, sous sa forme la plus commerciale, donne naissance à un intérêt désigné sous le nom « d'Escompte ».

L'Escompte, en effet, tire sa source, non du numéraire improductif en lui-même (1), mais précisément de la loi de réciprocité invoquée par Proudhon lui-même.

Prêter ou escompter, c'est « donner » du temps et courir un risque.

Si mon ami doit employer un an à gagner 6.000 fr. et que je lui donne cette somme aujourd'hui même :

1° Je lui ai « donné » un an ;

2° Je cours le risque de ne pas être remboursé dans un an.

S'il m'apporte un billet qui vaudra 6.000 francs et que je lui donne 6.000 francs aujourd'hui, je lui donne encore un an et je cours aussi le risque de ne pas être remboursé, mais cette fois par la ou les personnes qui ont signé le billet.

Dans les deux cas la situation est la même, que le remboursement dût être fait en numéraire ou en valeur.

Or, d'une part, ce don est un service, donc une valeur ; d'après Prudhon lui-même toute valeur donne droit à rémunération pour celui qui la cède ;

1. *Supra*, p. 124.

c'est la simple application du principe de réciprocité ; mais qu'est-ce que cette rémunération, si ce n'est l'intérêt ?

D'autre part, le risque que je cours est indéniable ; c'est le sentiment que j'en ai qui, concurremment à l'offre et à la demande des capitaux, élève ou abaisse le taux de l'intérêt : j'aurai plus de confiance en Jean dont l'usine a des commandes, qu'en Pierre qui n'a que ses mains et pas d'emploi ; le service rendu à ce dernier « vaudra » donc davantage que celui rendu au premier.

Le risque que je consens à courir augmente la valeur du service que je rends et la justice, la réciprocité, m'obligent à demander à mon ami une rémunération en échange ; qu'est-ce que ce prix du risque si ce n'est encore l'intérêt ?

Le risque est ainsi de l'essence même du crédit ; si la nouvelle loi proudhonnienne avait la magique puissance de faire disparaître le prix de la confiance accordée, « le Crédit » (*credere*, croire, avoir confiance) disparaîtrait au même instant ; au lieu de rendre le crédit gratuit, on l'aurait tué car « peut-on dire d'une chose qui n'existe pas ou qui a cessé d'exister, qu'elle est gratuite » (1) ?

L'intérêt, l'escompte, égalisent donc les valeurs, le prêteur y a droit. Pour tenter de parer le danger

1. *Lettre de Bastiat. Art. de Journaux*, 3^e vol., p. 313.

en ménageant la justice, Proudhon déclare au prêteur : « Ce service, ces 6.000 francs, tu ne me les « prêtes » pas, tu me les « donnes », car je t'ai « donné » immédiatement en échange une valeur équivalente, un papier spécial, et de la sorte, nous sommes quittes ».

« Soit, répond celui-ci, montre ton papier afin que je puisse en examiner la valeur et m'assurer que selon tes principes, l'échange est mutuel, égal, réciproque, c'est-à-dire qu'il n'y a ni gain, ni perte d'aucun côté. »

Et alors réapparaît l'erreur psychologique grâce à laquelle Proudhon veut nous faire croire à cette équivalence.

En effet, l'homme, avons-nous dit, estime la valeur des objets échangés au moment où il est prêt à consentir à l'échange ; or, nous avons vu que le papier n'était et ne pouvait être qu'une promesse ; quel est l'homme qui, au moment où il donnera une certitude, acceptera librement, comme son équivalent, une simple promesse ?

Nous disons « librement » car, ennemi de l'Etat et de la Force, défenseur de la liberté individuelle, Proudhon ne peut songer à se dérober en appelant à son secours une puissance quelconque autre que celle issue du consentement universel.

Cette promesse, pour être efficace, devrait donc être substantiellement garantie ? mais alors où est

la réforme ? ne sagissait-il pas de créer le Crédit gratuit, pour ceux surtout qui ne pouvaient précisément offrir de garantie ?

Si d'ailleurs le Crédit se transformait en vente au comptant, le crédit ne serait pas « gratuit », mais aurait disparu.

La loi de réciprocité, telle que l'a formulée Proudhon, ignore donc la psychologie de l'échange et les sources de l'intérêt, elle est incomplète dans ses principes et contradictoires dans ses conséquences.

Elle a fait dresser à son inventeur une comptabilité erronée et incomplète comme elle-même.

Sous le régime du Crédit gratuit, dit-il (1), les deux qualités de « travailleur salarié » et de « propriétaire-capitaliste-entrepreneur » sont inséparables, donc s'annulent dans leurs effets, dans la personne de chaque individu : grâce à l'annulation de l'intérêt, la somme des produits du travail s'accroît indéfiniment et grâce aux facilités de circulation, ces produits se convertissent incessamment en valeurs et les valeurs en capitaux.

Reprenons donc la comptabilité de cet homme capitaliste-travailleur, homme type du crédit mutuel gratuit.

A, capitaliste, possède au début de l'année un

1. Voir p. 70.

stock de marchandises d'une valeur de 1.000 francs. A, travailleur, ne possède rien mais grâce au nouveau régime peut se procurer ce dont il a besoin sur présentation des commandes ; à la fin de l'année il établit son budget.

A. Capitaliste

	Crédit	Débit
Achats de l'année.....	—	1.089
Ventes d'après possibilités d'achat de A, travailleur (1).....	990	—
Marchandises à l'inventaire.....	10	—
	<u>1.000</u>	<u>1.000</u>
Balance faite reste.....	—	89

A. Travailleur

	Crédit	Débit
Ventes de l'année.....	1.089	—
Achats —	—	990
	<u>990</u>	—
Balance faite reste bénéfice.....	99	—
Dont il y a lieu de retrancher la perte de A, capitaliste	89	—
Reste valeur en marchandises..... Frs.	10	—

Ainsi A, voit disparaître la plus grosse partie de de son capital sans qu'il puisse le reconstituer ; il arrive difficilement à boucler son budget en empruntant sur la marchandise qui lui reste ; il se demande avec angoisse quel capital rétribuera son travail l'année suivante ; comme tous les autres hommes

1. Voir p. 69.

mutuellistes ont vécu comme lui, comme la société entière est mutuelliste, l'humanité voit fuir son capital ; elle est condamnée à travailler sans jamais pouvoir épargner ni même reconstituer ; or, Proudhon reconnaît que le capital est indispensable.

Chacun deviendrait producteur-consommateur sans que l'on puisse voir ce que devient le capital ; si la Banque d'échange avant de fonctionner s'en emparait — et comment serait-ce possible ? — elle devrait pour l'empêcher de disparaître prendre toutes mesures pour assurer sa conservation ; c'est elle alors qui se substituerait aux capitalistes ; tyrannie autrement odieuse que celle des individus parce qu'on ne voit pas les avantages qui la compenseraient.

Ainsi la loi de réciprocité invoquée par Proudhon est fausse ou incomplète ; elle ne peut prouver l'illégitimité de l'intérêt et provoquer l'avènement du règne du Crédit gratuit...ou bien il faut en faire un principe de morale : « Donnez-vous les uns aux autres »... nous sortons dès lors de l'Economie politique pour entrer dans le mysticisme et suivre Tolstoï dans ses conclusions utopiques, sources de bien des désillusions.

Dans ses essais d'application nous le trouvons d'ailleurs en contradiction avec ses théories. Dans la Banque d'échange il prévoit une commission de 5 o/o sur les achats, ventes et consignations... sans

doute pour parer aux pertes et dépréciations possibles et dans la Banque du Peuple nous avons vu qu'il prend toutes précautions pour que personne ne soit dupe. C'est reconnaître implicitement que même avec sa réforme on pourrait être dupe !

VI

Le « Comptabilisme » de Proudhon est erroné : l'intérêt ne rend pas impossible l'achat des produits du travail.

Pour rendre sensible le mal qui, d'après lui, fausse le mécanisme de l'échange, l'existence de l'intérêt, Proudhon use de la comptabilité : le capital en exigeant une rétribution pour son usage, empêche le travailleur seul producteur et seul acheteur, de racheter le fruit de son travail, il accule, soit le capitaliste à la banqueroute, soit le travailleur à la famine ; la question sociale n'est qu'une question de chiffres (1).

La Solution du problème Social est sans doute en grande partie liée au bien-être physique des masses ; ce bien-être peut jusqu'à un certain point se chiffrer en prenant comme base le prix de la vie mais pour être précis les chiffres ne sont pas forcément exacts.

1. *Suprà*, p. 18 et suiv.

S'il est impossible de comparer la société à un homme seul... comparaison n'est d'ailleurs pas raison... car elle est précisément constituée d'entités ayant des besoins et des goûts différents, parfois opposés, il est de même contraire à la réalité de la partager en deux classes rigoureusement séparées ; de ranger d'une part « le Capitaliste », de l'autre tous les travailleurs ; tout capitaliste en effet produit, plus ou moins directement, de l'utilité et tout travailleur est plus ou moins capitaliste, c'est-à-dire possède un bien dont il peut louer l'usage.

Proudhon déclare en outre : A, capitaliste doit vendre ses produits à B, C, D, travailleurs, pour 11.000 francs ; or il ne donne à ceux-ci pour leur travail que 10.000 francs, donc, ou le travailleur doit emprunter ou le capitaliste doit périr.

Le raisonnement suppose que B, C, D, etc. sont les seuls à devoir acheter, que A, forme un bloc indivisible qui ne peut se rendre acquéreur.

Or, même en gardant cette distinction arbitraire entre Capitalistes et Travailleurs, il faut reconnaître l'existence d'une classe de A, B, C, etc. capitalistes et d'une autre classe A', B', C', etc. travailleurs. La seconde est, certes, supérieure en nombre à la première, mais il est évident que les deux classes ont chacune leur puissance d'achat destinée à satisfaire par des produits différents des besoins différents. A', B', C', ne produisent pas exclusivement pour

eux, il ne sont pas obligés de racheter l'ensemble des marchandises travaillées par eux faute de quoi A, B, C, seraient acculés à la faillite : en effet, l'échange est général, il existe aussi bien entre A, et B, qu'entre A et A', A' et B', etc.

Puisque Proudhon reconnaît que le capital existe et doit exister, si nous admettons un instant que le travail seul donne au produit sa valeur, la comptabilité sociale pourrait donc plutôt s'établir comme suit :

A, B, C, etc. capitalistes, possèdent 10.000 francs de produits obtenus en créditant A', B', C', travailleurs, de cette valeur. Le bénéfice commercial admis étant de 10 o/o, A, B, C, doivent donc vendre leurs marchandises 11.000 francs. Mais il a été tenu compte dans la production des besoins différents de la société.

Pour satisfaire leurs désirs A, B, C, ont fait produire moins de Marchandises mais d'un prix plus élevé que celles destinées à A', B', C', leur stock se décompose et les prix s'établissent comme suit :

Vêtements destinés à A', B', C', etc.....	2.500
— — à A, B, C, etc. (moins grand nombre, mais plus chers).	2.500
Aliments — à A', B', C', etc.....	2.000
— — à A, B, C, etc.....	2.000
Objets de satisfaction personnelle destinés à A', B', C',	1.000

	Report.	4.500	5.500
Objets de satisfaction personnelle destinés à			
A, B, C,		1.000	
		<u>5.500</u>	5.500
			<u>5.500</u>
			11.000

Donc A', B', C', ont reçu.....	Frs.	10.000
ont dépensé.....	Frs.	<u>5.500</u>
conservent.....	Frs.	4.500
A, B, C, ont reçu.....	Frs.	11.000
ont dépensé.....	Frs.	<u>5.500</u>
conservent.....	Frs.	5.500

Les deux classes peuvent donc coexister ; les chiffres donnés n'ont aucune rigueur mathématique et ne prétendent nullement établir une proportion entre les dépenses effectuées par les uns ou les autres ; de même l'économie que nous supposons être réalisée par chaque groupe individuellement est beaucoup plus grande pour A, B, C, que pour A', B', C', puisque le montant est réparti dans le premier cas entre des unités beaucoup moins nombreuses que dans le second ; nous avons voulu seulement montrer que la rétribution du capital n'était nullement une arme à deux tranchants, fatalement destinée à tuer le Capital ou le travail.

VII

L'intérêt est non seulement légitime, mais utile et bienfaisant surtout pour les masses

Nous croyons, en effet, tout au contraire, que non seulement l'intérêt est légitime et répond à la psychologie humaine, mais qu'il est un puissant facteur de progrès, le meilleur moyen d'assurer au travailleur le maximum de bien-être.

Il est toujours facile de gagner la faveur des masses en excitant leur envie et leurs bas instincts, en leur jetant le Capital en pâture. Proudhon ne désirait pas la lutte des classes comme l'envisageait Karl Marx ; il voulait amener le peuple à travailler à bon marché (1) ; le persuader que l'augmentation des salaires entraîne inéluctablement l'augmentation plus que proportionnelle du prix de la vie, dure vérité, éternellement sacrifiée au mirage d'une satisfaction immédiate et dont l'énoncé ne devait ne pas lui valoir l'amour du peuple. Il ne niait pas la légitimité de l'intérêt par démagogie, mais par

1. *Corr.*, t. II, p. 310. « Travailler toujours ! travailler de plus en plus, car réduire le salaire pour tout le monde et proportionnellement, cela revient à augmenter le travail pour tout le monde. J'ai beau dire qu'en augmentant le travail de moitié nous aurons chacun à dépenser moitié plus en moyenne et que les pauvres seront plus favorisés que les riches ; on voudrait avoir le surcroît de richesse, mais sans travail. » *Solution Problème Social* p. 99. *Supra* p. 47.

logique envers lui-même : puisque le capital et le numéraire ne « valent » rien ils ne doivent rien rapporter.

Nous savons déjà combien le point de départ et la conclusion sont fausses. Mais nous allons plus loin, le respect du travail et des droits du travail aurait dû conduire Proudhon à justifier l'existence de l'intérêt.

Si le travail est la source de la valeur et que le travailleur ait le droit de posséder le fruit de son labeur, on reconnaît qu'il n'est pas obligé de le consommer ; il en a la libre disposition ; s'il le conserve, ce travail épargné, ce capital est pour ainsi dire une créance sur la société ; s'il renonce momentanément à cette créance, il rend service à la société qui, de ce fait, lui doit une rémunération ; qu'on la désigne sous le nom d'intérêt ou autrement, que nous importe !

Le droit au travail implique, en outre, le droit au repos, dont le meilleur n'est bien souvent d'ailleurs qu'un changement de travail ; l'ouvrier lira, cultivera son esprit, élèvera son âme ; l'intellectuel entretiendra son corps par de durs exercices physiques.

Or si le travailleur (ouvrier et intellectuel) était condamné à ne pouvoir épargner, c'est-à-dire à former un capital dont l'intérêt lui permet un jour d'augmenter son bien-être, de se reposer, il ne serait plus qu'un forçat. Quoiqu'on puisse dire l'homme

agit d'abord en vue de son propre bonheur ou de celui de sa famille, avant de penser au bonheur de la société ; il ne se trompe pas, car c'est l'action des individus qui fait la richesse et le bonheur des nations avant que l'action de la collectivité fasse le bonheur des individus : il n'est pas dans la nature humaine de travailler pour « donner », mais pour « profiter » ; si l'espoir d'une juste compensation d'avenir à sa peine présente était ravi à l'homme, la production aurait perdu son principal moteur ; aussi nul ne peut refuser à l'ouvrier le droit d'économiser le fruit de son travail pendant six jours pour consacrer le septième au repos qui élève l'âme et l'esprit, pendant dix ans, vingt ans, pour éviter l'hôpital ou l'asile à ses vieux jours.

Comment cela serait-il possible si le travail épargné devait se donner pour rien ?

L'homme doit d'ailleurs trop de reconnaissance au Capital qui féconde son travail, lui épargne des travaux rudes, dégradant parfois, pour ne pas consentir à le remercier de ses bienfaits en prélevant sur le fruit de son labeur, une part relativement infime.

Bastiat traduisait ainsi ce sentiment (1) « Ce qui fait que les jouissances humaines se rapprochent de plus en plus de la gratuité et de la communauté,

1. *Art. de Journ.*, 3^e vol. p. 192 et suiv.

c'est l'intervention du capital. Le capital, c'est la puissance démocratique, philanthropique et égalitaire par excellence. »

Pourquoi, ajoute-t-il plus loin, n'y a-t-il pas un ouvrier si malheureux qui ne puisse se procurer une paire de bas de coton avec son travail d'une journée alors que sans le capital aucun homme ne serait parvenu à la produire avec cent, ni avec mille journées de travail. C'est parce que le genre humain a inventé des instruments qui forcent la nature à la collaboration gratuite.

« Il est bien vrai qu'en décomposant le prix de cette paire de bas, vous trouvez qu'une partie assez considérable de ce prix se rapporte au capital. Il faut bien payer le « squatter » qui a défriché la terre à Caroline ; il faut bien payer la voile qui pousse le navire de New-York au Havre ; il faut bien payer la machine qui fait tourner 10.000 broches. Mais c'est justement parce que nous payons ces instruments qu'ils font concourir la nature et qu'ils substituent son action « gratuite » à l'action « onéreuse » du travail. Si nous supprimions successivement cette série d'instruments à payer, nous supprimerions par cela même les instruments, la collaboration naturelle qu'ils mettent en œuvre ; en un mot, nous reviendrions au point de départ, à l'époque où mille journées de travail n'auraient pas suffi pour se procurer une paire de bas. Il en est ainsi de toutes choses ».

Et il conclut :

« Voilà un homme qui veut faire des planches. Il n'en fera pas une dans l'année car il n'a que ses dix doigts. Je lui prête une scie, un rabot, deux instruments, ne le perdez pas de vue, qui sont le fruit de mon travail et dont je pourrais tirer parti moi-même. Au lieu d'une planche, il en fait cent et m'en donne cinq. Je l'ai donc mis à même, en me privant de ma chose d'avoir quatre-vingt-quinze planches au lieu d'une, et vous venez dire que je l'opprime et le vole. Quoi ! grâce à une scie et un rabot que j'ai fabriqués à la sueur de mon front, une production centuple est, pour ainsi dire, sortie du néant ; la société entre en possession d'une jouissance centuple ; un ouvrier qui ne pouvait pas faire une planche en fait cent ; et parce qu'il me cède librement et volontairement *un vingtième* de cet excédent, vous me représentez comme un tyran et un voleur ! L'ouvrier verra fructifier son travail, l'humanité verra s'élargir le cercle de ses jouissances, et je suis le seul au monde, moi, l'auteur de ces résultats, à qui il sera défendu d'y participer, même du consentement universel ».

« Non, non, il ne peut en être ainsi. Votre théorie est aussi contraire à la justice, à l'utilité générale, à l'intérêt même des ouvriers qu'à la pratique de tous les temps et de tous les lieux. »

Sans le capital, le travailleur serait un forçat,

avons nous dit et sans l'intérêt, il ne trouverait pas de crédit ; sans le travail, le capital serait inopérant ; entre le travail et le capital, il n'est pas question « d'abus de la force », mais de reconnaissance et d'estime ; nous ne devons voir ni exploiters, ni exploités, mais des énergies créant des utilités sociales, grâce auxquelles le capital s'accroît ; et si les lois économiques jouent librement, cet accroissement amène harmonieusement la diminution du taux de l'intérêt et l'augmentation du revenu du capitaliste (1) ; en effet, le capital étant plus abondant sera offert contre une redevance plus faible : si 100 francs rapportaient 5 francs, 200 francs ne rapporteront plus que 4 francs par 100 francs, la part proportionnelle du Capital sera donc diminuée (4 o/o), mais sa part absolue sera augmentée ($4 + 4 = 8$) ; le travailleur, de son côté, disposera de moyens plus puissants et les paiera moins cher, voyant ainsi augmenter la part revenant à son travail dans la répartition générale des richesses. L'activité générale sera incessamment suscitée par le libre jeu de l'intérêt individuel. Cependant, l'intérêt ne pourra jamais complètement disparaître, car s'il baisse, c'est parce que le Capital augmente et le Capital ne pourrait plus s'accroître s'il n'était plus productif.

1. Voir *Art. J.*, t. III, p. 254 et suiv. Lettre de Bastiat.

CONCLUSION

Le Mutuellisme était basé sur une idée fausse, mais Proudhon a eu le mérite d'avoir semé les germes du Crédit mutuel et d'avoir défendu les idées de liberté et d'association dont on aurait grand intérêt à s'inspirer actuellement.

Proudhon a eu une idée généreuse : trouver la Solution du Problème social dans la disparition de l'Intérêt pour le plus grand bien de tous, grâce à la suppression de la Monnaie métallique. Mais dans le domaine de la réalité économique, les idées sont ou vraies ou fausses. Après l'avoir impartialement examinée, nous croyons avoir montré que l'idée de Proudhon était fausse.

« C'est la logique qui mène les affaires, le sentiment n'y est qu'une cause de déception, » (1) dit Proudhon lui-même ; il est incapable de se conformer à cette vérité et il avoue : « mon malheur est que mes passions se confondent avec mes idées ; la lumière qui éclaire les autres hommes me brûle ». Il

1. *Rev. Soc.*, p. 94.

croit développer ses idées logiquement avec toutes leurs conséquences, mais se laisse égarer par ses passions, perd le sens des réalités et s'écrie en 1848 « Mon corps est au milieu du peuple, mais ma pensée est ailleurs ; j'en suis venu, par le cours de mes idées, à n'avoir presque plus de communauté d'idées avec mes contemporains (1) ».

Son projet de réforme est en effet un rêve ; mais il se calomnie en se séparant si complètement de ses contemporains ; beaucoup d'entre eux, dont Infantin, Bazard, Owen, Bray, Fulcran de Mazel, Bonnard, avaient aussi songé à modifier le mécanisme de la circulation des richesses ; il ne nous appartient pas de faire ici l'analyse des multiples essais tentés à cette époque dans ce but ; il ont été réunis dans un livre de Darimon (2). Leur ressemblance n'est qu'apparente et les idées économiques qui les inspirent sont souvent fort différentes.

La réforme désirée par Proudhon était la plus radicale et la plus généreuse de toutes, mais elle ne pouvait être la plus heureuse, la suppression de la monnaie étant impossible et ne pouvant d'ailleurs entraîner la disparition de l'intérêt.

Il ne serait cependant pas juste de croire que son œuvre fut vaine. Si elle n'eut, même pas en Alle-

1. *Corr.* Lettre du 25 février 48.

2. *De la réforme des Banques*. Paris. Guillaume, 1851. Voir Gide et Rist, *Histoire des doctrines économ.*, p. 363 et suiv.

magne malgré ce qu'il en ait cru (1), le succès qu'il escomptait, elle finit par porter ses fruits grâce aux vérités qu'elle contenait et, lentement les idées saines se dégagèrent des utopies et des contradictions.

En faisant la critique de la circulation en général et de la Banque de France en particulier, Proudhon avait montré que les intéressés s'ils s'entendaient pourraient jusqu'à un certain point supprimer les intermédiaires ; il pressentait, bien qu'il ne formulât pas sa pensée d'une manière très explicite, que si prêteurs et emprunteurs pouvaient en quelque sorte devenir une même personne, la charge de l'intérêt serait diminuée de ce que les emprunteurs gagneraient comme prêteurs. Amoureux de la liberté il voulait, par la concurrence loyale, amener la baisse de l'intérêt.

Dès lors les germes d'une grande idée étaient semés ; le Mutuellisme engendra le Crédit mutuel. C'est le plus beau résultat qu'ait obtenu Proudhon dans le domaine économique ; s'il n'a pu solutionner le problème social, c'est-à-dire le problème né des inégalités sociales, il a été un des premiers à chercher à le résoudre par le bien-être des masses acquis par le travail ; il a senti la nécessité de mettre l'Economie politique à la base de la politique ; il a montré à ses successeurs le chemin à suivre, non pour supprimer ces inégalités ce qui est impossible

1. *Corr.* Lettre du 1^{er} mars 1848.

et serait même anti-social, mais pour les adoucir et tirer de la divergence apparente des intérêts particuliers une harmonie sociale toujours plus grande, ce qui est le devoir de chacun ; il a donc rendu à la société un service qui ne peut être mésestimé.

Si nous cherchons dans son œuvre des idées qui, dans les circonstances actuelles, pourraient être mises à la base de tout système de réorganisation bancaire et financière de grande envergure, nous trouvons les idées de liberté et d'association.

La liberté peut provoquer la multiplication des organismes indépendants : Banques provinciales, coloniales, maritimes, d'importation et d'exportation, etc... au courant des besoins et des ressources de chaque genre d'activité et par suite plus bienfaitantes que des organismes généraux et distants. La libre concurrence nous semble seule susceptible de lutter contre la hausse de l'intérêt, née pour le moins autant de la diminution de la valeur de l'argent par suite d'une circulation fiduciaire excessive, que de la raréfaction des capitaux ou de leur trop grande demande ; par l'instruction du grand public qui en serait la conséquence, elle assainirait la circulation grâce à la simplification des moyens de paiement, la généralisation de l'usage des chèques, comptes courants, etc...

L'esprit d'association corrigerait les effets de la libre concurrence dans ce qu'ils peuvent avoir de

meurtrier en solidarisant et identifiant dans une large mesure les prêteurs et les emprunteurs de chaque grande branche d'activité dans un seul et même organisme.

Le rôle de l'Etat devrait se borner à susciter, à encourager les initiatives privées et à les défendre, seulement dans la mesure où l'intérêt général serait en jeu, en se méfiant des entraves qu'il est de son essence d'apporter aux énergies particulières ; son contrôle devrait s'inspirer du plus large esprit commercial international sans jamais tendre à substituer l'Etat impersonnel, irresponsable, souvent incompetent, à l'individu intéressé et responsable.

La guerre a pu rendre nécessaire pour un temps la nationalisation de nombre d'industries, mais elle n'a pu montrer les bienfaits économiques de cette substitution ; le but de l'Etat était de lutter contre l'envahisseur et non de distribuer un dividende à des actionnaires ou de faire prospérer une industrie ; il se préoccupait assez peu du prix de revient des produits, se contentant de produire le nécessaire et nul n'aurait l'idée de lui demander son bilan industriel. Il en est de même en temps de paix, avec cette aggravation que la menace extérieure étant disparue, la production n'est même plus stimulée.

Nous sommes reconnaissants à Proudhon, dont l'esprit indépendant se défendait d'appartenir à aucune école, d'avoir mis en relief et défendu les idées

de liberté et d'association sur l'efficacité desquels nous comptons pour provoquer l'activité commerciale, industrielle, agricole, maritime, qui seule nous permettra d'assainir notre situation financière en créant en France une richesse toujours plus grande.

Vu : Le Doyen
LARNAUDE

Vu : le Président de la thèse,
DESCHAMPS

Vu et permis d'imprimer
Le Recteur de l'Académie de Paris
L. POINCARÉ

ANNEXES

1^o Projet de constitution de la Banque d'échange ;

2^o Acte de constitution de la Banque du Peuple.

PROJET DE CONSTITUTION DE LA BANQUE DE FRANCE SOCIÉTÉ NATIONALE DE LA BANQUE D'ÉCHANGE

STATUTS FONDAMENTAUX

Entre les soussignés, négociants, artisans, entrepreneurs, industriels, propriétaires, économistes, jurisconsultes, professeurs, écrivains, artistes, ouvriers, producteurs de toute espèce, de tout état et profession ;

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier. — Les soussignés et tous ceux qui adhéreront aux présents statuts se constituent en Société de commerce, sous le nom de SOCIÉTÉ NATIONALE DE LA BANQUE D'ÉCHANGE.

Article 2. — L'objet de la Société est :

1^o Spécialement et immédiatement, par l'institution de la Banque d'échange, de procurer à chaque membre de la

Société sans le secours de numéraire, tous les produits, denrées, marchandises, services ou travaux ;

2° Ultérieurement, de procurer la réorganisation du travail agricole et industriel, en changeant la condition du producteur.

Article 3. — La Société est universelle.

Tous les citoyens, sans exception, sont appelés à en faire partie.

Pour être sociétaire, il ne faut aucune mise de fonds ; il suffit d'adhérer aux présents statuts, et de s'engager à accepter, en tout paiement, le papier de crédit de la Banque d'échange.

Article 4. — La Société n'a pas de capital.

Article 5. — Sa durée est perpétuelle.

Article 6. — Son siège est à PARIS.

Article 7. — La Banque d'échange est une institution essentiellement républicaine ; elle est le type du gouvernement du Peuple par le Peuple. C'est une protestation vivante contre tout établissement de principe hiérarchique et féodal ; c'est l'abrogation de fait de toute inégalité civile et politique. Le privilège de l'or aboli, tout privilège disparaît. L'égalité dans l'échange, résultat nécessaire de la mutualité de l'échange, devient à son tour la base de l'égalité dans le travail, de la solidarité réelle, de la responsabilité personnelle, de la liberté absolue. La Banque d'échange, enfin, est le principe, l'instrument et le gage d'une richesse indéfinie, *d'une paix générale et perpétuelle.*

Principes consécutifs de la Banque d'échange.

Article 8. — La Société nationale de la Banque d'échange pose pour principes :

Travailler, c'est produire de rien.

Créditer, c'est échanger.

Echanger, c'est capitaliser.

Elle a pour formule la réciprocité.

Article 9. — La Banque d'échange est donc une institution de crédit destinée à opérer l'échange de tous les produits sans le secours du numéraire, et, par suite de la multiplication indéfinie des produits, sans la commandite du numéraire.

Article 10. — Au lieu de numéraire, la Banque d'échange se sert d'un papier social.

Article 11. — Ce papier ne représente pas le numéraire, comme les billets de banque ordinaire ; il représente les diverses obligations particulières des membres de la Société et les divers produits qui y ont donné lieu.

Article 12. — Le Papier de la Banque d'échange, accepté préalablement par tous les sociétaires, circule de main en main, sert à obtenir les produits des divers sociétaires, en un mot, remplace la monnaie comme moyen d'échange.

Il y a contradiction entre la qualité de sociétaire et le refus du papier d'échange.

Article 13. — L'émission ne peut jamais être exagérée, puisqu'elle se fait au fur et à mesure de la LIVRAISON des pro-

duits et en échange des factures acceptées ou obligations qui résultent de la livraison.

Article 14. — La dépréciation, enfin, est impossible, puisque le papier est toujours gagé par le produit qui a provoqué son émission, par la responsabilité du producteur et des endosseurs.

Article 15. — La Banque d'échange ne fait pas de bénéfices.

Des Bons d'échange.

Article 16. — Le papier de banque s'appelle Bons d'échange.

Les diverses coupures des bons d'échange sont de 20, 100, 500 et 1.000 francs.

Article 17. — Les Bons d'échange sont perpétuellement échangeables à vue à la Banque et chez tous les sociétaires contre des marchandises ou services de toute nature.

Réciproquement, les marchandises ou services de toute nature sont perpétuellement échangeables à la Banque contre des Bons d'échange.

Article 18. — Les Bons d'échange ne sont pas remboursables en espèce. Les appoints seuls seront acquittés en numéraire.

Opérations de la Banque d'échange.

Article 19. — Les principales opérations de la Banque d'échange sont :

- 1° L'émission du papier social, appelé *Bons d'échange* ;

2° L'escompte du papier de commerce à deux signatures et de toute échéance.

3° L'escompte des commandes et factures acceptées ;

4° Les ventes et achats de consignation ;

5° Les crédits à découvert par caution ;

6° Les crédits sur hypothèque aux propriétaires et cultivateurs ;

7° Les paiements et recouvrements gratuits ;

8° La commandite.

Article 20. — Les sociétaires de la Banque d'échange sont seuls admis à ces divers avantages.

De l'escompte.

Article 21. — L'escompte consiste à échanger le papier particulier des sociétaires, qui n'a qu'un caractère individuel, contre le papier de la Société, revêtu d'un caractère général.

Article 22. — Dans les banques ordinaires où l'escompte se fait en espèces ou en billets de banque représentant des espèces, il est prélevé sur la circulation, un droit de péage, un droit du seigneur au nom de ce suzerain appelé le numéraire.

Dans la Banque d'échange, où la circulation s'accomplit sans intermédiaire, où la seule monnaie est un signe représentatif, non plus du numéraire, mais des produits facturés, livrés, acceptés, et dont le paiement est garanti par le producteur, le consommateur et tous les endosseurs ; où enfin, par la mutualité de l'acceptation, chaque échangiste joue vis-à-vis

de la Banque le rôle d'actionnaire et de capitaliste, il n'est prélevé aucun escompte, mais seulement une commission pour les frais d'administration de la Banque.

Article 23. — Cette commission est fixée provisoirement à
UN POUR CENT L'AN.

Article 24. — La Banque n'escompte que des effets ou obligations représentant des produits acceptés ou vendus, livrés ou prochainement livrables.

Article 25. — Elle escompte à deux signatures et à toute échéance.

Article 26. — Le crédit d'escompte est illimité pour les affaires réelles, c'est-à-dire pour celles où il y a acceptation préalable des produits par un acheteur sérieux.

Article 27. — Les effets ou obligations à deux signatures devront toujours spécifier la nature ou la quantité de marchandises qui y auront donné lieu.

Article 28. — Toute fraude et dissimulation commise à cet égard sera poursuivie comme faux.

Article 29. — La Banque reçoit à l'escompte, précisément par cette considération, les commandes et factures acceptées.

Des ventes et achats de consignations

Article 30. — L'opération des ventes et achats de consignations est un moyen de faire cesser l'encombrement des magasins, et de venir au secours du commerce et de l'industrie regorgeant de produits sans débouchés.

Article 31. — La Banque achète à $1/2$, $2/3$, à $3/4$, à $4/5$ du

prix de revient, selon les circonstances et la nature des marchandises des sociétaires, et leur consigne par un acte de dépôt privilégié (art. 1932 du Code civil).

Article 32. — Jusqu'au terme fixé par la lettre de consignation, le consignataire a la faculté de vendre aux meilleures conditions possibles, et n'est tenu de rembourser que la somme avancée par la Banque.

Article 33. — Passé le terme, la Banque fait adjuger, aux enchères publiques, la consignation à tous les citoyens, sociétaires ou non sociétaires, qui veulent profiter du bon marché.

Article 34. — L'excédent de prix obtenu par la vente sur le prix fixé par la consignation, appartiendra au propriétaire de la marchandise sous déduction d'une commission au profit de la Banque, de 5 o/o sur ledit excédent.

Article 35. — La vente faite, le porteur de la consignation se fait délivrer la marchandise consignée.

Article 36. — L'Etat pour ses titres d'emprunt, les manufacturiers sur leurs produits, les marchands pour leurs marchandises, les ouvriers pour leurs bras, les artistes pour leurs œuvres, les propriétaires pour leurs locations d'appartements, de maisons, de terres, de machines ; les porteurs de titres de rentes, tous les citoyens, en un mot, peuvent obtenir des avances ; et réciproquement tous peuvent en profiter pour en obtenir une forte réduction sur le prix des matières premières, comme sur la location des machines et services dont ils ont besoin pour produire avec économie.

Des crédits à découvert sur caution

Article 37. — La Banque ouvre des crédits à découvert.

Article 38. — La seule garantie exigée consiste dans la présentation de deux ou plusieurs cautions, suivant que la Banque le juge prudent et utile.

Article 39. — Les cautions sont solidaires, et chacune d'elles répond pour le tout.

Article 40. — La Banque n'accepte pour caution que des membres de la Société.

Article 41. — En cas de non paiement de la part du sociétaire crédité, la Banque traitera avec les cautions, à l'amiable pour le remboursement.

Crédits sur hypothèque

Article 42. — La Banque fait des avances aux propriétaires et cultivateurs, sur promesses à longs termes et annuités.

Article 43. — Ces promesses à longs termes et annuités sont garanties par une hypothèque, soit une obligation analogue à celle des ventes et achats sur consignations de marchandises.

Article 44. — La Banque achète à terme la propriété aux $\frac{3}{4}$ de sa valeur et la consigne au propriétaire qui en devient gérant et administrateur responsable, bien qu'il fasse tous les fruits siens.

Article 45. — Si au terme fixé, le propriétaire n'a pas remboursé les avances à lui faites, la Banque prendra livraison de la propriété, et pourvoira à son exploitation.

Article 46. — Le propriétaire déchu aura privilège d'habitation et d'exploitation de sa propriété. pour lui et les siens, à titre de fermier ou gérant, aux conditions établies par la Banque.

Des crédits en comptes courants, et des paiements et recouvrements gratuits

Article 47. — La Banque fait gratuitement, pour tous les sociétaires, les paiements et recouvrements sur PARIS et la province.

Article 48. — Elle ouvre pour cela à chacun d'eux un compte courant. Un simple transfert du compte de l'un au compte de l'autre suffit pour régler la plupart des paiements.

De la commandite

Article 49. — La Banque d'échange provoque, suscite, conseille, encourage, patronne et commandite, de son influence, de l'autorité de ses lumières, de ses avances, toute entreprise agricole, industrielle, commerciale, scientifique, etc., tout essai d'association ouvrière et d'organisation des travailleurs, qui, dans les données de la pratique la plus ordinaire, présentera des garanties suffisantes de succès.

Article 50. — La Banque d'échange, représentant les intérêts les plus généraux du pays, étant par conséquent l'expression de la raison collective, est affranchie de toute préoccupation de système. Elle n'a de sympathie ni d'antipa-

thie pour aucune idée, pour aucune école ; elle ne se fait juge d'aucune doctrine.

Article 51. — Du reste, la Banque d'échange, organe spécial de la circulation et du crédit, point de convergence de toutes les forces productives, ne se livre elle-même à aucune entreprise ; elle ne s'immisce, ni directement, ni indirectement, dans aucun négoce, dans aucune affaire, de quelque espèce que ce soit.

Elle n'accepte et ne subit de responsabilité que celle de ses propres opérations.

TITRE II

ORGANISATION ET ADMINISTRATION DE LA BANQUE

Article 53. — La Banque d'échange a à PARIS son principal établissement.

Elle a dans chaque arrondissement un comptoir, et dans chaque percepteur un correspondant.

Article 54. — La Banque d'échange est une institution d'intérêt public ; comme telle, elle est sous la surveillance de l'Etat, mais indépendante de l'Etat.

Article 55. — L'Etat est sociétaire au même titre que tous les citoyens. Il ne fait aucun acte de gestion ; n'intervient dans l'administration ni directement, ni indirectement.

Article 56. — Il s'engage à recevoir et faire recevoir le papier de banque dans toutes caisses publiques.

Article 57. — Par compensation, la Banque fait à l'Etat, *sans intérêt*, sous condition seulement de remboursement par vingtième, les avances dont il aura besoin.

Article 58. — Le chiffre de ces avances est toutefois limité provisoirement à 500 millions.

Article 59. — L'administration de la Banque est confiée à un Conseil d'administration, contrôlé par un Conseil de surveillance.

Du Conseil d'administration

Article 60. — Le Conseil d'administration se composera, au début, des quatre principaux fondateurs de la Banque d'échange.

L'Etat est considéré comme fondateur honoraire ; il ne peut faire partie du Conseil d'administration.

Article 61. — Le Conseil d'administration dirige toutes les opérations de Banque. Il peut acheter, vendre, échanger, louer et affermer, recevoir et payer, donner bonnes et valables quittances, consentir toutes subrogations et concordats, renoncer à tous privilèges, donner mainlevée de toutes inscriptions, saisies et opérations ; faire toutes affirmations de créances, poursuivre, compromettre et transiger au nom de la Société, et généralement faire tous actes et prendre toutes mesures que l'administration de la Banque rendra nécessaires.

Un règlement spécial définira et limitera les attributions des administrateurs.

Article 62. — Le Conseil d'administration fait les règlements pour les comptoirs d'arrondissements, et dirige, par ses instructions et circulaires, les opérations de ce comptoir.

Article 63. — Il nomme et révoque les employés et agents

de la Banque, fixe leurs appointements, remises et gratifications.

Article 64. — Les membres du Conseil d'administration se distribuent librement les fonctions administratives, divisées comme suit :

- 1^o Direction générale ;
- 2^o Signature et correspondance ;
- 3^o Escompte ;
- 4^o Comptabilité et contentieux.

Article 65. — Les membres du Conseil d'administration sont nommés pour cinq ans en Assemblée générale, et rééligibles.

Article 66. — Provisoirement, ils ne recevront point de traitement. Ils ne toucheront qu'une prime, à titre rémunérateur, sur le produit net de la commission. Cette prime sera fixée par le Comité de constitution définitive, qui statuera en même temps sur les gratifications à allouer à tous employés et agents de la Banque, en sus de leurs appointements, et sur la destination des sommes trouvées en excédent

Article 67. — Tout membre du Conseil d'administration pourra être suspendu de ses fonctions par le Conseil de surveillance, et révoqué par l'Assemblée générale votant à la majorité des deux tiers.

Du Comité de surveillance

Article 68. — Le Conseil de surveillance est nommé, tous les ans, par l'Assemblée générale.

Article 69. — Il se compose, comme l'Assemblée géné-

rale elle-même, de délégués choisis dans toutes les branches de la production et des services publics.

Article 70. — L'Etat, représenté par le ministre de la Justice, en est président naturel et de droit.

Article 71. — Le Conseil de surveillance a le droit absolu de contrôle.

Article 72. — Ce droit peut être exercé individuellement par chacun des membres du Conseil, qui pourra ainsi vérifier à volonté toutes les caisses, les registres, la correspondance, les traités et les portefeuilles, à PARIS et dans les départements.

Article 73. — La plus grande publicité sera donnée par le Conseil de surveillance à la situation de la Banque.

Article 74. — Le Conseil de surveillance, borné au droit de contrôle, n'intervient aucunement dans l'administration, ne participe à aucun acte de gérance.

Il a le droit de convoquer extraordinairement l'Assemblée générale, pour demander la révocation de tout ou partie du Conseil d'administration.

De l'Assemblée générale

Article 75. — L'Assemblée générale se compose de l'universalité des sociétaires.

Tous ayant droit égal à en faire partie, tous sont convoqués. Ils peuvent déléguer leurs pouvoirs, et se faire représenter par des mandataires.

Article 76. — Lorsque, par adhésion de tous les producteurs à la Banque d'échange, l'Assemblée générale se trou-

vera égale et identique à la totalité des citoyens, elle ne se composera plus que des délégués de la production, nommés par chaque industrie, proportionnellement à son importance.

L'Assemblée générale, ainsi composée, représentant les intérêts généraux et non plus les égoïsmes, sera la représentation vraie de la société.

Article 77. — La convocation de l'Assemblée générale aura lieu de plein droit le 1^{er} mai de chaque année.

Elle aura pour objet :

- 1^o D'entendre l'exposé du Conseil d'administration ;
- 2^o D'entendre le rapport du Conseil d'administration ;
- 3^o D'adopter, rejeter ou modifier les conclusions de ce rapport ;
- 4^o De procéder, s'il y a lieu, à la nomination des membres du Conseil d'administration ;
- 5^o De nommer de nouveaux délégués pour faire partie du Conseil de surveillance ;
- 6^o De ratifier les demandes de commandite et d'emprunt adressées à la Société, soit par des particuliers et compagnies agricoles et industrielles, soit par l'Etat ;
- 7^o De régler le taux des escomptes pour l'année nouvelle.

Article 78. — La convocation et la tenue de l'Assemblée générale se feront suivant les règles ordinaires des assemblées commerciales.

Les décisions seront prises à la majorité des deux tiers.

Article 79. — Indépendamment de l'Assemblée générale annuelle, il pourra y avoir des Assemblées générales extraor-

dinaires, convoquées soit par le Conseil d'administration, soit par le Conseil de surveillance.

Modification des statuts

Article 80. — Sur la proposition du Conseil d'administration, comme sur la demande du Conseil de surveillance, tous changements pourront être faits aux présents statuts par l'Assemblée générale, afin que la Société ait en elle-même, et que toutes compagnies, corporations et associations agricoles, industrielles, commerciales, etc..., placées sous le patronnage et la commandite de la Société, y puisent leur principe de durée, de progrès, et d'incessante régénération.

BANQUE DU PEUPLE

Acte de Société

Devant DESSAIGNES et son collègue, notaires à PARIS, soussignés, a comparu le citoyen Pierre-Joseph Proudhon, représentant du peuple, demeurant à Paris, rue Mazarine, 70, lequel a requis les notaires soussignés d'établir les statuts de la présente Société dans les termes suivants :

CHAPITRE PREMIER

FORMATION DE LA SOCIÉTÉ

Article premier. — Il est fondé par ces présentes une Société de commerce sous le nom de la Société de la *Banque du Peuple*, entre le citoyen Proudhon, comparant, et les personnes qui adhéreront aux présents statuts en devenant propriétaires d'actions.

Article 2. — Cette Société a pour but d'organiser démocratiquement le crédit :

1° En procurant à tous, aux plus bas prix et aux meilleures conditions possibles, l'usage de la terre, des maisons, machines, instruments de travail, capitaux, produits et services de toute nature ;

2° En facilitant à tous l'écoulement de leurs produits et le placement de leur travail, aux conditions les plus avantageuses.

Article 3. — La pensée des fondateurs de la Banque du Peuple est d'arriver à la constituer, sous la forme de Société anonyme, et d'accepter tous les principes de cette Société, telle que la loi commerciale actuelle les définit, à savoir d'être administrée par des mandataires à temps, révocables, associés ou non associés, salariés ou gratuits, exempts d'obligations personnelles et solidaires et n'ayant pour responsabilité que celle de l'exécution de leur mandat. Mais quant à présent, la Société existera comme Société en nom collectif et en commandite; elle sera en nom collectif à l'égard du citoyen Proudhon, et en commandite à l'égard des autres intéressés qui, en aucun cas, ne pourront être tenus au delà du capital de leurs actions.

Article 4. — Le citoyen Proudhon sera seul gérant et responsable. Il aura seul la signature sociale, et l'administration générale de la Société lui appartiendra, sous le titre de Directeur-gérant. Mais il aura le droit de s'adjoindre, sous le nom de co-gérants, soit deux, soit quatre mandataires, dont il sera responsable, et auxquels il pourra déléguer la signature sociale.

Article 5. — La Société aura pour dénomination Banque

du Peuple. La raison sociale sera P.-J. Proudhon et Compagnie.

Article 6. — Indépendamment des membres de la Société commerciale proprement dite, tout citoyen est appelé à faire partie de la Banque du Peuple, à titre de coopérateur. Il suffit pour cela d'adhérer à ses statuts et d'accepter son papier.

La forme de l'adhésion est déterminée par un *règlement spécial* de la Banque.

La qualité d'actionnaire emporte toutes les obligations de l'adhérent, sauf réserve expresse faite à cet égard par l'actionnaire.

Article 7. — La Société de la Banque du Peuple étant susceptible d'une extension indéfinie, sa durée virtuelle est perpétuelle. Toutefois, et pour se conformer aux prescriptions de la loi, elle fixe sa durée à quatre-vingt-dix-neuf ans, qui commenceront au jour de sa constitution définitive, tel qu'il est fixé par l'article ci-après.

Article 8. — Le siège de la Société et son domicile attributif de juridiction sont à Paris, et quant à présent, dans le lieu où sont établis les bureaux, rue du Faubourg-Saint-Denis, 25.

CHAPITRE II

DU CAPITAL SOCIAL

Article 9. — La Société a pour principes :

Que toute matière première est fournie à l'homme gratuitement par la nature ;

Qu'ainsi, dans l'ordre économique, tout produit vient du *travail*, et réciproquement que tout *capital* est *improductif* ;

Que toute opération de *crédit* se résolvant en un *échange*, la prestation des capitaux et l'escompte des valeurs ne peuvent et ne doivent donner lieu à aucun intérêt ;

En conséquence, la Banque du Peuple ayant pour *base* la gratuité essentielle du crédit et de l'échange ; pour *objet* la circulation des valeurs, non leur production ; pour *moyen* le consentement réciproque des producteurs et consommateurs, peut et doit opérer sans capital.

Ce but sera atteint lorsque la masse entière des producteurs et consommateurs aura fait son adhésion aux Statuts de la Société.

Jusque-là, la Société de la Banque du Peuple, devant se conformer aux usages établis et aux prescriptions de la loi, et surtout afin de solliciter plus efficacement l'adhésion des citoyens, se constituera un capital.

Article 10. — Le capital de la Banque du Peuple sera de cinq millions de francs, divisés en un million d'actions de cinq francs chacune.

Elles seront extraites d'un certain registre à souche, dont le talon reste déposé au siège social. Elles sont revêtues de la signature, soit du Directeur-gérant, soit, par procuration de celui-ci, de celle d'un des co-gérants, et frappées du timbre sec de la Société.

Le montant des actions pourra être versé en plusieurs paiements suivant les décisions du Directeur-gérant, qui devra toutefois prendre avis et recevoir l'assentiment préa-

lable du Comité de surveillance à cet égard. Cependant, un dixième au moins devra être versé au moment de la souscription.

La Société sera définitivement constituée, et ses opérations commenceront lorsque dix mille actions seront souscrites.

Cette constitution résultera d'une déclaration du Gérant, consignée dans un acte à la suite des présentes.

Article 11. — Les actions seront toutes nominatives et le transfert n'en sera valable qu'après avoir été *mentionné* sur un registre spécial tenu dans les bureaux de la Société.

Article 12. — *L'émission* des actions n'aura lieu *qu'au pair*. Elles ne portent point d'intérêt.

Article 13. — Des remboursements partiels pourront être faits aux actionnaires sur le montant de leurs actions. Elles pourront être même complètement amorties si la Société peut fonctionner avec un avoir social dégagé du capital de fondation.

Dans ce cas, les porteurs d'actions conservent leurs droits d'associés bénéficiaires et toutes les prérogatives que leur assure la commandite.

Article 14. — Le capital pourra ainsi être augmenté sur l'exposé du Directeur-gérant et le vote de l'Assemblée générale. Cette augmentation aura lieu par une nouvelle émission d'actions, auxquelles les détenteurs d'actions auront droit de préférence.

CHAPITRE III

OPÉRATIONS DE LA BANQUE DU PEUPLE

Article 15. — Les principales opérations de la Banque du Peuple sont :

1° L'augmentation de son encaisse par l'émission de ses billets ;

2° L'escompte du papier de commerce à deux signatures ;

3° L'escompte des commandes et factures acceptées ;

4° Les avances par consignations ;

5° Les crédits à découvert sur caution ;

6° Les avances sur annuités et hypothèques ;

7° Les paiements et recouvrements ;

8° La commande.

A ces attributions, la Banque du Peuple joindra encore :

9° Les Caisses d'épargne, de Secours et de retraite ;

10° Les assurances ;

11° Les consignations et dépôts ;

12° Le service du budget.

CHAPITRE IV

DU PAPIER DE CRÉDIT DE LA BANQUE DU PEUPLE

Article 16. — Le papier de la Banque du peuple portera le titre de *Bon de circulation*.

Article 17. — Il sera de la coupure de cinq, dix, vingt, cinquante et cent francs, sauf les modifications que la gérance jugera convenable d'apporter à ces chiffres, soit pour les

diminuer, soit pour les augmenter, après avoir pris l'avis du Conseil de surveillance.

Article 18. — A la différence des billets ordinaires de banque à *ordre* et payables *en espèces*, le papier de la Banque du Peuple est un *ordre* de livraison revêtu du caractère social rendu perpétuel, et payable à vue par tout sociétaire et adhérent en *produits* ou *services* de son industrie ou profession.

Article 19. — Le papier de la Banque du Peuple aura pour gage :

1° Les obligations de commerce et les titres de propriété présentés, comme il sera dit ci-après, au crédit et à l'es-compte ;

2° Le numéraire provenant du versement des actions formant provisoirement le capital de la Banque ;

3° Le numéraire provenant des versements en espèces contre bons de circulation ;

4° Le numéraire et toutes les valeurs provenant d'em-prunts, dépôts, consignations, primes d'assurance et autres traités avec le public ;

5° La promesse d'acceptation mutuelle de tous les associés et adhérents.

Article 20. — Les bons de circulation sont acceptables en tous paiements chez tous les adhérents de la Société.

La Société n'est pas tenue à leur remboursement en espèces, il n'est que facultatif pour elle, mais elle en garantit obligatoirement l'acceptation auprès des adhérents.

Une liste générale de leurs noms, professions et demeures

sera affichée en permanence dans les bureaux de la Société.

Article 21. — Tout adhérent s'engage à se fournir de préférence, et pour tous les objets de sa consommation que la Société pourra lui offrir, auprès des adhérents à la Banque, et à réserver exclusivement à ses co-sociétaires et co-adhérents la faveur de ses commandes.

Réciproquement, tout producteur ou négociant adhérent à la Banque du Peuple s'engage à livrer aux autres adhérents, à prix réduit, les objets de son commerce et de son industrie.

Article 22. — Le payement de ces ventes et achats entre les divers adhérents de la Banque du Peuple, soit l'échange réciproque de leurs produits et services, s'effectuera au moyen du papier de la Banque, c'est-à-dire du *Bon de circulation*.

CHAPITRE V

EMISSION DES BILLETS

Article 23. — Les bons de circulation seront délivrés à la Banque :

- 1° Contre espèces ;
- 2° Contre effets de commerce, à deux signatures ;
- 3° Contre consignations de marchandises ;
- 4° Contre obligation collective des corporations et associations ouvrières ;
- 5° Contre cautions ;
- 6° Contre annuités et hypothèques ;
- 7° Contre garanties personnelles,

Ces opérations ne sont toutes, pour la Banque du Peuple, que des variétés de l'échange, autrement dit de l'escompte.

CHAPITRE VI

ESCOMPTE DU NUMÉRAIRE

Article 24. — Tous consommateurs, associés ou non associés, qui voudront jouir du bon marché garanti par les producteurs adhérents à la Banque du Peuple, verseront à la caisse de la Banque le numéraire destiné, à leurs achats, et recevront en couverture une somme égale en bons de circulation.

Article 25. — Les ouvriers et travailleurs salariés, qui voudront coopérer à l'œuvre d'émancipation poursuivie par la Société de la Banque du Peuple, pourront verser chaque semaine tout ou partie de leur salaire, à leur convenance. Ils recevront à mesure des bons de circulation.

Article 26. — De leur côté, les commerçants, industriels et producteurs de tous genres, qui voudront s'assurer la clientèle des porteurs de bons de circulation, et profiter de tous les avantages que donne ce nouveau mode de circulation des produits, deviendront les adhérents de la Société, et s'engagent par ce fait seul à accepter en tous paiements le papier de la Banque du Peuple.

Article 27. — Pour faciliter l'usage des bons de circulation, il sera, soit par les associés fondateurs eux-mêmes, soit par les institutions collatérales avec lesquelles ils s'entendront ou que la Banque pourra même créditer, comme on le dira plus loin, pourvu à l'ouverture d'établissements de bou-

langeries, épiceries et autres branches de commerce et d'industrie de première nécessité, destinés à servir les demandes des intéressés, et porteurs de bons de circulation.

Article 28. — Lesdits établissements seront et devront rester indépendants de la Banque, de même qu'ils seront indépendants entre eux. Ils seront tenus et exploités aux risques et sous la responsabilité exclusive des entrepreneurs, et sans privilèges pour aucun d'eux.

La Banque du Peuple, tout en favorisant les associations ouvrières, maintient la liberté du commerce et la concurrence émulative, comme principe de tout progrès et garantie de bonne qualité et bon marché des produits.

Article 29. — Il pourra aussi, dans le but exprimé plus haut, article 27, être passé des traités provisoires avec tous entrepreneurs et fournisseurs suivant le besoin.

Article 30. — Les sommes versées à la Banque contre les bons de circulation ne sont pas productives d'intérêt.

CHAPITRE VII

ESCOMPTE DES EFFETS DE COMMERCE

Article 31. — La plus grande prudence devant présider aux premières opérations de la Banque du Peuple, les bons de circulation se délivreront exclusivement, dans les débuts :

1^o Contre espèces, en la manière et aux conditions déterminées dans le chapitre précédent.

2^o Contre bonnes valeurs de commerce, dans la mesure des moyens que fournira le capital réalisé de la Banque.

Article 32. — Au fur et à mesure de l'encaissement du capital des actions émises, de l'augmentation de l'encaisse par l'escompte du numéraire, ainsi que par les emprunts, dépôts, consignations, et du nombre des adhérents, tant à PARIS que dans les départements, l'escompte du papier de commerce, titres, mandats, factures, commandes, billets à ordre et autres valeurs, sera fait dans une proportion de plus en plus large, sauf les précautions ordinaires prises par les banquiers et fixées par le *règlement* de la Banque.

Article 33. — La Banque du Peuple escompte les papiers de commerce à deux signatures.

Article 34. — D'après le principe et le but de son institution qui est la gratuité absolue du crédit, la Banque du Peuple remplaçant dans une proportion toujours croissante les garanties du numéraire par la garantie qui résulte de l'acceptation réciproque et préalable de son papier par tous ses adhérents, peut et doit opérer l'escompte, et donner crédit moyennant *un intérêt* toujours moindre.

Article 35. — Provisoirement cet intérêt, commission comprise, est fixé à 2 o/o l'an. Il sera réduit peu à peu, au fur et à mesure des progrès de la Société.

Dans aucun cas, la Commission d'escompte ne pourra descendre au-dessous de 1/4 o/o.

Article 36. — Pour être reçus à l'escompte, les effets ou obligations à deux signatures devront spécifier la nature, la quantité et la qualité des marchandises qui y auront donné lieu.

Toute fraude ou dissimulation commise à cet égard sera poursuivie par les voies de droit.

La Banque reçoit à l'escompte, précisément pour cette raison, les commandes et factures acceptées.

CHAPITRE VIII

AVANCES SUR MARCHANDISES.

Article 37. — L'escompte sur consignation est un moyen de faire cesser l'encombrement des magasins et de venir au secours du commerce et de l'industrie, regorgeant de produits sans débouchés.

Article 38. — La Banque du Peuple ne prête pas sur gages.

Elle n'est ni un comptoir de garantie, ni un mont-de-piété.

Les bons de circulation ne peuvent, en aucun cas, être assimilés aux *warrants*.

Article 39. — Elle achète à terme, à demi, deux tiers, trois quarts ou quatre cinquièmes du prix de revient, selon les circonstances, la nature des marchandises, les produits des clients, et les fait déposer soit dans un entrepôt public, soit dans un magasin qu'elle indiquera.

Article 40. — Jusqu'au terme fixé par le contrat de vente, le cédant aura la faculté de racheter les marchandises, en remboursant seulement à la Banque la somme avancée par elle.

Passé ce terme, la Banque fait vendre aux enchères publiques les marchandises déposées.

L'excédent du prix obtenu par la vente sur le prix fixé par le dépôt appartient de droit au cédant de la marchandise.

Article 41. — L'Etat pour ses titres d'emprunt, les manufacturiers pour leurs produits, les marchands pour leurs marchandises, les propriétaires, les cultivateurs et les fermiers pour leurs récoltes, les porteurs de titres de rentes, tous les citoyens, en un mot, peuvent profiter de l'institution pour obtenir des avances.

CHAPITRE IX

AVANCES SUR CAUTION.

Article 42. — La Banque du Peuple escompte les produits futurs, c'est-à-dire qu'elle ouvre des crédits à découvert à ses adhérents, soit sur caution, soit sur titres de propriété ou garanties personnelles de fabrication.

Article 43. — Dans le premier cas, la garantie exigée consiste dans la présentation de deux ou plusieurs cautions, suivant que la Banque le juge prudent et utile.

Article 44. — Les cautions sont solidaires : chacune d'elles répond pour le tout.

Article 45. — En cas de non-paiement de la part de l'adhérent, la Banque traitera avec les cautions, à l'amiable, pour le remboursement.

CHAPITRE X

AVANCES SUR HYPOTHÈQUES.

Article 46. — Quoique la Banque du Peuple ne prête point sur hypothèques, pas plus qu'elle ne prête sur gages,

elle peut faire des prêts par voie d'ouverture de crédit aux propriétaires, négociants ou non, sur obligations hypothécaires à longs termes et annuités.

Article 47. — Si, au terme fixé, le propriétaire n'a pas remboursé l'avance à lui faite, ou si, pendant deux années consécutives, il n'a pu servir l'annuité convenue, la Banque poursuit l'expropriation.

Article 48. — Dans le cas où la Banque se rendrait adjudicataire de la propriété, il est de principe pour elle que l'exproprié ait la préférence à tous autres, pour lui et les siens, du droit d'habitation et d'exploitation, à titre de fermier ou gérant, aux conditions établies par la Banque.

CHAPITRE XI

DES CRÉDITS EN COMPTES-COURANTS ET DES PAIEMENTS ET RECOUVREMENTS.

Article 49. — La Banque fait les paiements et recouvrements sur Paris, les départements et l'étranger.

CHAPITRE XII

DE LA COMMANDE.

Article 50. — Aux opérations de crédit *réel*, la Banque joint des opérations de crédit *personnel*.

Elle provoque, elle suscite, encourage, patronne et soutient de son influence, de l'autorité de ses lumières, de ses avances, toute entreprise agricole, industrielle, scientifique et autre, tout essai d'association ouvrière, qui lui paraîtront

présenter des garanties suffisantes d'habileté, de moralité et de succès.

Article 51. — Les avances ainsi faites par la Banque ne sont point à titre de commandite, et ne peuvent, en aucun cas, être assimilées à un versement d'actions ; elles demeurent, comme les avances sur consignations de marchandises et comme les ouvertures de crédit sur immeubles, de simples opérations d'escompte, et forment la *commande* propre de la Banque.

Article 52. — Il est créé dès à présent pour cet objet, dans les Bureaux de la Banque du Peuple, une division spéciale sous le titre de *Syndicat général de la production et de la consommation*.

Elle sera dirigée par le citoyen André-Louis-Jules Levalier Chevalier, ex-secrétaire de la Compagnie des Indes occidentales.

Les attributions de ce Syndicat sont, quant à présent, les suivantes :

1° De recevoir la déclaration des industriels et commerçants qui, voulant se mettre en rapport avec les adhérents de la Banque du Peuple, et jouir de la clientèle de la Société, devront faire connaître leurs noms, profession, domicile, la spécialité de leurs produits et services, les qualités et prix courants de leurs marchandises, le montant des remises et bonifications.

2° De recevoir les demandes des consommateurs et de s'assurer, par une exploration exacte, du débouché, des chances de succès des nouvelles entreprises ;

3° De publier un bulletin du commerce, de l'agriculture et de l'industrie, contenant avec la situation de la Banque et la mercuriale, tous renseignements et avis utiles, tels que demandes et offres de travail, demandes et offres de marchandises, diminutions de prix, indications des industriels et commerçants nouvellement admis dans la Société ; ce bulletin sera inséré dans le journal *le Peuple*, qui est institué par ces présentes l'organe officiel de la Banque du Peuple, dans ses rapports avec ses actionnaires, ses adhérents et le public ;

4° De solliciter l'adhésion des producteurs dont les services et produits manquent à la Société, et à défaut d'adhésion, de susciter parmi les sociétaires des établissements analogues et en concurrence ;

5° De commencer une statistique générale, comparative et détaillée, du commerce, de l'industrie et de l'agriculture ; en un mot, de procurer par tous les moyens possibles, l'extension et l'affermissement de la Société.

Article 53. — Du reste, la Banque du Peuple, organe spécial de la circulation et du crédit, point de convergence de toutes les forces productives comme de toutes les demandes du marché, centre de ralliement entre le producteur et le consommateur, ne se livre elle-même à aucune entreprise.

Elle ne s'immisce directement ni indirectement dans aucun négoce, dans aucune spéculation, de quelque nature que ce soit, autre que celle de l'escompte.

Elle n'accepte et ne subit de responsabilité que celle de ses propres opérations.

Sa commande, de même que ses avances, ses consignations de marchandises, ouvertures de crédit et annuités, n'est pour elle qu'une forme de l'échange, une opération d'es-compte.

Article 54. — Dès qu'il sera reconnu utile que la mission attribuée en ce moment au Syndicat général de la consommation et de la production soit exercée par un ou plusieurs établissements, ayant une action commerciale qui leur soit propre, la Banque du Peuple se réserve de détacher de son sein cette division du Syndicat général et de créditer des établissements spéciaux et indépendants qui la représenteront.

CHAPITRE XIII

PLACEMENTS. — DÉPOTS. — ASSURANCES.

Article 55. — La Banque du Peuple reçoit en dépôt ou placements les épargnes des ouvriers, les économies des rentiers et propriétaires, et généralement tous les fonds, valeurs ou capitaux réalisés, appartenant soit à des particuliers, soit à des associations ou corporations de toute espèce.

Article 56. — Les sommes ou valeurs déposées sont restituées aux déposants sans intérêt, sur la présentation de leur titre, dans les huit jours de la demande.

Les sommes et capitaux remis à la Banque du Peuple, à titre de *placement* ou *prêt*, sont remboursés aux propriétaires aux conditions fixées par les contrats particuliers passés entre eux et la Banque.

Article 57. — Jusqu'au jour de la restitution ou du rem-

boursement, les sommes, tant déposées que prêtées, restent à la disposition de la Banque, qui a le droit de les faire servir comme gage à ses émissions et à ses escomptes.

Article 58. — La Banque du Peuple n'est et ne peut jamais devenir [qu'une entreprise d'assurances, de quelque espèce que ce soit.

Elle reçoit en placement ou dépôt, et aux conditions de remboursement fixées par l'article 57, les fonds des Sociétés de secours mutuels et des Compagnies d'assurances.

Elle se charge du recouvrement des primes et de la comptabilité.

Elle acquitte, sur le visa des directeurs gérants ou secrétaires desdites Sociétés et Compagnies, les pensions et indemnités dues, mais seulement jusqu'à concurrence des sommes encaissées.

Elle est, en un mot, l'agent-comptable et le caissier des Sociétés qui lui versent leurs fonds ; mais elle n'assume en rien la responsabilité de leurs sinistres et déficits.

Article 59. — Pour prix de ses services, la Banque du Peuple a la faculté d'utiliser à ses opérations de crédit et d'escompte les sommes qui lui sont versées par les Sociétés et Compagnies d'assurances et de secours mutuels.

CHAPITRE XIV

DES BÉNÉFICES

Article 60. — Il sera fait, tous les six mois, un résumé ou inventaire général des opérations et de la situation de la Banque du Peuple.

Cet inventaire sera publié dans le bulletin et dans le journal de la Société.

Article 61. — Le produit des opérations de la Banque, déduction faite des frais d'administration et de l'intérêt des capitaux qui en sont susceptibles, sera ajouté au capital de la Banque, ou destiné à en tenir lieu en cas d'amortissement des actions, jusqu'au jour où la Société, réunie en Assemblée générale, jugera utile de réduire le taux de ses escomptes aux seuls frais d'administration, et d'opérer dans toute la vérité de son principe.

CHAPITRE XV

ORGANISATION ET ADMINISTRATION DE LA BANQUE

Article 62. — La Banque du Peuple a son principal établissement à Paris.

Son but est d'établir successivement dans chaque arrondissement un comptoir, et dans chaque commune un correspondant.

Article 63. — Dès que les circonstances le permettront, la présente Société sera convertie en Société anonyme, attendu que cette forme permet, suivant le vœu des fondateurs, de réaliser le triple principe :

- 1° De l'élection ;
- 2° De la division et de l'indépendance des emplois ;
- 3° De la responsabilité individuelle de chaque employé.

Mais quant à présent, la Société ne pourra être administrée que dans les conditions propres à la commandite ; elle sera représentée, comme on l'a dit ci-dessus, par le Direc-

eur-gérant, avec faculté de s'adjoindre deux ou quatre mandataires sous le titre de co-gérants.

Article 64. — Le Directeur-gérant exerce soit par lui-même, soit par ses co-gérants, en vertu des pouvoirs qu'il leur donne, tous les droits et actions de la Société, même ceux d'aliénation, de vente et d'hypothèque ; mais dans ces derniers cas, il ne pourra agir valablement qu'autant que le Comité de surveillance, consulté à ce sujet, aura déclaré qu'il n'entend pas s'y opposer.

Article 65. — Les honoraires du Directeur-gérant et de ses co-gérants seront fixés par la première réunion des sociétaires.

Article 66. — Le gérant sera révocable dans les formes prévues, article 81 ci-après.

Sa révocation entraînera de plein droit la révocation de la délégation de ses pouvoirs aux co-gérants.

Article 67. — Pour assister la gérance dans les opérations de crédit et d'escompte, il est institué un Comité d'escompte, nommé par les délégués du commerce et de l'industrie, adhérents à la Banque.

Article 68. — Ce Comité a pour fonctions :

- 1° D'examiner la nature des effets présentés à l'escompte ;
- 2° De déterminer la valeur des propriétés ou marchandises sur lesquelles la Banque est appelée à faire des avances.
- 3° D'examiner les titres de chaque demandeur au crédit qu'il sollicite.

Aucune opération de crédit ou d'escompte ne peut avoir lieu sans le visa préalable du Comité de l'escompte.

Article 69. — Le rôle du Comité d'escompte est purement consultatif; la responsabilité des opérations faites sur son visa appartient toute entière au directeur-gérant.

CHAPITRE XVI

DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Article 70. — Il sera créé, pour surveiller la gestion et pour représenter les commanditaires dans leurs rapports avec elle, un Conseil composé de trente délégués.

Ils seront choisis par l'Assemblée générale parmi les actionnaires ou adhérents dans les diverses branches de la production et des services publics.

Article 71. — Le Conseil de surveillance se renouvellera par tiers d'année en année.

Les membres sortant les deux premières années seront désignés par le sort.

Tout membre sortant peut être réélu.

En cas de vacance dans le cours d'une année, le Conseil pourvoit provisoirement au remplacement.

Article 72. — Le Conseil de surveillance se réunit toutes les fois et dans tel local qu'il juge convenable, et pour le moins une fois par mois.

Il a pour mission : 1^o de veiller à l'exécution des statuts ; 2^o de se faire remettre, toutes les fois qu'il le juge convenable et tous les trois mois au moins, des états de situation par le gérant ; 3^o de vérifier les comptes présentés par lui et d'en

faire un rapport à l'Assemblée générale ; 4° de représenter les actionnaires, tant en demandant qu'en défendant, dans toutes les contestations avec le gérant ; 5° de convoquer extraordinairement l'Assemblée générale lorsqu'il le juge utile ; 6° de déclarer qu'il s'oppose ou qu'il ne s'oppose pas aux propositions de vente, aliénation et hypothèque qui pourraient être faites par le gérant de pourvoir conservatoirement au remplacement du gérant, en cas de décès, retraite ou révocation, jusqu'à ce que l'Assemblée ait nommé un autre gérant.

Chacun des membres a, en outre, le droit de se faire représenter, quand bon lui semble, les livres et les documents de la Société.

Le Conseil de surveillance peut déléguer trois de ses membres qui, pendant une année, seraient particulièrement chargés d'inspecter, le plus souvent possible, les registres, la caisse, et tous les actes de la gestion.

Il pourra être accordé aux commissaires délégués, pour déplacement, une indemnité dont le montant sera déterminé par l'Assemblée générale.

Article 73. — Dans le cas où de nouvelles dispositions législatives permettraient de conférer à un Conseil de surveillance des pouvoirs plus étendus que ceux qui résultent des présents statuts, sans porter atteinte à la qualité des commanditaires, les commissaires alors en fonction pourront, en vertu d'une délibération de l'Assemblée générale, exercer tout ou partie de ces nouveaux pouvoirs, comme s'ils se trouvaient stipulés dans lesdits statuts.

CHAPITRE XVII

DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Article 74. — L'Assemblée générale se composera au plus de mille délégués, nommés par l'universalité des sociétaires et adhérents.

Article 75. — L'élection des délégués sera faite par catégories industrielles, et proportionnellement au nombre des associés et adhérents de chaque catégorie.

Le bulletin de la Banque fera connaître avant les élections le nombre des délégués à nommer par chaque profession et localité.

Article 76. — La convocation de l'Assemblée générale aura lieu de plein droit dans le premier mois de chaque année.

Les réunions ont lieu sur les convocations faites soit par le gérant, soit par le Conseil de surveillance. Elles se tiennent à Paris, au siège de la Société, ou dans un local désigné par les journaux chargés de faire connaître la convocation.

L'Assemblée générale, composée comme il est dit ci-dessus, représente l'universalité des actionnaires et des adhérents.

Nul ne peut s'y faire représenter que par un autre actionnaire ou adhérent.

Article 77. — L'Assemblée générale est présidée par le président du Conseil de surveillance, ou, à son défaut, par le plus âgé de ses deux collègues. Le bureau se compose du prési-

dent et de quatre autres membres choisis par l'Assemblée et remplissant les fonctions de secrétaires et de scrutateurs.

Article 78. — Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents, quel qu'en soit le nombre.

Article 79. — Indépendamment de l'Assemblée générale annuelle, il pourra y avoir des Assemblées générales extraordinaires, convoquées soit par la gérance, soit par le Conseil de surveillance.

Article 80. — Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux consignés dans un registre tenu à cet effet et signés par les membres du bureau.

Article 81. — L'Assemblée générale a pour objet :

1° D'entendre les comptes et rapports de la gérance, de les sanctionner, s'il y a lieu, après avoir entendu l'avis du Conseil de surveillance ;

2° De modifier, s'il y a lieu, les présents statuts, sur la proposition du gérant ou des commissaires, tous pouvoirs constituants lui étant donnés à cet effet ;

3° De délibérer sur tous les points qui lui seront soumis, sans néanmoins s'immiscer dans la gestion ;

4° De décider l'augmentation du capital, et d'ordonner, dans ce cas, l'émission de nouvelles actions ;

5° De prononcer la révocation du gérant sur la proposition du Conseil de surveillance ;

6° De nommer un autre gérant, s'il y a lieu ;

7° De nommer les membres du Conseil de surveillance et de pourvoir chaque année à leur remplacement ;

8° De régler le taux de l'escompte pour l'année nouvelle ;

9° D'indiquer les besoins généraux de la Société et les moyens d'y satisfaire.

CHAPITRE XVIII

DISSOLUTION, RECONSTITUTION, ET LIQUIDATION

Article 82. — Par le seul fait de la cessation des fonctions du gérant, soit qu'il résulte de la révocation, décès ou démission, lui ou ses représentants n'auront plus que la qualité ou les droits de simples commanditaires.

Article 83. — Immédiatement après la cessation des fonctions du gérant, pour les causes ci-dessus énoncées, la Société sera reconstituée avec les mêmes statuts et conditions et sous le nom du nouveau gérant qui formera la raison sociale, et il sera de suite procédé à un inventaire particulier de l'actif et du passif de la Société, ainsi qu'à sa liquidation, pour éviter la confusion des obligations du gérant remplacé avec celles du nouveau gérant.

Article 84. — Il ne pourra, en aucun cas, être apposé de scellés sur les valeurs, livres et papiers de la Société.

Article 85. — Si la Société venait à se dissoudre sans qu'il dût être, comme dans le cas ci-dessus, procédé à une nouvelle constitution, elle serait liquidée sous la surveillance du Conseil, par la personne nommée à cet effet par l'Assemblée générale, qui déterminerait en même temps les pouvoirs du liquidateur.

Les valeurs sociales, suivant la décision de l'assemblée générale, seront distribuées entre tous les ayants droit, ou

consacrées à des institutions d'utilité publique, ou serviront à fonder une nouvelle Société.

Article 86. — Toutes les contestations qui pourraient s'élever entre les actionnaires et l'associé gérant, et généralement toutes celles que ferait naître l'exécution des présentes seront jugées souverainement, sans appel ni recours d'aucune sorte, par trois arbitres amiables compositeurs, qui se constitueront en tribunal arbitral et jugeront en dernier ressort.

Ces arbitres seront nommés par le Tribunal de commerce de la Seine, à la requête de la partie la plus diligente, à moins que les parties ne s'entendent pour les nommer elles-mêmes.

Ces arbitres seront affranchis de tous les délais et formalités judiciaires.

Dans le cas de contestations, tout actionnaire doit faire élection de domicile à Paris, et toutes notifications et assignations sont valablement faites au domicile élu par lui, sans avoir égard à la demeure réelle ni aux délais de distance.

A défaut d'élection de domicile, cette élection aura lieu de plein droit pour les notifications judiciaires, au Parquet du Procureur de la République près le Tribunal de première instance de la Seine.

Article 87. — Il est institué auprès de la Banque du Peuple, sous le titre de Conseil du contentieux et des arbitrages, un Comité de jurisconsultes et d'arbitres, ces derniers choisis spécialement parmi les travailleurs.

Ce comité aura pour mission de donner tous avis en matière de droit et de législation, de veiller à la conformité des

opérations de la Banque avec les lois existantes, et de régler par voie de conciliation amiable les différends qui pourraient survenir entre la Société et les adhérents.

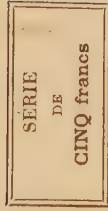
Ce comité sera choisi par le gérant.

Article 88 et dernier. — Dès que les circonstances permettront de convertir la présente Société en Société anonyme, les formalités nécessaires pour y parvenir auront lieu à la diligence du gérant et de trois membres de Conseil de surveillance désignés dans une délibération spéciale de ce Conseil.

Tous pouvoirs sont dès aujourd'hui donnés à ces quatre commissaires, à l'effet de poursuivre auprès du gouvernement les autorisations voulues par la loi, de consentir aux présents statuts, et d'établir par acte authentique les statuts définitifs tels qu'ils seraient acceptés par l'autorité.

Fait et passé à Paris, en l'étude, l'an mil huit cent quarante-neuf, le trente et un janvier, et a le comparant signé avec les notaires après lecture faite.

(Modèle du Bon de circulation)



BANQUE DU PEUPLE



Bon de circulation de 5 Francs

ART. 18 DES STATUTS :

A la différence des billets ordinaires de banque à *ordre* et payables en *espèces*, le papier de la Banque du Peuple est un ordre de livraison revêtu du caractère social rendu perpétuel, et payable à vue par tout sociétaire et adhérent en *produits* ou *services* de son industrie ou profession.

A vue, payez au porteur, contre le présent

ordre, en marchandises, produits ou services de votre industrie, la somme de CINQ FRANCS, valeur reçue à la Banque du Peuple.

Signé : P.-J. PROUDHON et C^o.

LE CONTRÔLEUR :

A tous les adhérents de la Banque du Peuple.

ART. 20 DES STATUTS :

Les bons de circulation sont acceptables en tous paiements chez tous les adhérents de la Société.

La Société n'est pas tenue à leur remboursement en espèces, il n'est que facultatif pour elle, mais elle en garantit obligatoirement l'acceptation auprès de ses adhérents. Une liste générale de leurs noms, professions et demeures, sera affichée en permanence dans les bureaux de la Société.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5
I) L'époque.....	5
Aperçu de la situation économique au début du XIX ^e siècle.	
II) L'homme.....	8
III) L'imitation de notre étude.....	10
Unité de l'œuvre de Proudhon. Mutuellisme. Plan.	

PREMIÈRE PARTIE

CRITIQUE DE LA CIRCULATION

Introduction	15
Importance de la Circulation ; elle est entravée par la propriété et le numéraire.	
I) Prélèvements Capitalistes.....	16
A) Intérêt.....	17
La propriété c'est le droit d'aubaine. Comptabilisme Social. L'intérêt n'a pas toujours existé.	
Il est aisé de le faire disparaître car le Capital est impro- ductif. Théorie proudhonnienne de la Valeur.	
B) Profit.....	29
II) Prélèvements du Numéraire.....	31
Fonctionnement du Numéraire ; ses frais. Assimilation du Capital au Numéraire ; leurs frais. Le nu- méraire provoque l'épargne et la Spéculation.	
Il n'a pas toujours existé. Il est aisé de le faire dispa- raître.....	37

III) Le Crédit sous le régime actuel de la Circulation.....	39
Propriété et Numéraire faussent le Crédit, par suite la Circulation.	
Conclusion.....	42
Il faut réformer la Circulation.	

DEUXIÈME PARTIE

LE CRÉDIT GRATUIT LE MUTUELLISME

La Théorie.....	43
Introduction.	
Le papier-monnaie vers 1848. Plan d'exposé de la théorie.....	45
I) Principe de Réciprocité.....	46
Mutuellisme du Crédit. Les produits s'échangent contre les produits. Droit à l'échange et Devoir de l'échange. Echange idéalisé. La réciprocité universelle est nécessaire. Elle est possible grâce à un instrument d'échange commun et universel.	
II) Généralisation de la Lettre de Change.....	54
Définition de la lettre de change. Sa transformation. Solidité incomparable du nouveau papier. Tous les échanges se font désormais au comptant. Création du débouché et suppression des crises. Cas de non-remboursement.	
III) Modification de l'Escompte.....	65
Importance du non-remboursement en espèces. Signification du mot « Gratuit » ; Nouvelle définition de l'escompte. Comment l'escompte est désormais pratiqué. Nouvelle comptabilité sociale. Définition du Mutuellisme.	
IV) Effet du Mutuellisme.....	73

TROISIÈME PARTIE

ESSAIS DE RÉALISATION

I) Banque d'échange.....	77
Comment Proudhon est amené à passer de la théorie à la pratique. Société Nationale de la Banque d'Echange. Analyse. Proposition de décret. Résultat.	
II) Propositions de Lois présentées à l'Assemblée nationale le 11 juillet et le 22 août 1848.....	87
III) Banque du Peuple.....	90
Propagande; espoirs. Acte devant notaire le 31 juillet 1849. Analyse. Débuts pénibles. Fuite en Bel- gique. Liquidation.	
IV) Dernières tentatives.....	103
A) Projet de Décret transformant la Banque de France.....	103
B) Projet d'Exposition perpétuelle. Proudhon et les Napoléon. Analyse du projet de concession du Palais de l'Industrie. Echec.....	104

QUATRIÈME PARTIE

POURQUOI LE MUTUELLISME NE POUVAIT ÊTRE LA SOLUTION DU PROBLÈME SOCIAL

Introduction.....	112
Plan d'exposition de nos observations.....	115
I) Notion de la Valeur.....	116
II) Le Numéraire n'est pas la cause de l'Intérêt....	122
III) L'Instrument d'échange ne peut être une Mon- naie-signé.....	128
IV) La garantie proposée par Proudhon est une Utopie; la monnaie nous semble la garantie la plus simple et la meilleure de la circulation fidu- ciaire.....	134

V) La loi de réciprocité est impuissante à établir l'échange gratuit, donc le crédit gratuit ; à modifier la nature de l'escompte ; à tuer l'intérêt....	143
VI) Le comptabilisme de Proudhon est erroné. L'intérêt ne rend pas impossible l'achat des produits du travail.....	151
VII) L'intérêt est non seulement légitime mais utile et bienfaisant surtout pour les masses.....	154

CONCLUSION

Proudhon a semé les germes du Crédit Mutuel, a défendu les idées de Liberté et d'Association dont on aurait intérêt à s'inspirer actuellement.	161
--	-----

ANNEXES

I) Texte du Projet de constitution de la Banque d'Echange.....	167
II) Acte de constitution de la Banque du Peuple..	181
III) Bon de circulation de la Banque du Peuple....	208

